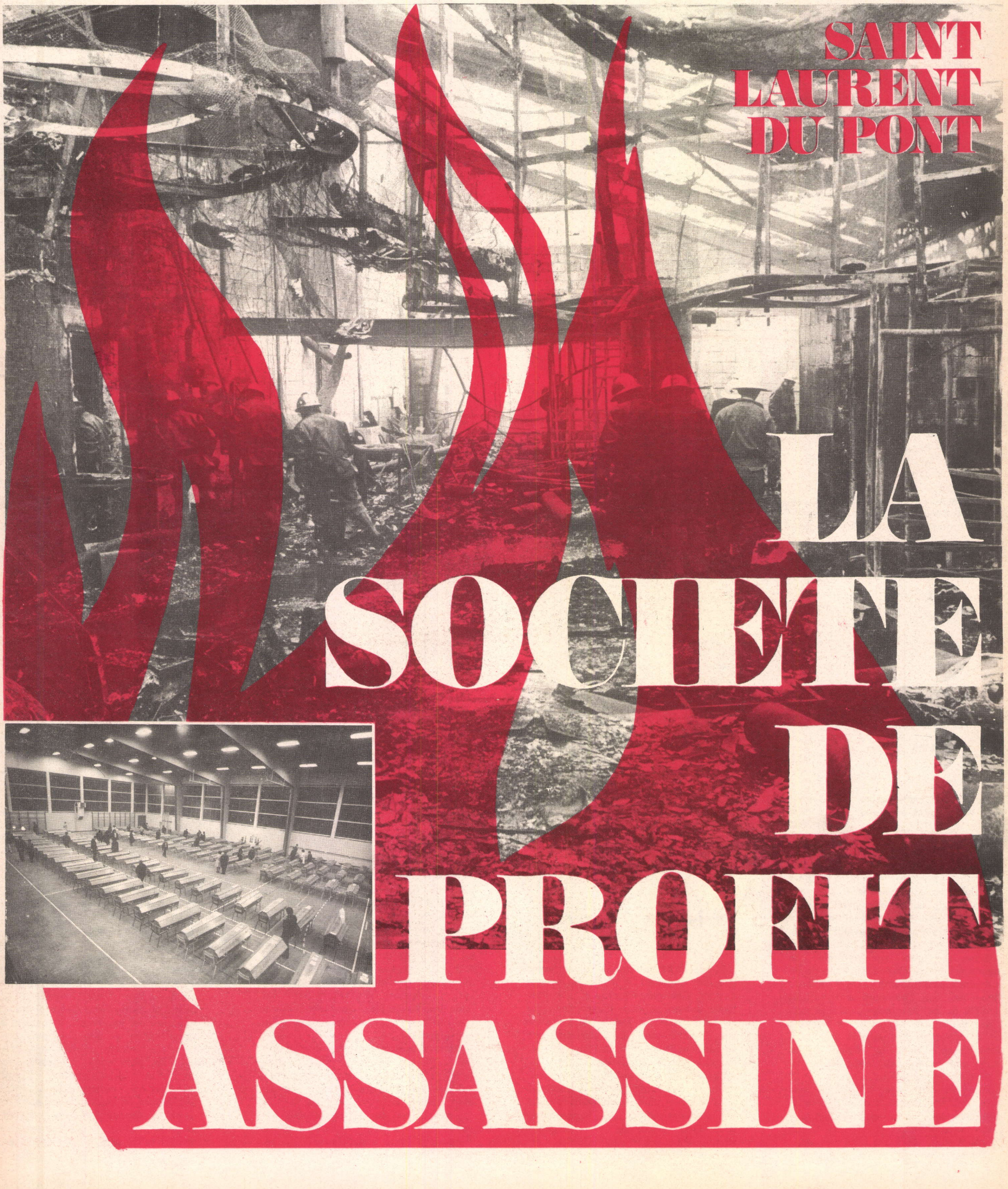
lutte ouvrière

HEBDOMADAIRE — PARAIT LE MARDI — N° 115 — DU 10 AU 16 NOVEMBRE 1970 — PRIX : 2 F

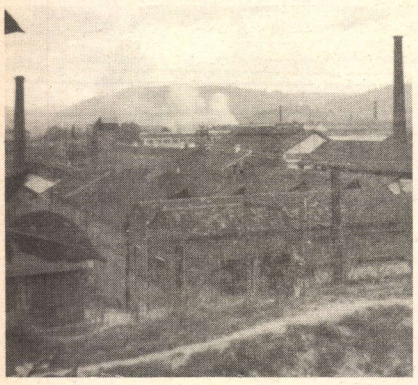


SAINT LAURENT DU PONT

LA SOCIETE DE PROFIT ASSASSINE

en bref... en bref... en bref...

La fatalité a bon dos



La C.A.F.L. à Saint-Chamond : une sale boîte. (Ph. L.O.)

Quarante et un mille cinq cent onze accidents du travail dans la Loire pour l'année 1969 ; tel est le bilan que donne le journal La Tribune dans son édition du 22 octobre. Quarante et un mille cinq cent onze accidentés : c'est l'équivalent de la population d'une ville comme Saint-Chamond. Quarante et un mille cinq cent onze travailleurs qui ont été marqués par l'exploitation capitaliste, et pour certains à jamais. Parmi tous ces accidents, plus de vingt mille ont entraîné un arrêt de travail de plus de vingt-quatre heures, et quatorze ont été mortels. Et il ne s'agit là que des accidents déclarés. On peut se demander quel est le bilan réel quand on sait que des usines de la région, comme la CAFL, demandent à leur personnel de ne pas se mettre en caisse pour de petits accidents, leur promettant une place tranquille pour le temps de leur convalescence.

Là encore, il ne s'agit pas de « fatalité » comme l'article de La Tribune le laissait entendre, mais bien des conditions d'insécurité permanente qu'on impose aux travailleurs.

Les « Chasseurs de primes »

Depuis la rentrée les travailleurs des Vosges ont appris que plus d'un millier d'ouvriers allaient être licenciés au cours des mois à venir dans l'industrie textile. Ils ne sont d'ailleurs pas les premiers. La crise du textile vosgien n'en restera pas là et de plus en plus les usines ferment. Les patrons de ces usines, pour avoir un profit un peu plus élevé, n'hésitent pas à jeter des centaines de travailleurs à la rue.

Bien sûr toute une pyramide de commissions officielles s'occupe de ce « douloureux problème ». On y bavarde beaucoup. Les chômeurs ont surtout droit à de belles phrases. Des primes diverses et des exonérations fiscales sont accordées aux patrons qui veulent s'établir dans la région créant ainsi des emplois susceptibles de réemployer les chômeurs.

Mais si cette méthode n'est pas près de faire disparaître le chômage, tout le monde n'est pas malheureux dans cette affaire. Les entreprises qui ferment aujourd'hui ont reçu des aides considérables de l'Etat, des municipalités et d'organismes publics, précisément pour éviter leur fermeture. Pas question de leur demander de rembourser. Pourtant leurs patrons ne sont pas particulièrement dans la misère puisque parmi eux se trouve Boussac. Par ailleurs, il existe de véritables « chasseurs de primes » qui montent des usines uniquement pour pouvoir toucher les aides publiques tout en ne comptant pas les faire fonctionner. C'est ainsi qu'à Thaon, une usine d'ameublement n'a jamais fonctionné, ni eu un seul salarié !

En verre... et contre tous

Quelle est la part de responsabilité des constructeurs dans le bilan des accidents de la route ? (Ph. U.P.I.)

Selon l'Académie de médecine, 70 % des automobilistes blessés lors de l'éclatement d'un pare-brise, ne retrouvent pas une vue normale.

Il faut dire que le verre « de sécurité » utilisé en France est interdit aux Etats-Unis, et de moins en moins employé dans les autres pays d'Europe. En cas d'éclatement, des particules — dont certaines invisibles au premier examen — atteignent souvent l'œil, entraînant des lésions.

Bien sûr, il existe des types de verre sans danger ; malheureusement, ils ont un gros inconvénient pour... les constructeurs : ils coûtent plus cher !

Un jugement serein...

Mercredi 21 octobre, à Tours, tandis que se déroulait à Paris le procès d'Alain Geismar, quelques manifestants avaient choisi d'exprimer leur solidarité avec le leader de l'ex-Gauche Prolétarienne en inscrivant des slogans hostiles à la justice sur les murs du Palais de Justice.

La police ne fut pas longue à intervenir, et elle embarquait 5 personnes.

48 heures plus tard, deux d'entre elles étaient jugées en flagrant délit sous l'inculpation de « rébellion à agents ». Le public était constitué en majorité de flics, alors, comme le dit la « Nouvelle République », « la justice fut rendue en toute sérénité »... Ce journal donne d'ailleurs une description des inculpés dans le plus pur style « Série Noire » : « un étrange couple..., lui, d'une large carrure, porte de grosses moustaches, un pull-over jaune et un blue-jean délavé ; elle, fluette... ». Elle est pourtant là pour avoir donné un coup de poing à un agent de la « force » publique !

Verdict : 2 mois avec sursis au « dangereux meneur » (dixit M. le Procureur) et 8 jours de la même peine à l'autre inculpée. Un procès pour « reconstitution de ligue dissoute » doit en outre être intenté aux manifestants.

Tant de chefs d'inculpation pour une phrase peinte sur un mur, qui osera après cela, parler de justice de classe ?

Un journal qui prend ses lecteurs pour des imbéciles

Les locataires de cette maison font-ils partie des 84 % de satisfaits ? (Ph. L.O.)

Dans le cadre d'une grande enquête récemment entreprise sur les problèmes de la région parisienne, le journal France Soir a publié dans son numéro du 27 octobre des chiffres proprement stupéfiants concernant le sentiment des banlieusards sur la façon dont ils sont logés. Selon un sondage de l'IFOP 84 % des hommes interrogés contre 83 % des femmes — qu'on admire la précision — habitant la région parisienne seraient dans « l'ensemble » — la précision est curieusement nettement moins grande sur ce point — satisfaits de leur logement (contre 77 % de « plutôt » satisfaits pour la France entière).

Il est vrai que les milliers et les milliers de travailleurs immigrés s'entassant, souvent avec leurs familles, dans les bidonvilles n'ont sans doute pas été interrogés puisque n'ayant aucun logement.

De la même manière les enquêteurs de l'IFOP ont dû aussi négliger d'interroger les jeunes travailleurs venus de province pour travailler dans la région parisienne et obligés de remplir de sinistres « foyers de jeunes travailleurs » : ils vivent seuls et auraient sans doute eux aussi faussé les résultats du sondage.

Mais pourra-t-on penser, les centaines de milliers de familles vivant dans des logements trop petits, les locataires de H.L.M. et autres P.L.R. construits avec de la camelote et dont les loyers ne sont pas spécialement bon marché qui eux, ont sûrement été interrogés, sont donc satisfaits ? Eh bien oui, répond France-Soir, ils le sont. Et comme il y a naturellement d'éternels mécontents, France-Soir précise tout de même dans son commentaire que « les jeunes sont un peu plus critiques, les ouvriers et les employés sont les plus nombreux mécontents de leur logement ».

Qui oserait prétendre après cela que le problème du logement est un problème dramatique aujourd'hui en France ?

Erreur au-delà des Pyrénées, vérité en deçà ?

Franco : qui a osé prétendre qu'il vieillissait ? (Ph. U.P.I.)

M. Calvo Serer, professeur d'histoire et de philosophie à l'université de Madrid vient de comparaître devant le tribunal de l'ordre public de cette ville.

Il est accusé de « diffusion d'informations dangereuses». En effet, le 30 mai 1968, il avait publié un article dans lequel il faisait un parallèle entre deux généraux : de Gaulle et Franco, sans citer ce dernier, et dans lequel il déplorait « le triste destin des gouvernants qui vieillissent au pouvoir ». Diffusion d'informations dangereuses, assurément, car il est imprudent de révéler au bon peuple que Franco vieillit au pouvoir — Franco, qui parle de Franco ? Le procureur et les juges, qui estiment que l'allusion était transparente. N'est-ce pas là un crime de lèse-franquisme qui appelle le châtiment ? Aujourd'hui, ils sanctionnent l'outrage, mais ils confirment par là même que la phrase que l'on reprochait au professeur définissait Franco. Logiquement, on devrait juger ces juges, puis les juges de ces juges et ainsi de suite. Triste situation pour le corps judiciaire d'outre-Pyrénées.

Quant au professeur Calvo Serer, il a manqué de jugement. Il aurait, à l'exemple d'un de ses collègues professeur de français, déclaré à l'occasion d'un pélerinage à Rome, par exemple, qu'il était candidat au pouvoir — ce qui, entre nous signifiait sensiblement la même chose que son allusion malsonnante à ceux qui vieillissent au pouvoir — peut-être serait-il aujourd'hui à la tête de l'Etat espagnol.

Editorial

LA SOCIÉTÉ DE PROFIT ASSASSINE

L'AFFREUSE tragédie de Saint-Laurent-du-Pont, ces cent quarante-quatre jeunes frappés par la plus atroce des morts, dans un lieu où ils n'étaient venus chercher que l'amusement et la détente, a ému toute la population du pays.

Nombreux également sont ceux, et notamment les parents et les proches des victimes, qui réclament que toute la lumière soit faite sur cette affaire, et les responsabilités établies, afin que pareille chose ne puisse plus se produire.

Et des responsables directs, il y en a. Il y en a sans doute même beaucoup. On en trouvera certainement... du moins quelques-uns. On les inculpera sans doute. On les condamnera peut-être. Mais cela ne ramènera pas à la vie ceux qui ont péri dans la fournaise. Et surtout, cela n'empêchera pas semblable tragédie de se reproduire un jour ou l'autre.

Car la cause profonde de ce drame, car le vrai responsable, c'est la loi du profit, qui règne en maître sur un monde où la recherche des bénéfices est le seul mobile.

Pour exercer bien des professions salariées, même parmi les plus humbles, on demande des diplômes. Au futur fonctionnaire, même s'il ne devra, pendant toute sa carrière, que remplir des bordereaux inutiles et même s'il ne touchera qu'un salaire de misère, on fait souvent passer un examen, voire un concours.

Mais celui qui veut faire fructifier son magot, gros ou petit, peut faire ce qu'il veut. Et ce n'est pas l'Etat, en tout cas, qui viendra lui demander quoi que ce soit.

On l'a bien vu à Saint-Laurent-du-Pont : de ceux qui, possédant quelques dizaines de millions, veulent leur faire faire des petits en vendant de la musique « pop » aux jeunes, on n'exige pas qu'ils connaissent et appliquent les règles de sécurité. Ils peuvent entasser plusieurs centaines de garçons et de filles dans une véritable boîte d'allumettes, susceptible de s'enflammer à la moindre étincelle, personne ne viendra mettre le nez dans leur petit commerce, avant que l'irréparable ne se soit produit.

Mais ce n'est là qu'un cas particulier, d'une situation bien plus générale. On n'oblige pas non plus les industriels de la chimie à se préoccuper des risques qu'ils font courir aux ouvriers qu'ils exploitent, et (par la pollution chronique ou par accident) à la population qui vit autour de leurs usines. On n'oblige pas non plus les patrons du bâtiment ou d'ailleurs à faire travailler leurs ouvriers en respectant les règles de sécurité.

Chaque semaine, les patrons sont responsables, par leur négligence, ou pour augmenter leurs bénéfices, de presque autant de morts qu'il y en eut au « 5-7 ». Ils « font des affaires ». Et pourquoi voulez-vous que quelqu'un aille vérifier qu'ils sont conscients de leurs responsabilités, que quelqu'un aille les obliger à en tenir compte ? Ce serait la fin de la « libre entreprise »...!

L'Etat lui-même donne l'exemple. S'est-on demandé, en effet, quel serait le résultat d'une explosion, ou d'un déraillement, dans une rame de métro transportant huit personnes au mètre carré ? Et combien coûtent, en vies humaines, les économies que l'on fait partout, sur les autoroutes ou dans les hôpitaux ?

Ceux qui possèdent tout, dans cette société, comme ceux qui les représentent à la tête de l'Etat, ont un portefeuille à la place du cœur. Les autres hommes ne sont, pour eux, qu'un moyen de faire croître et fructifier les comptes en banques qui leur tiennent lieu de raison de vivre, et qui ne sont, pour les autres, qu'autant de raisons de mourir.

Pour se donner un petit semblant de bonne conscience, ils font certes des lois, rédigent des règlements de sécurité, parfois même extrêmement précis, et prévoient des peines pour les contrevenants.

Mais cela, c'est pour la galerie. Car de là à prendre des mesures avant les catastrophes, il y a une marge. L'Etat, et tout son appareil administratif, policier et judiciaire, n'est pas là pour contrôler comment les bourgeois, grands ou petits, font des bénéfices. Il est là, au contraire, pour neutraliser les empêcheurs de danser en rond, les empêcheurs de gagner des sous tranquillement.

C'est comme cela que, dans notre société, les lieux de travail, de plaisir, de transport ou de sommeil, sont en puissance, des lieux de mort.

Et quand un accident ou une catastrophe se produit, il suffit que le ou les responsables aient un tout petit peu de chance, pour qu'il ne leur en coûte rien. Ce sont les victimes que l'on taxe alors d'imprudence ou de négligence. Ce n'est que si la chose est vraiment trop grosse qu'on condamnera les responsables à une amende. Et le tour sera joué.

Car dans cette société de profit, la seule peine appliquée pour ce genre d'assassinat, celui qui fait, et de loin, le plus de victimes, celui qui a le mobile le plus sordide, c'est de prendre un peu de cet argent que les assassins gagnent avec la peau et la vie des autres.

Un dernière manière de montrer que, pour les bourgeois, la vie humaine est une marchandise, qui, comme toute marchandise, a un cours dont il faut tenir compte dans les calculs de bénéfices, mais n'est rien de plus que cela.

• La sécurité, parlons-en !

APRES la tragédie de Saint-Laurent-du-Pont, les vérifications et les contrôles de sécurité pour les établissements recevant du public se multiplient.

Dans de nombreux établissements, on a vu maire, préfet et même chef des secours locaux et chef de brigade de gendarmerie aller systématiquement visiter les salles publiques. Déjà, des dancings ont dû fermer leurs portes (Oise, Meurthe-et-Moselle). Le théâtre de Pontarlier, ouvert depuis près d'un siècle, a brutalement été fermé pour non-conformité aux règles de sécurité. A Dôle, pour des raisons identiques, un super-marché a été définitivement fermé.

Que brusquement, dans toute la France, ceux qui sont désignés pour assurer la sécurité dans les lieux publics se décident à assumer leur tâche et à faire appliquer des règles strictes de sécurité, on ne peut que s'en féliciter. Bien qu'il soit lamentable qu'il ait fallu attendre la mort de 144 personnes pour qu'une réaction s'amorce.

Mais ces lieux où l'on s'amuse sont-ils les seuls à être construits anarchiquement, sans sécurité pour ceux qui les fréquentent ?

Combien d'entreprises industrielles, combien d'usines de la métallurgie, de la chimie ou de chantiers du bâtiment devraient fermer leurs portes si on se souciait réellement de la vie de ceux qui y passent les trois quarts de leur temps. Et qui, bien souvent, y meurent, comme à Saint-Laurent-du-Pont, au nom de la sacro-sainte rentabilité ?

• La loi du fric

LA vie reprend peu à peu à Saint-Laurent-du-Pont. Les 144 jeunes gens qui ont péri dans l'incendie du « 5-7 », pour la plupart âgés de 15 à 20 ans ont été enterrés.

Des restes calcinés du dancing, des différentes autorisations remises à tort ou à raison, des différents permis de construire... il faut maintenant découvrir les origines et les « responsables » du sinistre.

Le Juge d'instruction du Tribunal de grande instance de Grenoble dirige l'enquête.

Déjà on a découvert qu'il est probable que l'incendie ait été provoqué par un mégot allumé jeté sur un siège inflammable.

Mais, il y a une chose dont on a peu parlé et sur laquelle il faudrait peut-être jeter un peu de lumière : qui sont les actionnaires, tous les actionnaires du « 5-7 » et au-delà de leur responsabilité juridique, quelle est leur part de capital ?

Une société d'exploitation gérait le « 5-7 ». D'après la presse, cette société aurait eu trois actionnaires dont un est vivant et deux sont morts dans l'incendie.

Mais le terrain et les bâtiments, c'est-à-dire tout ce qui avait une valeur, appartenaient à une autre société, la Société civile immobilière de Chartreuse. Le gérant était l'un des deux morts. Mais qui sont les autres actionnaires ? Et pour quelle part ? On s'est gardé de le dire.

Le terrain appartenait sans doute au départ à des gens habitant Saint-Laurent ? Qui ? Sont-ils des proches de ceux qui, comme le Maire, étaient chargés de donner certaines autorisations ? Les jeunes gérants qui sont morts n'étaient-ils pas simplement les responsables légaux ? C'est une question à laquelle la justice qui veut faire à ce qu'il paraît, toute la lumière, devrait bien répondre.

Peut-être est-ce couvert par le sacro-saint secret commercial ?

Mais même si c'est vérifié et demandé un jour, la loi ne pourra pas poursuivre les actionnaires, même s'ils ont 90 % du capital. Car eux, juridiquement, ne sont pas responsables, même si en réalité c'est eux qui donnaient les ordres.

Voilà la société du fric.

• Quand la police sévit

TOUTEFOIS, si les « responsables » de la catastrophe de Saint-Laurent-du-Pont ne sont pas poursuivis pour le moment, l'incendie du « 5-7 » a déjà conduit des gens en prison.

Le Tribunal de grande instance de Grenoble a inculpé et écroué six étudiants grenoblois qui avaient été arrêtés, le 2 novembre, lors d'une manifestation organisée par des maoïstes, à la suite du drame. Ils ont été inculpés en vertu de la loi « anticasseurs » et n'ont été relachés que le 4 novembre.

Ceux qui sont à l'origine de ce drame épouvantable sont encore en liberté, mais ceux qui ont manifesté leur indignation ont déjà fait connaissance avec les prisons et les tribunaux.

sommaire

EN FRANCE

• **Le mouvement révolutionnaire**
Page 6 :
— La lutte de classes ne passe pas par le restaurant universitaire de Nanterre.
— Dites-moi, M. Marchais, le P.C.F. est-il révolutionnaire ?
Page 10 :
— Discussion L.O. - Tribune socialiste.
— Meeting L.O. à Bourges.

• **Leur nouvelle société.**
Page 8 :
— Va-t-on raser les forêts pour lutter contre le feu ?
— Racisme en Alsace.
Page 9 :
— La S.N.C.F., au service des P.D.G., organise la pagaille pour les travailleurs.

• **Dans les entreprises.**
Page 7 :
— Le patronat se sent fort face aux syndicats. Le sera-t-il face aux travailleurs ?
— Case (Vierzon) en grève depuis une semaine.
Page 14 :
— Echos des entreprises.
Page 15 :
— Mouvements en cours et tactique syndicale.
Page 16 :
— Perrier-Vergèze : les grévistes devant le tribunal !
Page 17 :
— Babcock : Série de débrayages sans lendemain.
— E.G.F. : un an après la convention salariale.
Page 18 :
— Assurances Union : licencié pour n'avoir pas eu l'heur de plaire à son chef.
— Danzas : le revers de la médaille.
Page 19 :
— I.B.M. : les dessous d'un grand trust.

DANS LE MONDE

Page 4 :
— Chasse aux sorcières au Brésil.
— Vers un règlement avec la Chine ?
— Elections américaines.
Page 5 :
— Espagne : succès de la journée nationale pour l'amnistie.
— Procès à Burgos.
— Moyen-Orient : les vrais fauteurs de guerre.
Page 24 :
— Grève chez General Motors.
— Angleterre : Heath s'attaque à la Sécurité sociale.

DIVERS

Page 11 :
— Revue de la presse d'extrême-gauche.
Pages 20-21 :
— Feuilleton : la Paix.
Page 22 :
— Livres : Le Ciment
— Le doigt sur la gazette.
Page 23 :
— Cinéma : Cromwell.
— Mots croisés.

lutte ouvrière

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Composition - Mise en pages
Montage offset
PARIS-CENTRE
10, rue Jean-Pierre-Timbaud, Paris-11e
Tél. 700-02-95

Impression : Roto technic Offset
Tél. : FLA. 37-07

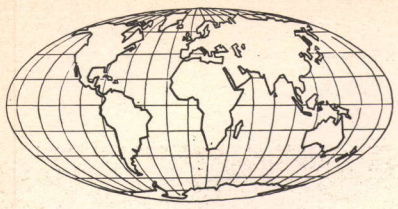
Adressez toute correspondance au nom de Michel Rodinson
Initiative Socialiste
54, rue Monsieur-le-Prince, 75 - Paris-6e.

Nota : cette adresse n'est pas une permanence, écrire seulement.

Tarifs des abonnements :

ordinaires :	6 mois :	**30 F**
	1 an :	**50 F**
sous pli fermé :	6 mois :	**70 F**
	1 an :	**130 F**

Tous les versements de fonds, abonnements et soutiens divers doivent être faits au :
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10.



DANS LE MONDE

VERS UN RÈGLEMENT AVEC LA CHINE ?

COUP SUR COUP deux pays occidentaux, le Canada et l'Italie viennent de reconnaître officiellement le gouvernement de la Chine populaire. La Belgique et l'Autriche semblent s'engager sur la même voie.

Ainsi le **« cordon sanitaire »** autour de la Chine, imposé par l'impérialisme américain au lendemain de la victoire de Mao, semble se relâcher d'une façon visible.

Au vote annuel de l'ONU où depuis 20 ans une majorité servile à l'égard de Washington refusait rituellement l'admission de Pékin, cette majorité devient de plus en plus précaire. Et voilà que maintenant de nouveaux pays occidentaux dont certains ont une politique étrangère traditionnellement alignée sur celle des USA et dont, de sucroît, les perspectives commerciales avec la Chine sont parfois très limitées, éprouvent le besoin de normaliser leurs relations avec ce pays.

Mais finalement, ce qui a tout l'air d'un vent de contestation de la politique des Etats-Unis par leurs alliés, parfois des plus proches, et qui se traduit par une série de coups d'épingle diplomatiques, fâcheux et gênants sinon douloureux, est peut-être à plus long terme profitable à Washington.

Certes, lorsqu'après la signature de l'accord avec la Chine, le vice-président du Conseil italien déclare que **« l'établissement des relations diplomatiques entre les deux pays mettra un terme à une authentique absurdité historique et juridique »**, cela sonne comme une critique des positions défendues par les USA, qui depuis 20 ans s'efforcent d'imposer cette « absurdité ». Mais il n'est pas impossible que cette opinion du dirigeant italien soit largement partagée dans les milieux politiques américains eux-mêmes.

Même en 1949, la politique d'isolement à l'égard de la Chine n'a pas eu que des partisans à Washington. Et depuis, de surcroît, elle a montré son inefficacité. Dès lors, il est plus que probable qu'une attitude tenant compte des réalités et cherchant un règlement avec la Chine soit une éventualité sérieusement envisagée.

A Washington comme à Rome, on peut raisonnablement prétendre qu'il est important — là encore pour reprendre l'expression du ministre italien — **« d'associer ce grand pays à la responsabilité de la sauvegarde de la paix dans le monde »**. Tout comme on a associé l'URSS.

Sous ce délicat euphémisme, il s'agit d'un accord, de droit ou simplement de fait, par lequel chaque puissance concernée reconnaît la zone d'influence des autres et le statu quo global entre les zones.

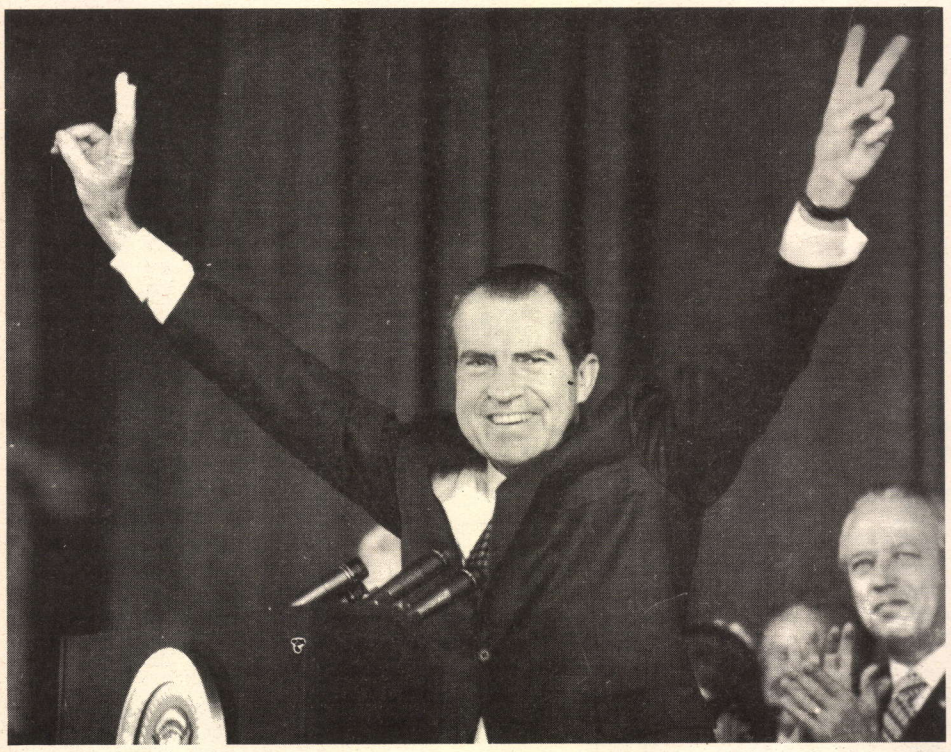
En contrepartie de quoi, cesserait tout ostracisme à l'égard des puissances qui acceptent les règles du jeu. La Chine, pour ce qui la concerne, y gagnerait la fin de son isolement et un accès au marché mondial qui lui est jusqu'à présent dans une large mesure fermé. L'impérialisme y gagnerait quelques avantages commerciaux, et politiquement, le lâchage des mouvements d'émancipation nationale de sa propre zone par la Chine. Non que, en tout état de cause, le rôle de la Chine soit déterminant ou même important, dans le déclenchement et le développement de ces mouvements, mais incontestablement Pékin joue le rôle d'un pôle idéologique et politique qu'il n'est pas inutile de neutraliser.

Cependant, même si les USA désiraient changer d'orientation et s'acheminer vers un règlement avec la Chine, ils sont dans une certaine mesure prisonniers de leur propre politique passée. Il ne leur serait pas possible d'effectuer un brusque renversement d'orientation sans encourir de graves déboires avec leurs alliés, et pas seulement les plus directement concernés d'entre eux par ce problème, les fantoches de Formose, du Vietnam du Sud ou de la Corée du Sud. Une telle réorientation nécessiterait toute une préparation, tout un conditionnement politique.

Et finalement, c'est ce qui a tout l'air de se faire. Il serait hasardeux d'affirmer qu'il se fait avec l'accord des Etats-Unis, quoique cela ne soit pas impossible. Mais ce qui est certain, c'est que l'augmentation du nombre des pays, en particulier occidentaux, reconnaissant la Chine et normalisant leurs rapports avec elle, facilitera considérablement un éventuel renversement d'orientation de la part des U.S.A.

G. KALDY

Couve de Murville et le président Mao lors de la récente visite de l'ex-Premier ministre français en Chine.
Un voyage au service non seulement des capitalistes français mais aussi américains ?
(Photo A.F.P.)



Nixon est content... ou il fait semblant ?
(Photo U.P.I.)

PENDANT LES ÉLECTIONS AMÉRICAINES

La "majorité silencieuse" ne s'est pas manifestée

LES élections qui viennent de se dérouler aux U.S.A., où la Chambre des représentants, le tiers du Sénat et un certain nombre de postes de gouverneurs devaient être renouvelés, auront montré une chose : c'est que la « majorité silencieuse » dont Nixon affirmait qu'elle s'exprimait par sa voix, s'est montrée aussi partagée qu'elle l'était avant l'accession des Républicains à la Maison Blanche.

Ainsi le parti de Nixon se retrouve, à peu de chose près, sur les mêmes positions qu'aux dernières élections. Car si les Républicains gagnent quelques voix au Sénat, ils en perdent à la Chambre des représentants, et perdent plusieurs postes de gouverneurs d'Etat.

Et pourtant, ce n'est pas faute d'avoir agité devant les yeux de l'électorat américain le spectacle du désordre et de l'anarchie. En ce domaine, le second de Nixon, Agnew, s'était particulièrement fait remarquer par ses déclarations fracassantes sur les « voyous » qui peuplaient les universités, sur le grand nettoyage qui devenait nécessaire aux U.S.A. afin de purger le pays de tous ses asociaux.

Malgré cela, l'électeur américain a voté de façon traditionnelle, partageant ses voix à peu près comme d'habitude, entre Démocrates et Républicains (le parti de Nixon).

Il n'y a pas eu, malgré les efforts déployés, le raz-de-marée républicain qu'espérait l'administration Nixon.

Il faut dire aussi, que si quelques électeurs démocrates peuvent se faire des illusions sur le caractère libéral du parti démocrate, personne, absolument personne aux U.S.A., ne pouvait sans doute le croire aussi rouge et révolutionnaire que le dépeignait Nixon.

C.L.

CHASSE AUX SORCIÈRES AU BRÉSIL

LORSQU'UN Etat en arrive à opérer l'arrestation préventive de quatre mille personnes par crainte de manifestations marquant l'anniversaire de l'assassinat par sa police d'un leader révolutionnaire, il reconnaît par là même son impopularité.

Et c'est bien le cas pour l'Etat brésilien, tristement célèbre pour être l'Etat où la torture est presque une institution (des cours spéciaux sont donnés aux élèves tortionnaires). C'est aussi l'Etat dont une partie de la police sous le nom sinistre d'escadron de la mort, en dehors des heures où elle tue et torture légalement, assassine par douzaines les opposants du régime.

Après quelques jours de cette chasse aux sorcières, le président Médici aurait ordonné de mettre fin à cette vague d'arrestations déclenchée, disait-il, sans son accord. Diplomatie, hypocrisie ou vérité ? Peu importe !

Mais plus l'Etat brésilien montre sa peur de son propre peuple, mieux il montre la voie aux millions de déshérités du Brésil.

MOYEN-ORIENT : plan Rogers et mission Jarring

LES VRAIS FAUTEURS DE GUERRE

Yasser Arafat priant sur la tombe de Nasser. Le chef du Fath compterait-il sur l'aide de Dieu ?

(Photo U.P.I.)

AU moment même où la presse annonçait la reconduction tacite du cessez-le-feu au Moyen-Orient entre Israël et l'Egypte, un attentat faisait 1 mort et 34 blessés à la gare routière de Tel-Aviv. Peu après le commandement militaire d'Al Assifa (la branche militaire du Fath) revendiquait la responsabilité de cette action.

Et pour nombre de commentateurs, les organisations palestiniennes apparaissent, encore une fois, comme des fauteurs de guerre, des éléments irresponsables qui veulent à la fois empêcher la reprise de la mission Jarring et l'application du plan Rogers.

Mais en fait ce qu'on oublie souvent, c'est de définir le genre de « paix » à laquelle peut conduire le plan Rogers ou la déclaration de l'O.N.U. du 22 novembre 1967 qui lui a servi de canevas. Dans l'un et l'autre cas, le but recherché est de parvenir à une normalisation des relations entre Israël et les Etats arabes de la région. En échange d'une évacuation du Sinaï et de la Cisjordanie par Israël, les Etats arabes reconnaîtraient « de facto » et « de jure » l'existence de l'Etat sioniste dans ses frontières d'avant la guerre de juin 1967.. Et la « paix » serait alors possible.

Mais toutes les résolutions de l'O.N.U., tous les plans Rogers et toutes les missions Jarring « oublient » simplement de définir quel sera le sort, dans tout cela, du peuple arabe de Palestine.

Car concrètement, « respecter l'intégrité territoriale des Etats de la région », *formule qui est à la base de toutes ces négociations, cela revient à refuser un territoire au peuple arabe de Palestine, à reconstruire pour lui des camps de réfugiés, bref à le maintenir en exil.*

De ce point de vue, aucune paix ne sera possible au Moyen-Orient tant que les injustices et les humiliations qu'a subies depuis plus de 20 ans, la population arabe palestinienne ne seront pas réparées.

Car il faut rappeler que les Israéliens ont chassé de leur foyer 6 à 700 000 palestiniens en 1948 pour y installer des immigrants juifs à leur place. Et aujourd'hui, ce peuple demande une juste réparation des torts qui lui ont été causés. Et il ne la demande pas simplement : il l'exige les armes à la main. Ne pas tenir compte de cette volonté des palestiniens c'est, finalement, tourner le dos à la paix.

Et jusqu'à présent tous les « plans de paix » présentés par l'O.N.U., avec la bénédiction de l'URSS et des USA n'ont jamais reconnu aux Palestiniens le droit de construire leur propre Etat c'est-à-dire d'obliger Israël et la Jordanie à rétrocéder une partie des territoires que l'un et l'autre de ces Etats ont purement et simplement annexé après la guerre israélo-arabe de 1948.

Bien sûr, il serait utopique de penser qu'il soit possible de revenir au statu quo territorial qui existait en 1945. De même, aucun socialiste ne peut rendre la population juive dans son ensemble responsable des visées sionistes, et prendre prétexte de la politique des dirigeants d'Israël pour refuser d'accorder à cette nouvelle nation hébreue des droits nationaux, y compris celui de former son propre Etat.

Mais aujourd'hui, il y a largement la place pour que Juifs et Arabes puissent coexister pacifiquement au Moyen-Orient. Il y a largement la place pour qu'un Etat arabe palestinien puisse exister à côté d'un Etat juif.

Mais cela implique tout d'abord que les dirigeants sionistes reconnaissent aux Palestiniens leurs droits nationaux. Cela implique aussi une « désionisation » de l'Etat juif, c'est-à-dire une refonte de ses structures territoriales et politiques, en bref, qu'Israël cesse d'être un Etat théocratique, raciste et réactionnaire aux ordres de l'impérialisme américain.

C'est cela la voix de la paix et toutes les autres ne sont qu'illusoires.

Et l'attentat de Tel-Aviv, quelles que soient par ailleurs les intentions poliques de l'organisation qui l'a perpétré, traduit la volonté d'un peuple qui ne veut pas, encore une fois, être le laissé pour compte des marchandages internationaux.

J. LIEVIN.

ESPAGNE :

PROCÈS A BURGOS

UN grand procès doit s'ouvrir ces jours-ci devant le tribunal militaire de Burgos. Accusés : seize Basques, dont deux prêtres, inculpés de responsabilités directes ou de complicités dans la mort, en juillet 1968, du chef de la **« brigade d'investigation politique et sociale »,** la police politique, le commissaire Maliton Manzanas, abattu à coups de revolver alors qu'il rentrait chez lui.

Etant donné ce qu'est la justice espagnole, et plus encore la justice militaire, on ne sait pas grand chose de cette affaire, sauf que le procureur a déjà réclamé la peine de mort contre six des accusés, sauf que les avocats de la défense ont déjà affirmé que toutes les **« preuves »** retenues contre les inculpés avaient été arrachées par la torture.

Quoi qu'il en soit, il s'agit là d'un nouvel épisode dans la lutte qui oppose le peuple basque aux autorités franquistes.

Le nationalisme basque n'est certes pas une chose nouvelle. S'il s'appuie sur les traditions d'un peuple qui a conservé nombre de ses particularités ethniques, il est né, en fait, au XIX[e] siècle, au sein d'une bourgeoisie basque prospère qui ne voyait pas quels avantages elle pouvait retirer de l'appartenance à une Espagne sous-développée, et qui voyait par contre très bien le coût que représentait pour elle l'existence d'un Etat central.

Que ce nationalisme n'ait alors représenté que les aspirations de la bourgeoisie basque, cela était manifeste : jusqu'à la guerre civile, le parti nationaliste basque était un parti bourgeois ouvertement réactionnaire, alors que les organisations basques des partis ouvriers ne faisaient absolument pas de l'autonomie leur cheval de bataille.

Mais la défaite de l'Espagne républicaine fut avant tout la défaite des partis ouvriers, et beaucoup de jeunes militants n'ont plus vu d'autre solution que dans le nationalisme, en parant celui-ci, toutefois, d'un vocabulaire social usurpé (la principale organisation nationaliste basque, celle qui est précisément accusée d'être à l'origine de l'affaire d'Irun, l'ETA, se dit socialiste). Sous la botte de la dictature franquiste, le nationalisme est la voie par laquelle il semble plus facile d'exprimer toute opposition à cette dictature.

Et cette opposition ne cesse de se développer. Depuis plusieurs années, le pays basque est dans un véritable état d'insurrection larvée permanente. Les coups d'éclat de l'ETA ne se comptent plus, à commencer par la réussite, il y a quelques mois, d'une opération de libération de tout un groupe de prisonniers politiques de la prison de Bilbao. Et ces faits prouvent, non seulement l'existence d'une organisation, mais aussi les multiples sympathies qu'elle rencontre dans la population.

C'est pourquoi, quelle que soit la décision des juges militaires de Burgos, elle ne résoudra rien pour l'Etat franquiste, parce qu'on peut être sûr, dans les conditions actuelles, que la répression la plus féroce ne pourrait que faire naître de nouveaux combattants.

Et c'est pourquoi, aussi, les militants basques qui vont être jugés ont droit à la solidarité de tous les travailleurs, et de tous les opprimés, même si leur combat n'est pas celui des révolutionnaires socialistes.

François DUBURG.

SUCCES DE LA JOURNEE NATIONALE POUR L'AMNISTIE

ALGRE un déploiement de forces considérable, garde civile, police municipale, police armée, en tout 80.000 hommes sur le pied de guerre, l'Espagne a été touchée, le 3 novembre, par une grève sur le tas, à l'échelle nationale allant, selon les endroits, d'une heure à 24 heures d'arrêt de travail. Et dans un pays soumis à la censure, où la grève est illégale, le gouvernement a dû admettre le chiffre officiel de 25.000 grévistes, ce qui est très inférieur à la réalité mais qui est un aveu de taille de l'ampleur du mouvement.

Cette grève générale politique est la première qui réussit depuis le début de la dictature franquiste. Elle a été organisée par les Commissions ouvrières qui sont des syndicats illégaux s'opposant aux syndicats étatiques officiels. Son but était d'exiger l'amnistie immédiate des détenus politiques.

Ainsi, avec cette grève, la dictature franquiste a eu la démonstration que, malgré tout son appareil répressif, elle ne pouvait plus empêcher l'expression de la classe ouvrière.

Déjà auparavant, localement et en particulier dans les Asturies, les Commissions ouvrières étaient à la tête des divers mouvements de grève. Mais avec la grève du 3 novembre, c'est à l'échelle de toute l'Espagne qu'elles ont prouvé leur influence. En effet, c'est notamment dans tous les grands centres industriels que la grève a été le plus suivie.

Il y a un peu plus de trente ans, Franco a brisé la classe ouvrière en faisant un million de morts. Aujourd'hui, la classe ouvrière espagnole commence à renaître sous une forme organisée.

La lutte de classe ne passe pas par le restaurant universitaire de Nanterre !

L'enjeu de la lutte : le restaurant universitaire de Nanterre.
(Ph. U.P.I.)

QUE les étudiants de Nanterre n'aient pas envie de déjeuner sous la surveillance de la police, nous le comprenons. Et chacun devrait pouvoir le comprendre. Et chacun le comprendrait s'il était évident que leurs revendications sont justifiées, que les contrôleurs mis en place au restaurant universitaire n'ont pas de raison d'être, que leur véritable rôle est effectivement celui de policiers.

Ce n'est pas le cas aujourd'hui. Et cela explique l'hostilité grandissante parmi la population, et en premier lieu les travailleurs, envers des manifestations dont ils ne retiennent finalement que l'aspect de vandalisme gratuit, aspect d'ailleurs bien réel, hélas !

Certes il est bien caractéristique de notre société que les pouvoirs publics éprouvent le besoin de mettre des contrôleurs à la porte d'un restaurant universitaire pour empêcher que quelques non-étudiants viennent profiter d'un service qui n'a pourtant rien d'extraordinaire. L'Etat, qui subventionne grassement à milliards les industries de guerre a peur de devoir dépenser quelques milliers de francs supplémentaires non justifiés au cas où quelques éléments étrangers à la faculté profiteraient des œuvres universitaires. C'est évidemment tout à à fait à l'image du monde dans lequel nous vivons.

Mais faire de l'ouverture des restaurants universitaires aux travailleurs un cheval de bataille politique n'est pas moins ridicule. Une telle idée ne pouvait naître que dans les cervelles de petits bourgeois complètement coupés des travailleurs, qui n'ont d'autre horizon que leur campus, qui ne voient d'autres solutions aux problèmes de la société que dans celui-ci et par celui-ci.

Des ultra-gauchistes font de la démagogie en faisant mine de vouloir mettre l'université et les étudiants au service des travailleurs. Mais même pour faire de la démagogie encore faut-il être capable de discerner ce qui peut trouver un écho ou pas. Et ces ultra-gauchistes, qui confondent la classe ouvrière avec les quelques éléments du lumpen-prolétariat qui tournent autour des étudiants gauchistes depuis 1968, en sont de toute évidence incapables.

Les travailleurs savent que le restaurant universitaire n'est rien d'autre, ni mieux ni pire, que la cantine de leur usine. Si quelqu'un parlait de prendre d'assaut celle-ci pour ouvrir ses portes à des éléments étrangers à l'usine et « **la mettre à la disposition des travailleurs** », voilà qui, soit les remplirait du plus profond étonnement, soit les ferait beaucoup rire, mais de toute manière les conduirait à estimer que l'auteur de cette bizarre proposition relève sans doute plus de la médecine que de la politique.

Les travailleurs — et notamment les travailleurs immigrés eux-mêmes — savent que l'ouverture du restaurant universitaire de Nanterre ne résoudrait aucun des problèmes des travailleurs immigrés dans ce pays, ni du bidonville de Nanterre lui-même ni d'ailleurs. Ces travailleurs n'ont pas besoin que les étudiants leur fassent la charité de les admettre à leur restaurant universitaire. Sur le plan de la charité envers les deshérités de notre société, les méthodes de l'Armée du Salut font plus et beaucoup mieux que celles des gauchistes. Les travailleurs immigrés ont besoin de se loger convenablement, de pouvoir faire venir leur famille, d'obtenir des salaires décents, de voir mettre fin aux discriminations ouvertes ou camouflées auxquelles ils se heurtent, en un mot de pouvoir vivre librement et dignement. Cela ils ne l'obtiendront pas sur le campus de Nanterre mais par le combat à l'usine, dans les villes et les quartiers, au coude à coude avec les travailleurs français, non pas contre l'administration universitaire, mais contre l'Etat français et ceux qui profitent de l'exploitation de la main-d'œuvre étrangère.

Si les gauchistes de Nanterre veulent réellement œuvrer dans ce sens, c'est à ce combat qu'ils peuvent participer. Ils y ont leur place.

A condition de ne pas croire que les luttes sociales passent obligatoirement par Nanterre. A condition de ne pas penser que le critère suprême pour un révolutionnaire est sa capacité à démolir le matériel de la faculté « *bourgeoise* » ou l'emploi de la violence contre un professeur, fut-il réactionnaire. La violence en soi est peut-être un critère pour l'extrême-droite. Certainement pas pour les socialistes. Et encore moins — même si cela semble paradoxal pour un esprit petit-bourgeois — pour les socialistes révolutionnaires.

Cela, en tout cas, devrait être bien nettement explicité par tous les militants et tous les groupes révolutionnaires qui militent en milieu étudiant. Car la pire des choses serait bien pour eux de céder à la pression d'une démagogie qui a peut-être un écho en milieu gauchiste étudiant, mais ne peut en avoir que là. La pire des choses serait bien de laisser faire, ou pire de mener, une politique qui n'a rien à voir avec les intérêts ni des travailleurs, immigrés ou non, ni même des étudiants.

Jacques MORAND

DES METHODES INDIGNES DU MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE

LES incidents violents se sont déroulés jeudi dernier au Centre universitaire Censier.

A notre connaissance, des militants de l'A.J.S. et de l'U.E.C., qui vendaient des journaux dans le hall, ont été assaillis, molestés, frappés, par des gens se réclamant de l'ex-Gauche Prolétarienne. Quatre camarades de l'A.J.S., blessés, ont dû être transportés à l'hôpital.

Dans un communiqué publié aussitôt après, l'A.J.S. prétend que les groupes qui ont agressé ses militants sont manipulés par la police et dirigés par un provocateur.

En ce qui nous concerne, nous n'en savons rien. Mais ce que nous savons, c'est que la Gauche Prolétarienne dissoute ne peut se justifier officiellement, n'importe qui pouvant se réclamer de son sigle, et que, dans ces conditions, la police a bien plus de facilité à monter des provocations.

Les principaux dirigeants de l'ex-G.P. étant en prison, il est bien difficile pour eux de condamner de tels agissements, et même de s'en expliquer.

En tout cas, ce qui est sûr c'est que de tels actes ne sont pas dignes de révolutionnaires socialistes. Les coups, les agressions ne doivent pas servir d'arguments aux militants des différents groupes gauchistes.

Et si l'on en est à se demander si une telle attitude n'est pas l'œuvre d'une provocation policière, c'est bien parce que les méthodes employées ce jour-là à Censier sont des méthodes fascistes, qui n'ont rien à voir avec le mouvement révolutionnaire prolétarien.

Dites-moi, M. Marchais, le P.C.F. est-il révolutionnaire ?

MARDI 3 novembre, dans le dix-huitième arrondissement, au cinéma Marcadet-Palace, Georges Marchais inaugurait sa première assemblée parisienne : « Dites-moi, M. Marchais ».

Le cinéma est plein, il y a environ 2.000 personnes. A l'orchestre et au balcon, des militants tiennent les fameux « micros baladeurs » qui serviront à ceux qui veulent intervenir.

Le débat est ouvert par Marchais qui donnera les raisons du « nouveau style de travail » de son parti. Non pas, dit-il, « que nous nous faisons du souci pour nos liens avec les masses », car « le parti a 50 ans de liens solides avec elles ». Mais, ajoutera Marchais, nous voulons faire de grandes choses avec vous, pour vous, et pour élaborer nos idées, nous avons besoin de votre participation. La parole est ensuite donnée à la salle.

La première intervention touchera aux alliances avec les socialistes dans la perspective d'un gouvernement de gauche : « Dites-moi, M. Marchais pourquoi le P.C.F. a-t-il voté en 1956 les pleins pouvoirs au Parti socialiste, ce qui a entraîné l'envoi du contingent en Algérie ? ». En gros, Marchais répondra que son parti n'est pas responsable de la politique des socialistes, mais qui, si c'était à refaire, il le referait.

Ensuite, une militante de notre tendance interviendra pour défendre la revendication d'augmentation uniforme des salaires, contre les augmentations hiérarchisées préconisées par le P.C. Brouhaha dans la salle ! Mais à la fin de l'intervention, une bonne partie de l'assistance applaudit. Marchais précisera que le P.C. est pour la hiérarchie des salaires et que l'on doit donner à chacun « selon son travail, selon ses compétences ». Il qualifiera la revendication uniforme de manœuvre visant à dédouaner ceux qui sont responsables des bas salaires (sic) et réaffirmera que le P.C.F. ne cédera pas à cette campagne démagogique.

Ensuite, la plupart des questions porteront sur l'unité avec les socialistes. Pour Marchais, l'union avec les socialistes est la seule voie pour changer quelque chose. Et, à plusieurs reprises, il mettra en avant le fameux « programme commun ».

Claude Estier, de la Convention des Institutions Républicaines, dira qu'un des obstacles à l'union avec le P.C.F. est la crainte ressentie face à la Tchécoslovaquie, où les libertés démocratiques ne sont pas respectées. Marchais réaffirme que le P.C.F. est contre l'intervention des Soviétiques en Tchécoslovaquie ; il dira aussi que son parti est contre les procès politiques dans ce pays, et prendra la salle à témoin pour montrer que malgré tous les procès qu'on annonce dans la presse, il n'y en a eu encore aucun. Et il concluera, en tutoyant son compère Estier, que la Tchécoslovaquie est un faux prétexte pour refuser l'unité avec le P.C.F.

Un militant de l'O.C.I. interviendra ensuite pour réclamer le Front Unique Ouvrier contre la répression. Le P.C.F., répondra Marchais, « a toujours lutté contre la répression, et il renforcera son action conte toute mesure répressive du gouvernement. Mais il n'est pas question de s'allier avec des groupes qui favorisent les menées répressives du pouvoir, qui font le jeu du pouvoir ». Il qualifiera de nouveau les groupes d'extrême - gauche, « d'agents du pouvoir des monopoles par leur activité irresponsable », faisant allusion à des prétendus sabotages commis chez Renault.

Parmi les diverses interventions qui suivront, un militant du P.S.U. traitera du manque de démocratie au sein du Parti communiste. Une militante prochinoise expliquera qu'elle a été « exclue du parti révisionniste pour avoir dit que le pouvoir est au bout du fusil » et demandera sous les huées de militants du P.C.F. des comptes sur la grève de Merlebach.

Marchais, sentant la salle pour lui, évitera de parler de Merlebach, se contentant d'ironiser sur « le fusil qu'elle n'a qu'à prendre » !

Il est difficile de rapporter toutes les interventions, mais ce qui est certain, c'est que tous ceux qui prirent la parole purent s'exprimer.

Contrairement à l'attitude habituelle des militants du P.C.F. qui, devant la porte des usines ou dans les banlieues à municipalité P.C.F., ne laissent pas les révolutionnaires s'exprimer, les attaquant physiquement, les consignes, ici, étaient strictes : tout le monde devait pouvoir parler. Il est vrai que la presse et la radio étaient là et qu'il fallait offrir un « visage démocratique » aux socialistes et à la Convention des Institutions Républicaines de qui on brigue les alliances pour les municipales.

Et si Marchais s'est facilement fait applaudir à la fin de la réunion en disant : « Ce soir, le Parti communiste n'a cessé d'être mis en cause, mais personne n'a attaqué le gouvernement », ce qui est certain, c'est que le visage rassurant, national et pacifique qu'il a voulu donner de son parti n'a pas de quoi effrayer la bourgeoisie.

Le patronat se sent fort face aux syndicats

Le sera-t-il face aux travailleurs ?

LE patronat a répondu NON aux revendications des syndicats. Ainsi nous voilà fixés. Les discussions, les discours, les face à face, tout cela se traduit par un bilan absolument négatif. Car il ne s'agit pas d'un simple refus aux revendications présentées par les syndicats, il s'agit d'un beau coup de pied aux fesses aux dirigeants syndicaux, et par dessus eux d'un défi lancé aux travailleurs.

Le coût de la vie augmente sans cesse, la presse économique bourgeoise se félicite de l'expansion, de la bonne marche des affaires, mais pour ceux qui produisent les richesses, les travailleurs, il n'y a rien. Il n'y a même plus la tentative de justifier le refus des revendications ouvrières par les difficultés économiques. Il y a le mépris pour les syndicats, le mépris pour les travailleurs.

Mais fallait-il s'attendre à autre chose ?

Avant mai 1968, les syndicats n'envisageaient aucune lutte sérieuse pour faire aboutir les revendications des travailleurs. Toute leur agitation se limitait à exiger du patronat et des pouvoirs publics la possibilité de discuter des revendications. Patronat et Pouvoirs Publics faisaient la sourde oreille. Vint Mai 1968 qui obligea les représentants du patronat, du gouvernement et des syndicats à s'asseoir autour d'une table, pour régler le plus grave conflit qui opposait les exploités à leurs exploiteurs depuis juin 36

Que firent les représentants des travailleurs ?

Ils signèrent un compromis pourri accordant quelques augmentations de salaires qui purent être facilement reprises par le jeu de la hausse des prix, mais n'accordant rien d'important ni sur la garantie du salaire, ni sur la diminution du temps de travail, ni sur l'avancement de l'âge de la retraite, ni sur l'amélioration des conditions de travail, ni sur le respect des libertés ouvrières, syndicales et politiques.

Sur la base d'un aussi piètre compromis, les syndicats, et en premier lieu la C.G.T.. usèrent de toute leur énergie pour imposer la reprise du travail.

On se rappelle leurs arguments : « Il faut changer le gouvernement, pour cela il faut refaire des élections, et comme les élections doivent se dérouler dans l'ordre comme l'exige le gouvernement, il faut d'abord reprendre le travail. »

Malgré bien des réticences la reprise du travail eut lieu, puis vinrent les élections et leur splendide résultat. On a vu la suite.

Le scénario est pourtant connu. Quand les travailleurs revendiquent, les patrons font la sourde oreille. Alors les travailleurs doivent recourir à leur arme, la grève. Quand les travailleurs sont en grève, les patrons s'indignent et refusent de discuter sous la menace. Alors les responsables des syndicats s'inclinent, demandent aux travailleurs de reprendre le travail et quand le travail a repris, les patrons n'ont plus aucune raison de céder.

Aujourd'hui, les représentants syndicaux s'indignent de l'incompréhension du patronat, de son intransigeance, voire de son cynisme.

Mais enfin, pourquoi les dirigeants patronaux cèderaient-ils devant les dirigeants syndicaux qui n'ont qu'un peu de salive pour défendre les revendications ouvrières, alors qu'ils les ont vus incapables d'imposer une seule revendication sérieuse, lorsqu'ils avaient dix millions de grévistes pour les soutenir ?

Pourquoi cèderaient-ils devant des dirigeants syndicaux qui n'organisent aucune lutte d'envergure, qui ne menacent même pas d'en organiser et qui, au contraire, s'efforcent d'être les plus rassurants possible en promettant la paix sociale et en la maintenant, quand l'occasion se présente, par le sabotage de mouvements qui risquent de les déborder, comme ce fut récemment le cas avec les mineurs de Merlebach.

La réponse du patronat est logique face aux directions syndicales qui ne les menacent en aucune façon.

Elle l'est peut-être moins, face au mécontentement des travailleurs qui ressentent pour eux-mêmes le camouflet que le patronat a donné aux syndicats à un moment où l'aggravation de leurs conditions d'existence justifie amplement qu'ils se mettent en colère.

Henri VAUQUELIN.

CASE (Vierzon) :

En grève depuis une semaine

LE mécontentement à Case ne date pas d'hier et les motifs pour entrer en lutte sont nombreux. Les salaires, par exemple, sont parmi les plus bas sur la « place » de Vierzon.

C'est sur cette base de mécontentement que fut élaboré un cahier de revendications approuvé en assemblée du personnel. De ce cahier, la direction accepta de discuter le jeudi 29 octobre.

D'entrée, elle fixa sa mise et depuis rien, elle n'en démord pas ou presque.

— Elle acceptait l'éligibilité à dix-huit ans pour les élections de délégués, avec l'accord favorable de l'inspecteur du travail.

— Pour les salaires, elle partait sur 2 %, alors que les augmentations demandées étaient de 35 F pour tous.

Le vendredi 30, le matin à 7 h 30, une assemblée générale du personnel de deux heures rassemblant sept cents personnes (la totalité du personnel) refusa les 2 % et se mit d'accord pour continuer à se battre sur le cahier de revendications.

Le lundi 2, le matin dès 7 h 30 et jusque vers 10 h, les délégués passaient dans les ateliers demandant aux gars de débrayer pour soutenir leur entrevue avec la direction.

C'est alors que la direction, convoquant un délégué C.F.D.T., le menaça de licenciement pour « incitation à la grève ». Les autres délégués demandèrent alors de débrayer immédiatement et la grève illimitée fut votée. Pour l'obtention des revendications et surtout les 35 F.

La grève, engagée alors, mobilise depuis 100 % des horaires et 50 % au moins des mensuels.

Depuis, la lutte continue.

Correspondant L.O.

UN DROIT DE VIE ET DE MORT

UN patron qui avait licencié de jeunes ouvriers parce qu'ils avaient les cheveux longs vient d'être condamné à indemniser les licenciés.

Les jeunes licenciés vont toucher une indemnité, mais il ne sera pas possible de faire revenir à la vie celui d'entre eux qui, trop sensible, s'est suicidé à la suite de ce renvoi.

Dans ses attendus, le juge a estimé que le patron en question avait outrepassé ses droits, que son autorité peut s'exercer dans son usine, mais pas sur la vie privée de ses ouvriers.

Ainsi ce patron a outrepassé son « droit ».

Mais pour abuser d'un droit, il faut déjà l'avoir. Et les patrons l'ont, ce droit. Celui d'acheter la force de travail des ouvriers, celui de disposer de leurs conditions d'existence et donc, en fin de compte, de leur vie. Et à quel titre un patron peut-il disposer de la vie de ses ouvriers soit en outrepassant ses droits, soit en les exerçant simplement ?

Parce que cette société est une société faite pour ceux qui ont de l'argent, faite par les patrons, pour les patrons. Jamais en « outrepassant » *ses droits un ouvrier ne peut conduire un patron au suicide. Mais l'inverse est vrai.*

Dans notre société basée sur le profit, l'argent assassine tous les jours et c'est reconnu comme un droit. Et puis comme c'est encore à base d'argent qu'on règle les problèmes humains, eh bien, c'est avec une petite indemnité, avec une petite somme prélevée sur la grosse part que le patron vole tous les jours au mépris de la vie des ouvriers, qu'on réparera « l'abus » *commis.*

Comme si cela pouvait rappeler à la vie le jeune de vingt ans qui se suicide ou le vieil ouvrier congédié qui meurt de désespoir.

Alain MARQUET.

(Photo A.F.P.)

Procès du bruit à Orly

PROCES du bruit à Orly, mais aussi à Bâle, Chicago, New-York et autres grandes villes où des procès identiques opposent les riverains des aéroports aux grandes compagnies aériennes.

Partout, le tonnerre des avions survolant à basse altitude les habitations, lors des décollages et atterrissages, occasionne de graves perturbations nerveuses.

Les compagnies arguent que tout cela est bien regrettable, mais que c'est la rançon du progrès.

L'ennui, c'est que ce sont toujours les mêmes qui font les frais du progrès, et que ceux-là ne sont justement pas ceux qui en profitent.

D'après une enquête réalisée par la S.O.F.R.E.S., 46,2 % des voyageurs aériens étaient cadres supérieurs ou membres d'une profession libérale, 18,2 % étaient des inactifs et 13,6 % des cadres moyens... Très rares sont les travailleurs qui prennent l'avion.

Par ailleurs, l'enquête établit aussi que le voyageur aérien **« moyen »** habite les **« beaux quartiers »**. Ainsi 26 % résidaient dans les VII^e^, VIII^e^ et XVI^e^ arrondissements.

Les compagnies aériennes déclarent ne pas avoir choisi l'emplacement des aéroports ! Peut-être, mais nous vivons dans une société où tout s'achète et où tout se vend. Les aéroports se construisent là où le terrain est bon marché. Mais c'est là aussi que s'installent, ou ne peuvent pas partir, ceux qui ne sont ni patrons, ni cadres ou membres de profession libérales. Le gouvernement ne fait pas entrer dans le calcul du S.M.I.C., le prix des loyers dans les **« beaux quartiers »**, loin des réacteurs ! Et l'on ne construira pas les aéroports dans les quartiers chics de l'Ouest.

Les habitants des communes riveraines des aéroports ne sont pas contre le progrès, mais ils sont contre le progrès pour les uns et les nuisances pour les autres. Eux, ils ne prennent jamais l'avion, mais ils subissent tous les dommages du trafic aérien.

En fin de compte, notre société n'est de progrès que pour une minorité de privilégiés. Les travailleurs, eux, en sont exclus et n'ont droit qu'aux nuisances de cette société.

Et cela, ce n'est pas la rançon du progrès, c'est la rançon de la société capitaliste.

TELEVISION :

"A revenu égal, impôt égal"

L'EMISSION « Hexagone », **programmée sur la première chaîne mardi 3 novembre, présentait le dossier des impôts sur le thème :** « A revenu égal, impôt égal ». **Les différents chiffres et témoignages confirmaient ce que nous savions tous depuis longtemps : les travailleurs subissent l'essentiel des impôts directs alors que les grandes sociétés, banques et industriels, n'y participent que pour très peu. Le problème de la fraude se posait donc dans toute son acuité : celui qui travaille déclare la totalité de son revenu alors que pour les possédants existent mille et un moyens de tourner ce soi-disant** « devoir civique ». **Moyens illégaux mais aussi légaux dironsnous car en y regardant de plus près, la fraude fait partie du système de l'imposition. Si en effet, sur sa feuille d'impôt, le salarié ne peut avoir recours à aucun artifice pour frauder le fisc, il existe par contre des corps entiers de comptables, experts et autres hommes de loi au service des sociétés et dont le métier consiste précisément à faire payer le moins d'impôt possible à ceux qui justement en ont les moyens. Mais ce n'est pas tout.**

En plus de cette protection légale, les sociétés ont recours à des procédés, dont l'un nous a été minutieusement décrit : la création de sociétés fictives destinées à camoufler les bénéfices. Un substitut dénonça ces méthodes, insistant sur le fait qu'une personne prise sur le fait à chaparder dans un « Monoprix » **était immédiatement condamnée alors qu'il n'existait pratiquement aucun moyen de sanctionner ceux qui fraudent sur plusieurs millions.**

Et puis, la fraude fiscale n'est encore qu'un problème secondaire. L'inégalité devant l'impôt existe, même sans fraude.

Et puis, l'inégalité n'existe pas seulement au niveau du prélèvement. Nous la retrouvons au niveau de la répartition. Ce problème, juste effleuré dans l'émission, est pourtant d'importance : les travailleurs qui payent la majorité des impôts directs et indirects, repayent ce qui devrait être des services publics : ainsi pour les autoroutes, les postes, les transports, les hôpitaux, etc. Par contre, les sociétés capitalistes bénéficient, elles, d'une véritable aide étatique : non seulement sous la forme de subventions directes, mais aussi, part beaucoup plus importante, par le biais des achats : l'Etat, en effet, est un commanditaire exceptionnel pour toutes les branches d'industrie, de Dassault aux entreprises de réfection des routes.

Giscard d'Estaing, vedette de fin de programme, se voulait rassurant et confiant pour l'avenir : la fraude, assurait-il, allait disparaître dans un délai très bref, il s'en portait garant. On regrette que son assurance n'ait su convaincre les députés de l'Assemblée qui ont refusé les quelques petites « réformettes » présentées pour enrayer la fraude ! Autre lieu, autre visage !

Les travailleurs apprécieront peut-être de pouvoir, l'an prochain, vérifier combien les patrons payent d'impôts.

Mais en réalité, et les spectateurs n'ont pas été dupes, ces mesures resteront tout aussi efficaces que les précédentes !

La véritable égalité n'existera que lorsque les riches, paieront seuls l'impôt.

Et pour vérifier leurs revenus réels et supprimer la fraude, les travailleurs devront avoir accès aux livres de compte des entreprises.

De cette émission, chacun pouvait tirer une morale : plus on est riche, pius on a les moyens de frauder, et, de toutes façons, moins on est gêné par l'impôt.

Nicole BLETTRY.

VA-T-ON RASER LES FORETS POUR LUTTER CONTRE LE FEU ?

CHACUN se rappelle encore l'incendie gigantesque qui ravageait en octobre dernier, dans le département du Var, 3.500 hectares de forêts, faisant huit morts et une dizaine de blessés. Chaque année, ou presque, l'arrière-pays de la Côte d'Azur, les forêts de Corse ou des Landes, sont victimes de tels sinistres qui, outre les milliers d'arbres centenaires, emportent en quelques jours leur lot de victimes. Année après année aussi, le même scénario se reproduit : les autorités administratives semblent attendre, avec résignation, l'inévitable calamité naturelle, et lorsque celle-ci survient, la lutte apparaît comme un bricolage improvisé, bâclé : la flotte d'avions Canadair est insuffisante, le corps des pompiers trop peu nombreux, mal équipé, mal préparé, etc.

Il n'y aura plus d'incendie de forêt... puisqu'il n'y aura plus de forêt. Un incendie au col d'Eze dans les Alpes-Maritimes.

(Ph. U.P.I.)

Mais plutôt que de remédier à cela (et il ne s'agit que d'une simple question technique, et surtout d'un problème budgétaire), les responsables de cet état de chose préfèrent partir à la recherche de solutions-bidons, destinées à amuser le public, et pas toujours désintéressées. Qu'on en juge : s'y prenant, cette année, de bonne heure, le Conseil général du Var vient d'accoucher d'un projet peu ordinaire pour lutter contre le feu : « Urbanisons le Massif des Maures (qui s'étend de Hyères à Fréjus) », s'écrie-t-il !

Ainsi, assurant que « lotir la forêt est la meilleure sauvegarde contre la menace du feu », cet organisme voit dans l'abattage des arbres, le tracé de routes asphaltées, la construction de maisons, et, pourquoi pas, d'immeubles de rapport, l'arme suprême contre le fléau.

Une telle idée ne pouvait pas germer dans n'importe quel cerveau ! 300.000 hectares de forêts, 600.000 habitations à construire, voilà une véritable aubaine pour bien des intéressés : les promoteurs de la Côte qui se lamentent de ne pouvoir poursuivre, faute de place, leur urbanisation sauvage dans cette région ; les grands propriétaires fonciers qui aperçoivent là une possibilité de faire monter les enchères sur leurs terrains, etc.

Face à un tel projet qui, s'il venait à être mis à exécution, reviendrait à détruire, lentement mais inéluctablement, l'une des plus belles forêts de la région, les quelques voix désintéressées qui le dénoncent (spécialistes de l'urbanisme, commission départementale des sites, etc.) auront, soyons-en sûrs, bien du mal pour se faire entendre. Mais vouloir nous faire croire que construire les forêts (sinon les raser pour ne laisser que du béton qui, lui, ne brûle pas !) est la meilleure ressource contre le feu, tient de l'escroquerie pure et simple. D'autant plus, quelques spécialistes le faisaient remarquer, que les récents incendies furent les plus meurtriers précisément dans les zones déjà urbanisées.

Les armes pour lutter contre le feu, pour protéger les sites naturels et les hommes, la technique moderne les possède. Ce n'est, encore une fois, qu'une question d'utilisation budgétaire. Mais il est beaucoup plus attrayant, pour tous les rapaces de la construction et d'ailleurs, de s'enrichir en détruisant les sites et en risquant au besoin la vie des hommes. Et dans cette société basée sur le profit, le seul choix que l'on nous offre c'est finalement de savoir si les Maures seront détruites par le feu ou par les promoteurs.

L. Plain.

LE MOYEN-AGE EST PARTOUT

KALTENHOUSE, petite ville au nord de Strasbourg est un foyer de racisme.

Seize familles tziganes y vivent sur une parcelle de terrain achetée en 1938. Fuyant la région lors de l'invasion allemande, ils n'y retournèrent qu'en 1945. Or ce terrain, « *Im Teich* », est dépourvu d'eau. Un raccordement à une conduite d'eau serait possible et les Tziganes ont même proposé de payer d'avance les travaux.

Mais la municipalité le leur refuse. Tous les prétextes sont bons. N'y-a-t-il pas un ruisseau qui passe à proximité de « *Im Teich* » ! Et pour un conseiller municipal, puisque depuis vingt-cinq ans les Tziganes s'approvisionnent en eau chez les habitants, il n'y a aucune raison pour que cela ne dure pas. A noter d'ailleurs que ces voisins obligeants font payer chaque seau d'eau trente centimes...

Et pour le Tzigane, à Kaltenhouse, tout est à l'avenant. Par exemple, à l'entrée d'un bistrot un écriteau le prévient que ce lieu lui est interdit. A l'école, il y a une classe à part pour les enfants tziganes.

Ainsi voilà vingt-cinq ans que le racisme sévit ouvertement dans ce petit coin du pays. Racisme ouvert, accompagné de ségrégation dans les cafés, et même à l'école.

Et pourtant, la constitution française condamne le racisme et à fortriori la ségrégation.

Et, depuis vingt-cinq ans, qu'ont fait les autorités ? L'inspecteur d'Académie ne savait pas qu'il y avait ségrégation scolaire ? L'Education Nationale qui fait donner des cours d'éducation civique à tous les enfants d'âge scolaire n'est pas intervenue pour sanctionner cet instituteur ? Elle est pourtant plus prompte à le faire lorsqu'il s'agit d'un gauchiste. Les habitants de Kaltenhouse étaient racistes il y vingt-cinq ans, soit. Mais pendant ces vingt-cinq ans les jeunes du pays, adultes maintenant, qu'ont-ils appris d'autre, de l'Education Nationale, que le racisme ? Et qui est responsable, et qui a failli à sa mission ?

Et puis, les affiches sur les bistrots, n'étaient-elles pas visibles de tous, et en particulier des gendarmes, ce corps de police, si l'on en croit ses laudateurs, est un corps qui vit en contact avec la population, dans la population. Les gendarmes et, au-dessus d'eux, l'administration préfectorale et le ministère de l'Intérieur, n'ont-ils pas mission de faire respecter la Constitution ? Ou étaient-ils pendant vingt-cinq ans ? A la chasse au idées communistes sans doute ou à la chasse aux « romanos » !

Si les habitants de Kaltenhouse sont racistes, ce n'est pas tant à eux qu'il faut s'en prendre qu'à toute notre société, qu'à l'Etat et ses services dont toute l'organisation ne sert pas à lutter contre le moyen-âge et l'ignorance mais, au contraire, contre les idées de progrès.

Car ce n'est pas qu'au fin fond de l'Alsace que le Moyen-Age existe, il est partout.

Jacques Lafond.

La morale universelle aux ordres

QU'EST-CE qu'un fedayin palestinien qui détourne sur Le Caire un avion ? Un pirate de l'air, un dangereux fanatique.

Qu'est-ce qu'un étudiant américain qui détourne sur Cuba un boeing 707 ? Un pirate de l'air, un bandit.

Qu'est-ce qu'un soviétique qui détourne sur l'aéroport de Trébizonde, en Turquie, un Antonov 24 ? Encore un pirate de l'air ? Mais non, vous n'y êtes pas. C'est un-homme-qui-a-choisi-la-liberté !

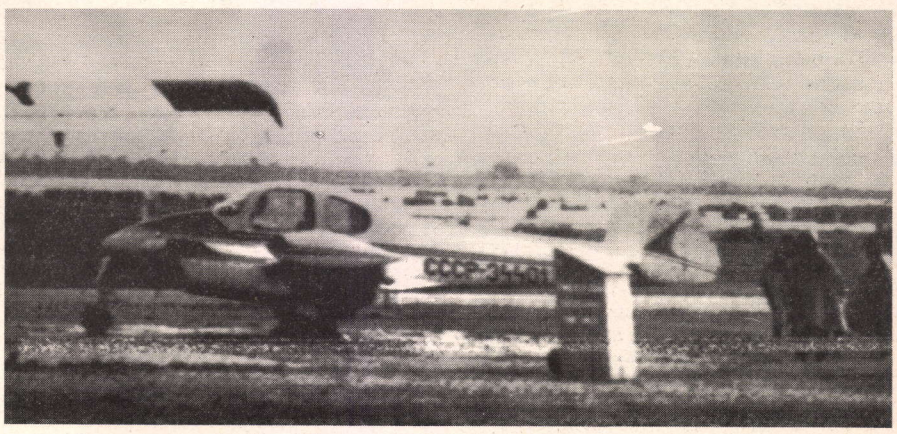
En effet, alors qu'en l'espace de quinze jours deux avions soviétiques ont été détournés sur la Turquie ; alors que les auteurs du premier détournement ont abattu pour ce faire une hôtesse de l'air, pas une voix ne s'est élevée pour dénoncer ce qui, chez tout autre aurait été du brigandage aérien *ou de la* criminelle piraterie aérienne.

Certes, ce n'est pas que nous regrettions ces concerts d'indignation hypocrite. Au contraire, mais force nous est de constater que, ni Monsieur le Secrétaire Général des Nations-Unies, ni ces Messieurs de la Croix-Rouge internationale, ni aucun de ces dignes représentants des puissances impérialistes que les précédents détournements d'avions avaient conduits à envisager très sérieusement la création d'un tribunal international pour juger les fauteurs d'actes de piraterie aérienne, personne, cette fois-ci, n'y est allé de sa protestation indignée ou de son petit couplet humanitaire. Personne n'a cru bon de desserrer les dents : motus et bouche cousue.

Belle preuve que tous ces soi-disants humanitaristes n'ont que faire en réalité des principes moraux dont ils se gargarisent à l'occasion. Belle preuve que ce n'est pas au nom de la morale universelle que ces apôtres de l'impérialisme (qui ne volent pas si haut) condamnent les détournements d'avions, mais au nom de la défense de leur camp politique.

Piraterie aérienne en-deçà du rideau de fer, acte courageux au-delà ! Faites donc mine de chasser la politique, elle revient en boeing !

Michelle Verdier.



Le bimoteur soviétique détourné sur un aérodrome de Turquie par des pirates de l'air (pour la presse soviétique), par des étudiants (pour la presse occidentale). (photo U.P.I.)

AU SERVICE DES P.D.G.

LA S.N.C.F. est un service public, c'est-à-dire qu'elle est au service de tous. Mais si l'on y regarde d'un peu plus près, on s'aperçoit vite que le service n'est pas le même pour tous !

Tout le monde sait bien que les trains sont divisés en deux classes : mais, si l'on peut dire, c'est là le moindre mal. Car il existe des trains qui n'en ont qu'une seule : la première. Dans ces trains-là, on va vite, on a de beaux fauteuils, mais on paie plus cher. Quant aux voyageurs qui n'ont pas les moyens de s'offrir des premières, ils attendent le train suivant, qui va moins vite et qui est bien moins confortable !

Mais la S.N.C.F. ne s'arrête pas qu'un avantage : on n'y paie pas de supplément, mais ils se font rares.

Par exemple, sur la ligne Paris-Poitiers, qui est une ligne « bien » desservie, parce qu'à l'intersection de deux grandes lignes Paris-Bordeaux et Paris-La Rochelle, sur les onze trains qui circulent quotidiennement, 6 sont des trains à supplément (trois n'ont que des premières classes, un n'a que des premières avec supplément, deux ont deux classes avec supplément).

On peut se consoler en songeant qu'il en reste quand même cinq pour les non-P.D.G. Mais comme la S.N.C.F. ne fait jamais les choses à moitié, les trains à des heures pratiques, sont comme par hasard,

Un grand service public au service des hommes d'affaires (Ph. L.O.)

là : ces trains de première, ils sont pour le P.D.G. moyen. Mais le super-P.D.G., lui, peut s'offrir un super-train, super-rapide et super-confortable, mais à un super-prix, autrement dit : tarif première plus un supplément d'environ 15 %. Pour ceux qui n'ont pas les moyens... voir plus haut !

Bien sûr, il existe aussi des trains comportant seconde et première classes, mais attention, ne confondez pas : il y a les trains normaux et les trains rapides. Dans les seconds, on paie un supplément de vitesse, en première... comme en seconde (10 % du prix du billet) !

Il en reste quand même quelques autres. Ce sont les vieux trains, les moins rapides et les moins confortables, ceux dans lesquels le chauffage ne marche pas toujours, ou quand il marche, fait suffoquer, ceux dans lesquels les voyageurs sont tellement secoués qu'ils peuvent à peine lire, etc... Ils n'ont les trains à supplément. Pour les autres, ne ratez pas le train de 12 h 10, le suivant est à 19 h 25, mais par contre, à minuit moins le quart, il y en a deux... qui vous amènent à Poitiers entre 3 et 4 heures du matin, ce qui, comme chacun sait, est très commode.

Même chose au retour, si vous ne pouvez pas prendre le train de 15 heures, vous avez le choix : ou attendre 20 heures, ou prendre « L'Etendard », si vous avez 30 F de supplément à perdre.

La politique de la S.N.C.F. est une politique de prestige certes, mais exclusivement au service des riches. La S.N.C.F. a entendu dire que « le temps, c'est de l'argent », et elle a traduit cela à sa manière, autrement dit : si tu as de l'argent, tu peux gagner du temps, mais si tu n'en as pas, alors...

Correspondant L.O.

A LA GARE DE GARGES - SARCELLES : ORGANISATION DE LA PAGAILLE

GARGES-SARCELLES : près de cent mille habitants, une immense « ville-dortoir », située sur la ligne de chemin de fer Paris-Creil.

Il y a cinq ans; une nouvelle gare a été construite pour desservir le grand ensemble de Sarcelles-Lochères, ainsi que Garges, située de l'autre côté de la voie ferrée. Cette nouvelle gare remplaçait l'ancienne cabane de bois qui faisait office de gare, où il n'y avait qu'un employé pour servir les voyageurs. Souvent, ceux-ci étaient obligés de prendre leur train sans billet, faute de temps, et arrivés à la gare du Nord, ils partaient en délégation à une trentaine pour expliquer à la SNCF qu'ils venaient bien de Sarcelles et qu'ils n'avaient pas à payer une taxe supplémentaire. Ils obtenaient alors gain de cause.

Un départ à la gare de Garges-Sarcelles. (Ph. L.O.)

La pagaille...

Aujourd'hui, à peu de choses près, on se retrouve dans la même situation. Bien sûr, il y a de nouveaux murs. Mais c'est tout. En effet, la gare a été construite en dépit du bon sens, et sans plan préconçu. Elle est beaucoup trop réduite pour une agglomération où tant de gens prennent le train quotidiennement. Lorsque vous voulez acheter votre titre de transport, le dimanche matin ou le lundi matin, vous êtes obligés de vous bousculer dans un hall trop étroit, où l'on ne parvient même pas à évacuer librement les usagers. Et ces usagers, ils sont nombreux ! 3.150 personnes utilisent des tickets individuels quotidiennement, 10.000 ont des cartes hebdomadaires pour Paris, 950 pour Saint-Denis.

De ce fait, les employés de la SNCF sont débordés. Ils travaillent dans un bruit infernal, et ne peuvent s'occuper de tout le monde à la fois.

Au lieu d'améliorer cette situation déjà scandaleuse, la SNCF vient de prendre des mesures qui vont rendre cet état de choses encore plus insupportable. En effet, depuis le 27 septembre, deux postes de receveur ont déjà été supprimés. Bien plus, pour le 1er novembre à titre provisoire et le 1er janvier à titre définitif, il est prévu une diminution du personnel de plus de la moitié (de 17 à 8). La gare sera transformée en halte, ce qui revient à dire qu'il n'y sera plus effectué que des opérations de délivrance de billets. Le poste de chef de gare sera supprimé, puisque la gare sera rattachée à celle de Pierrefitte.

... et ses conséquences

Déjà, les conséquences ne se sont pas faites attendre. Dès le dimanche 27 septembre 1970, les queues d'attente se sont allongées devant les guichets. Le lundi matin par exemple, il n'est pas rare que des travailleurs manquent deux, trois trains, parce qu'ils doivent attendre au guichet, ou bien il faut qu'ils se lèvent une demi-heure plus tôt, pour arriver en avance à la gare.

Même dans la journée, la situation est semblable. Vu la suppression de deux postes de receveurs, le chef de service est obligé de s'occuper à la fois de la surveillance des quais, etc., et de la délivrance des billets. Lorsqu'il est sur le quai, il ferme son guichet... la queue s'allonge.

Pour la S.N.C.F., il est plus important d'encaisser que de prévoir. (Photo L.O.)

De plus, les horaires des employés ont changé. Ils ont à présent une journée de présence qui dure 11 heures, avec une heure de coupure et une heure de déjeuner. Pendant l'heure de coupure, un guichet est automatiquement fermé. Nouvelle attente...

Mais on a peine à imaginer ce qui se passera après le 1er novembre, et surtout à l'approche de l'hiver. Car la sécurité des usagers va se trouver considérablement diminuée, du fait de la suppression du personnel. Ainsi, pour prendre le train pour Paris, il faut emprunter une passerelle et rejoindre le quai n° 2. Par temps de gel, les accidents sont fréquents. Avec la diminution de personnel, il n'y aura plus personne pour ensabler les escaliers et les quais. On peut être sûr que les risques d'accident vont être multipliés par deux.

Le tableau n'est donc pas brillant. Les employés SNCF travaillent dans des conditions déplorables. L'hygiène fait défaut dans des trains surchargés. A présent, la sécurité ne pourra même plus être assurée.

La colère s'accroît

Les usagers sont conscients de ce scandale. Beaucoup ont commencé par s'en prendre aux employés. Mais ils ont fini par comprendre que les responsabilités étaient ailleurs et certains ont déposé des réclamations auprès de la SNCF. Le Comité d'usagers est d'ailleurs intervenu dans ce sens.

Ce qui les frappe surtout, ce sont ces mesures qui ne sont vraiment d'aucun intérêt « public ». Au contraire, la SNCF prend même des mesures contradictoires.

D'une part, elle fait des économies sur le dos du personnel et des usagers. Par exemple, elle a fait supprimer les annonces par haut-parleur, interdire les panneaux qui annonçaient aux usagers les attributions respectives des guichets, fermer les toilettes de la gare. D'autre part, elle augmente le nombre des contrôleurs. Ainsi, trois fois par semaine, des brigades de trente contrôleurs font des « descentes » dans les trains et sur les quais, bloquent les sorties, etc...

Finalement, ces brimades qui touchent en commun le personnel et les usagers de la SNCF viennent s'ajouter à des conditions de transport invraisemblables, dans des trains pris d'assaut et surchargés.

Et l'on se demande combien de temps encore les usagers vont retenir leur colère. Le Comité d'usagers se le demande aussi. Il s'est fait l'interprète de cette colère et compte bien forcer la direction de la SNCF à revenir sur ses décisions.

Correspondant L.O.

DISCUSSION TRIBUNE SOCIALISTE - LUTTE OUVRIERE

Pour approfondir le dialogue

Un accord entre Tribune Socialiste *(organe du P.S.U.) et* Lutte Ouvrière *permet l'échange d'articles entre les rédactions des deux hebdomadaires. Il y a quelques mois, toute une série d'articles, touchant aux problèmes du mouvement révolutionnaire et du mouvement ouvrier furent ainsi publiés sous la signature de rédacteurs de T.S. dans L.O. et de L.O. dans T.S.*

C'est à cette série d'articles que Pierre Gautier fait référence dans l'article que nous publions aujourd'hui.

LA première partie du dialogue entre **Lutte Ouvrière** et **Tribune socialiste** a eu des échos positifs bien au-delà du cercle des lecteurs habituels des deux hebdomadaires. Dans les différents articles, un certain nombre de questions importantes ont pu être examinées, sinon de façon totalement satisfaisante, du moins sans esquiver ce qui était gênant. La confrontation a concerné aussi bien l'activité des militants politiques à l'intérieur des syndicats que le rôle des groupes politiques dans l'entreprise. Chacun se basant sur son expérience a pu indiquer librement quelles conclusions il tirait des actions en cours, de ses sucès et de ses échecs.

Aujourd'hui, le dialogue, pour avoir encore le même impact positif doit passer à un niveau supérieur, c'est-à-dire aborder sans crainte les problèmes les plus décicifs du mouvement révolutionnaire en France. Il faut, en particulier, dresser un bilan sérieux de ce qu'on appelle le « gauchisme » en France. A plusieurs reprises **Lutte Ouvrière** a critiqué avec sévérité les « gauchistes » pour leur esprit petit-bourgeois, pour leur incapacité à s'implanter dans la classe ouvrière. Tout cela n'est pas faux, c'est même plutôt juste comme diagnostic. Mais pour notre part, nous considérons qu'il faut pousser plus loin l'analyse et découvrir les racines politiques de cet état de fait, c'est-à-dire les erreurs d'orientation qui expliquent la stagnation actuelle.

On peut constater que nos camarades maoïstes ont tendance à sous-estimer les difficultés qu'il y a pour transformer la révolte plus ou moins instinctive contre l'exploitation et l'oppression capitalistes en une volonté d'intervention contre le système qui soit consciente et permanente. Les actes les plus divers, les réactions de mécontentement les plus simples, sont pris comme autant de signes d'un refus délibéré du régime de la part des masses populaires. Bien sûr, comme la réalité est loin de répondre à cette attente, il n'est pas rare de voir tel ou tel secteur maoïste passer très vite d'une phase d'activité frénétique à une phase où l'on explique qu'il n'y a plus qu'à travailler pour un avenir plus lointain (30 ans par exemple).

Chez beaucoup de nos camarades trotskistes, par contre, on a tendance à privilégier le **« réalisme »** (pas d'aventurisme, nous dit l'A.J.S.) tout en cherchant à faire pénétrer dans les masses la « bonne théorie », la **« bonne idéologie révolutionnaire ».** Pour obtenir cela, on cherche au besoin des moyens plus ou moins détournés de capter l'attention et l'intérêt : telle ou telle campagne, telle ou telle activité dans la jeunesse qui n'a que de lointains rapports avec les thèmes de l'action révolutionnaire. C'est ce que la Ligue communiste appelle des **« gadgets » :** cela permet de survivre, voire de se développer un peu, cela ne permet pas vraiment de modifier les rapports de force.

Dans les deux cas, on ignore ce qui est vraiment le plus fondamental, ce qui est la pierre de touche d'une action de renouvellement du mouvement ouvrier : l'intervention systématique et prolongée pour politiser la résistance effective des travailleurs à l'exploitation capitaliste et pas seulement leur révolte. En d'autres termes, la plupart des groupes ne se proposent pas d'opposer aux formes de vie politique créées par la bourgeoisie les formes d'une politisation autonome de la classe ouvrière, partant de sa vie quotidienne et exprimant son organisation progressive en dehors des cadres du système, ils demandent qu'on se rallie à leurs idées, à leurs solutions organisationnelles. L'action tombe, soit dans « l'économisme » le plus étroit, soit dans le prêche révolutionnaire.

Or, même si les souvenirs de mai-juin 1968, s'estompent vite, la combativité de la classe ouvrière reste très grande en ce moment. Les mouvements d'insubordination contre la discipline et l'organisation capitalistes du travail sont fréquents au cours de grèves ou de conflits, même si au point de départ il y a des revendications de salaires. Il est donc possible d'user l'emprise du régime et de rendre plus apparent son caractère intolérable en s'appuyant sur des refus concrets, mais à condition, bien sûr, d'intervenir pour que le combat prenne une dimension politique. Cela exige que les révolutionnaires apportent aux travailleurs les moyens de mieux saisir les méthodes de lutte de l'adversaire et de mieux saisir leur propre force collective. C'est, croyons-nous, dans ce sens qu'il faut faire effort plus particulièrement. C'est en tenant compte de cette analyse qu'il faut œuvrer au regroupement des révolutionnaires et travailler à la construction du parti révolutionnaire.

Un mot pour terminer. Très souvent, les camarades de **Lutte Ouvrière** ont reproché au P.S.U. d'être un parti mi-figue, mi-raisin, mi-révolutionnaire, mi-réformiste. Nous ne nierons pas que telle ou telle de ses expressions politiques dans un passé récent ont pu porter à confusion, que cette expression ait émané d'un de ses organismes ou d'un de ses dirigeants. Il nous semble cependant que cette forme de polémique ne fait guère avancer les choses, car elle considère surtout les positions théoriques ou idéologiques, en laissant de côté la pratique. Le P.S.U. est un parti en pleine évolution, il faut aussi le juger en fonction de ce qu'il entreprend de faire et du rôle qu'il essaye de jouer dans la lutte des classes. Il ne s'agit pas de dire que tout ce qui a été fait est satisfaisant, mais le bilan est à notre sens encourageant, plus encourageant que celui de groupes ou des camarades qui sont plus révolutionnaires dans les mots.

Pierre Gautier.

MEETING L.O. A BOURGES :

Ce que veulent les révolutionnaires

C'ETAIT la première fois que « Lutte Ouvrière » organisait une réunion publique dans la capitale berrichone. Environ deux cents personnes sont venues, ce vendredi soir, dans le Hall Saint-Paul, écouter quatre camarades qui, à tour de rôle, allaient expliquer la signification des événements de mai-juin 1968, dresser le bilan de la société capitaliste, montrer ce que pourrait être une société socialiste où les travailleurs prendraient en mains leurs propres affaires, examiner par quelles voies la classe ouvrière pourrait construire cette société, et quel devait être, dans ce combat, le rôle des révolutionnaires.

Toutes les tendances de la gauche française, Parti Socialiste, P.S.U., sympathisants du Parti Communiste Français, militants syndicalistes, se trouvaient représentées dans cette salle, aussi la discussion fut-elle très animée. Un quarteron d'U.J.P. (jeunesse gaulliste) s'était même déplacé, afin de contester les contestataires, ce qui eut au moins le mérite de mettre tout le reste de la salle d'accord sur un certain nombre de choses.

Les questions les plus variées furent abordées. Un représentant du Parti Socialiste prit la parole pour expliquer qu'étant donné ce qu'était l'Etat bourgeois, le plus sage serait peut-être d'accéder au gouvernement par les voies électorales, pour modifier ensuite en douceur la nature de cet Etat.

— Mais qui a donc créé les C.R.S. demandait alors un sympathisant du Parti Communiste Français ?

La tribune reprenait la question à son compte, mais en rappelant aussi le rôle qu'avait jcué le P.C.F. dans la période 1944-1947, en aidant la bourgeoisie française à reconstruire son économie, et à renforcer son appareil d'Etat, quelque peu ébranlé par la guerre.

Le représentant du P.S. devait également défendre l'idée d'une liste commune des partis de gauche aux prochaines élections municipales, et demander si « Lutte Ouvrière » serait d'accord pour y participer (tout en reconnaissant, ensuite, que le P.C.F., consulté sur ce point, avait opposé son véto !).

Le même sympathisant du P.C.F. lui demandait alors si les candidats socialistes présents sur les listes communes de la gauche seraient les mêmes que ceux qui s'étaient présentés, aux dernières élections municipales, sur une liste commune avec des U.D.R. Et il expliquait que s'il n'était pas hostile à une liste commune du P.C.F. et du P.S., il rayerait sans vergogne les noms des candidats présentés par ce dernier parti !

Un représentant de l'U.J.P. menaça la salle de la catastrophe économique qui ne manquerait pas de s'abattre sur le pays, si un jour les socialistes prenaient le pouvoir, montrant parfaitement ainsi, par ce chantage à la fuite des capitaux, quels sont les soutiens du pouvoir pompidolien, et à quoi se résume son sens de la « Démocratie ».

Les problèmes de la démocratie ouvrière, de la pluralité des partis en régime socialiste, et bien d'autres encore, furent également abordés dans une discussion qui, pour être parfois extrêmement animée, ne dégénéra jamais en foire d'empoigne, ou même en échange d'insultes.

D'ailleurs, bien après la fin de la réunion proprement dite, des petits groupes de discussion, où se côtoyaient militants syndicalistes de la C.G.T. et de la C.F.D.T., et militants de « Lutte Ouvrière » continuaient le débat engagé.

Somme toute, une expérience intéressante, et qu'il nous faudra reprendre.

F.D.

PARIS :

UN MEETING CONTRE LA RÉPRESSION AU CAMEROUN

QUATRE-VINGT personnes assistaient à une réunion de l'Union des Etudiants du Cameroun, le vendredi 23 octobre à 20 h 30. Le but de cette réunion était de protester contre l'arrestation par les autorités du Cameroun de Ernest Ouandié, Vice-président de l'U.P.C. (Union des Populations du Cameroun, mouvement nationaliste qui lutte contre l'emprise coloniale au Cameroun).

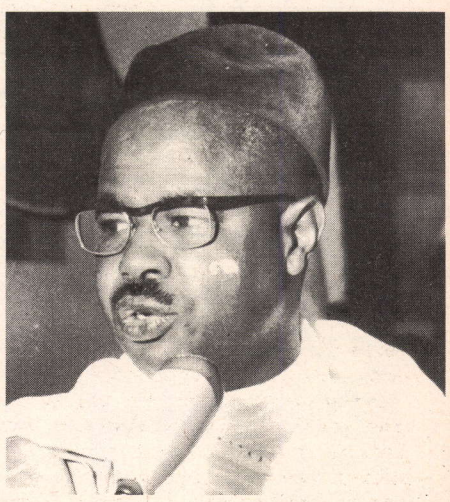
Le principal orateur retraça l'histoire de ce pays depuis 1948, date de la fondation de l'U.P.C. Il montra comment, placé sous la protection officielle de l'O.N.U., le Cameroun était en réalité la proie des impérialismes français(dans sa partie orientale) et britannique. Il s'attacha particulièrement à décrire la situation dans la partie orientale.

Sur le plan économique, l'industrie est entièrement entre les mains de trusts tels que Pechiney. Ces trusts s'appuyent sur une bourgeoisie compradore particulièrement corrompue. Les échanges commerciaux se font à des tarifs dictés par l'impérialisme français, ce qui se traduit par le pillage des richesses naturelles du pays.

Conséquence de ce pillage : la misère. Le salaire d'un ouvrier tombe fréquemment à 100 F par mois ; le chômage sévit, et il n'est pas rare de voir des étudiants s'engager comme domestiques dans les familles riches.

La situation politique reflète fidèlement la situation économique. Depuis une dizaine d'années le Cameroun est indépendant. Mais en 1958, le ministre français des affaires étrangères expliquait que cette indépendance « fictive » (le terme est de lui-même) n'avait pour but que d'obtenir la levée de la tutelle de l'O.N.U.

L'actuel président, Ahidjo, comme ceux qui l'ont précédé, est un homme de paille des trusts français. S'appuyant sur une administration corrompue et vomie par la population, ses méthodes sont celles qu'a toujours employé le colonialisme : répression systématique de toute opposition, assassinats, tortures, etc.



Ahidjo, le dictateur du Cameroun. (Ph. U.P.I.)

Mais les peuples du Cameroun ont derrière eux une longue tradition de luttes, dont le principal épisode fut la grève générale d'avril 1955, qui fut sauvagement réprimée (5 000 morts lors des manifestations du 25 mai). Mais malgré cette répression, la volonté de lutte des populations du Cameroun est intacte.

L'orateur conclut en affirmant le lien qui unit les luttes de tous les peuples opprimés par l'impérialisme.

Un représentant de l'U.N.E.F. et un représentant des étudiants malgaches prirent également la parole ; des messages de solidarité furent lus de la part de l'Union des étudiants palestiniens, des étudiants guadeloupéens, de Lutte Ouvrière, du P.S.U., etc.

La répression en France

LE MONDE LIBERTAIRE

Dans son numéro de novembre « Le Monde Libertaire », **organe mensuel de la Fédération Anarchiste, revient sur le problème de la répression :**

« Cestas, Russier, Brochier, Geismar. Justice pourrie.

Les avez-vous vues, ces inscriptions rouge-orangées qui crient sur les affiches du métro ?

« Libérez Brochier, objecteur de conscience ! A bas l'armée ! » répondent des inscriptions noires sur les murs blancs !

« Geismar partout ! », « A travers Geismar nous sommes tous condamnés. »

On n'arrête pas Sartre — et il en profite ! Bravo ! Mais on juge les autres vendeurs de la « Cause du peuple » qui se marrent et chantent « l'Internationale ! » On condamne Geismar qui transforme son prétoire en tribune et parle de révolution ! Avant lui, d'autres avaient tracé ce chemin — et des noms tels ceux de Sacco et Vanzetti, Louise Michel, Jacob surgissent dans nos mémoires. Si les mots n'étaient pas semblables, leurs aspirations à la liberté et à la justice, pour tous, étaient les mêmes. Mais entre Geismar et eux, entre lui et nous, il y a Marx — et ce n'est pas peu ! — il y a aussi Cronstadt, il y a la Révolution espagnole, il y a des milliers d'anarchistes froidement condamnés par ceux qui se réclament du marxisme.

Pourtant nous nous souvenons de Mai ! Nous savons que reviendra le temps où tous les exploités se resserreront les coudes pour foutre l'Etat en l'air. Ce jour-là les portes des prisons auront fini de nous narguer. Elles sauteront !

INFORMATIONS OUVRIÈRES

C'est aussi à la répression qu'Informations Ouvrières **consacre sa chronique hebdomadaire.**

On peut ainsi lire, dans le n° 493, sous le titre : « Les grandes manœuvres de la répression ».

Le combat contre la condamnation scandaleuse qui vient de frapper Alain Geismar s'inscrit donc dans le combat pour la défense des libertés démocratiques. Ces libertés sont menacées par l'ensemble de la politique de répression systématiquement menée par le Gouvernement.

Politique de répression dont on constate à la fois qu'elle « s'approfondit » (les peines prononcées pour des délits politiques, des délits d'opinion sont de plus en plus lourdes) et qu'elle demeure limitée. On fait des « exemples » contre des militants politiques isolés, mais on est d'une prudence extrême face à toute mesure qui pourrait susciter une réplique de la classe ouvrière parce qu'elle mettrait directement en cause le mouvement ouvrier.

Cette modération n'a d'autre cause que la réalité des rapports de force entre les classes. C'est la puissance de la classe ouvrière sortie invaincue de la grève générale de mai-juin 1968 et qui a provoqué la chute du régime gaulliste, qui préserve encore, dans certaines limites, les libertés politiques et les libertés individuelles. C'est en même temps la politique des directions des organisations ouvrières, refusant de faire pratiquement de la lutte pour la défense de ces libertés « leur affaire » qui permet à la bourgeoisie de frapper en choisissant les victimes les plus vulnérables.

Le face à face Séguy-Ceyrac

rouge

hebdomadaire d'action communiste

Le n° 86 de « Rouge », **daté du 2 novembre 1970, fait une large part aux récents mouvements grévistes qui ont tendu ce qu'il est convenu d'appeler la « situation sociale ».**

Dans l'éditorial, sous le titre de « La grève », le rédacteur commente le face à face : Séguy-Ceyrac et écrit notamment :

Séguy n'avait à proposer que la négociation, des actions pour la négociation.

Nous sommes pour la lutte, et pour la négociation quand il le faut. Nous ne sommes pas pour la lutte-pour-obtenir-une-négociation.

Nous savons aussi ce que coûte une grève. Nous ne sommes pas pour la multiplication abstraite des grèves, nous sommes pour des grèves et des actions efficaces. Nous sommes contre les grèves catégorielles, partielles, émiettées.

Nous sommes contre la grève de pression qui fait des travailleurs, une force d'appoint à une intervention parlementaire, ou à une délégation syndicale.

Nous sommes contre le chapelet des semaines d'action sans lendemain, comme, par exemple, dans le secteur hospitalier aujourd'hui.

On peut faire la grève pour prendre, pour exiger, et non pour demander qu'une administration veuille bien recevoir enfin une délégation qui s'efforcerait de faire en sorte que les problèmes soient réglés. Il suffirait de dix hôpitaux en grève administrative illimitée pour que le gouvernement cède sur la fameuse question des catégories C et D, les syndicalistes le savent. La C.G.T. en a, très largement, les forces. Les militants sont prêts. La fédération Santé ne donnera jamais la consigne. Les débrayages partiels, les grèves pétitions, s'échelonneront encore sur deux ans s'il le faut pour obtenir que le gouvernement daigne « discuter ».

Militants ouvriers et patrons ne sont pas côte-à-côte pour tâcher de construire ensemble une « société meilleure ».

Une « société meilleure » pour les travailleurs, ça n'existera que quand il y aura des dirigeants ouvriers qui n'hésiteront pas à mordre. A dire clairement que cette société n'existera que sans les patrons.

Une phrase du film de Séguy peut se retourner contre lui : celle qui dit que si les capitalistes ne peuvent pas se passer des travailleurs, les travailleurs peuvent très bien se passer des capitalistes. Et des bureaucrates, ajouterons-nous...

L'HUMANITÉ rouge

C'est aussi au face à face Séguy-Ceyrac que l'Humanité-Rouge **consacre l'éditorial de son dernier numéro (n° 77, jeudi 29 octobre 1970).**

Le sujet de l'émission était « la grève . Mais en vérité ce fut cette autre question « la négociation », qui occupa l'essentiel de la soirée. Ceyrac en a défendu le principe en combattant avec vivacité l'arme des travailleurs, le recours à la grève. C'est un patron capitaliste qui défend les intérêts de sa classe. Nous le considérons comme un ennemi.

Mais Séguy s'est présenté en quémandeur et s'est fait lui aussi l'ardent protagoniste de ce mode de règlement des contradictions de classes entre prolétariat et bourgeoisie, entre ouvriers et patrons.

S'il n'a pu éviter de défendre le droit pour les travailleurs de recourir à la grève, le secrétaire confédéral de la C.G.T. s'est bien gardé d'aller au bout de la question : c'est un comble, mais il a fallu que ce soit Ceyrac qui, le premier, aborde la question de la politisation des grèves et de la révolution socialiste ! ! ! Pour ridiculiser d'ailleurs sans difficultés son partenaire en appuyant son argumentation sur ce qui se passe dans le bastion du révisionnisme, en URSS.

En conclusion, les ouvriers et salariés n'ont pas reçu de réponses valables à leurs innombrables problèmes et se sont trouvés contraints d'assister à une joute oratoire caractérisée par le respect des convenances bourgeoises. Le manœuvre et l'OS encore trompés qui espéraient voir le dirigeant syndicaliste stigmatiser avec violence le représentant des « singes » n'ont vu qu'un monsieur poli et courtois, jouant le jeu avec gravité et conscience, dans le cadre toléré par le pouvoir. Un bon fonctionnaire, en quelque sorte.

Italie

LOTTA CONTINUA

N° 17 du 1er octobre 1970 :

Dans un éditorial, l'organe « gauchiste » italien analyse « la lutte prolétarienne aujourd'hui » :

« La lutte prolétarienne a repris ponctuellement dans les grandes entreprises.

Sur les caractéristiques de ces luttes, patrons et syndicats ont bien peu d'illusions à se faire. Tout, depuis la forme de lutte, extrêmement dure — qui s'exprime par des cortèges massifs à l'intérieur, des blocages de route, jusqu'à la séquestration des dirigeants — jusqu'aux objectifs, qui s'expriment tout d'abord par une attaque massive de la production et de la productivité, puis dans le refus des catégories, de la discipline d'usine, des heures supplémentaires, pendant que la demande d'augmentations de salaires massives est mise en avant d'une façon toujours plus pressante, jusqu'aux responsabilités, qui sont souvent entre les mains des avant-gardes autonomes en rupture avec le syndicat, tout laisse comprendre que l'âge d'or du syndicat est maintenant définitivement clos.

Et « Lotta Continua » **conclut ainsi cet éditorial optimiste :**

Le prolétariat italien n'est pas isolé. Dans toute l'Europe nous assistons à un extraordinaire développement des « grèves sauvages » avec en tête les ouvriers immigrés italiens, grecs, turcs. Grèves « sauvages », luttes dures, attaque de la productivité, égalitarisme salarial sont les thèmes qui circulent dans les luttes ouvrières en Europe et qui ont maintenant mis hors jeu, dans la stupeur générale, réformisme et trêve générale. Aux Etats-Unis arrive la même chose. A l'avant-garde se trouvent les ouvriers nègres, les « immigrés » d'Amérique. La lutte du peuple palestinien, en dehors des hauts et des bas auxquels elle se heurtera nécessairement, est une contradiction irrémédiable de l'impérialisme mondial.

Le voyage de Nixon en Italie est un événement de portée historique. Pour la première fois, le prolétariat a l'offensive s'est trouvé en face de tous ses ennemis, il peut les reconnaître et sait comment les battre. A l'attaque !

L'IMPERIALISME FRAN

La police française à Pointe-à-Pitre lors des émeutes de mars 1967. (Photo U.P.I.)

L A pro
Ouvriè
l'impé
sation

Les milita
ex-colonie fr
lement, illus
limites et l

Mais la
tissa en 19
caines, ne su
rialisme fra

La présence coloniale dans un D.O.M.

DEPUIS les événements de mai 1967 qui firent plusieurs dizaines de morts parmi les manifestants, événements consécutifs à une grève des ouvriers du bâtiment réclamant d'être payés au S.M.I.G., les forces de l'ordre (gendarmes, C.R.S., agents de renseignements de la D.S.T., képis rouges) n'ont cessé de croître. Les patrouilles succèdent aux patrouilles. L'île est pratiquement quadrillée.

Cet encadrement de l'île par les forces de répression est incompréhensible pour celui qui ne sait de la Guadeloupe que ce qu'en disent le gouvernement et ses agents locaux de l'U.D.R. En effet, pour ces messieurs, la Guadeloupe, sans l'aide généreuse qu'elle reçoit du gouvernement des Rothschild, Dassault et autres, ne pourrait vivre un jour. Cette « aide », en réalité, se résume ainsi : l'achat du sucre à un cours supérieur à celui pratiqué sur le marché mondial ; le salaire des fonctionnaires, majoré de 40 % par rapport à à celui de leurs semblables en France ; les allocations familiales, beaucoup moins élevées qu'en France, et l'assistance médicale gratuite.

Une prime aux capitalistes français

En fait, qu'en est-il de la politique du gouvernement français dans ce prétendu D.O.M. ? L'argent versé pour le sucre aux usines ne fait que transiter en Guadeloupe. Il est très rapidement rapatrié par les actionnaires de ces usines, la plupart étant métropolitains. Il s'agit en réalité d'une prime versée aux capitalistes du sucre par le gouvernement ; c'est donc le contribuable français qui paie cette prime. Evidemment, les travailleurs des usines, eux, ne voient pas la couleur de cette « aide ». Ils touchent des salaires dérisoires et seulement durant la récolte sucrière, soit six mois en moyenne. La canne achetée aux petits planteurs l'est à un prix fixé par le préfet. Inutile de préciser que celui-ci le fixe à un taux avantageux pour les grosses sociétés ; la dernière invention étant le paiement de la canne à la richesse (en fonction de la quantité de sucre contenu). Cette quantité est déterminée par l'usine elle-même. C'est un moyen plus sûr d'escroquer les paysans, car ils n'ont aucun contrôle sur les laboratoires (de l'usine !...) qui déterminent la teneur en saccharose de leur canne.

25 centimes le kilo de bananes

Pour la banane, le procédé diffère peu : les grosses sociétés exportatrices l'achètent à 0,25 F le kilo des mains des petits planteurs. Elle est revendue entre 2,25 et 3 F sur le marché parisien. Et la Compagnie Générale Transatlantique a le monopole du transport ; toute tentative des petits propriétaires pour expédier eux-mêmes leurs bananes échoue lamentablement. La Compagnie Générale Transatlantique les gruge en accord avec les grosses sociétés exportatrices. Un exemple : souvent des petits et moyens propriétaires qui expédient eux-mêmes leurs bananes, sans passer par les grosses sociétés exportatrices, se voient réclamer de l'argent, sous prétexte que leurs bananes, pour lesquelles ils n'ont encore rien touché, sont arrivées pourries.

Les travailleurs de la banane, ceux qui les récoltent, les préparent pour l'exportation, ont des conditions de vie très pénibles : mal payés (rares sont ceux dont les salaires égalent ou dépassent le S.M.I.C.), ils peuvent rester deux ou trois jours par semaine sans travail. Mais quand arrive un paquebot bananier, ils doivent fournir des journées de travail très longues ; ils peuvent travailler des fois de 6 h à 21 h, avec l'unique interruption de midi pour le déjeuner.

Tout s'importe... même ce que l'on trouve sur place

Une des activités les plus importantes de l'île est le commerce d'importation. On importe tout ce qui est nécessaire à la consommation : des œufs, des tomates, des oranges, des automobiles, des tracteurs, le bois de construction, le ciment, les appareils ménagers, les vêtements, pour ne citer que l'essentiel. Mais il faut savoir que l'on importe même du poisson congelé, alors que la mer des Antilles est parmi les plus poissonneuses du monde.

Les grosses sociétés françaises trouvent en Guadeloupe un marché en or ; et c'est surtout vrai pour la vente des voitures (Peugeot, Renault, Citroën). Des négociants se livrent d'ailleurs à toutes sortes de trafics sur les prix. C'est ainsi qu'au début de 1970, les pneus de voitures étaient introuvables dans le commerce. Et quand ils ont reparu, les prix avaient augmenté de plus de 30 %.

Un autre domaine réservé aux grosses sociétés françaises : les travaux publics. Là, trois d'entre elles règnent : la Colas, la S.T.E. (Société de Travaux de l'Est) et la Société Dumez. Et tout ce qu'elles construisent résiste peu de temps : cela permet de recommencer les travaux et d'empocher encore de grosses sommes. Là aussi, les grosses sociétés tiennent à rester maîtres du terrain ; l'affaire du ciment qui s'est déroulée cette année en est une illustration : pendant trois ou quatre mois au cours de cette année, il était pratiquement impossible aux petits entrepreneurs de trouver du ciment chez les grossistes du port de Pointe-à-Pitre ; et beaucoup d'entre eux ont fait faillite ; par contre, les gros entrepreneurs étaient fournis directement par les grossistes.

Une des branches où l'on trouve le plus de salariés est le commerce : employés des grosses maisons d'importation, commerce de détail (meubles, vêtements). Ici aussi la condition des travailleurs est des plus dures : une employée voit son salaire varier entre 200 F et 400 F. Et la plupart du temps, elle travaille six mois et même un an pour son patron sans être déclarée à la Sécurité sociale ; le marché du travail déborde de bras qui cherchent à s'employer, la pression sur les salaires est donc forte.

Fuite devant la misère

En effet, le chômage est important à la Guadeloupe. Plus de 50 % de la population a moins de vingt ans. Les jeunes qui arrivent sans cesse sur le marché du travail sont contraints de vivoter, de s'expatrier par le canal d'un organisme officiel, le BUMIDOM (Bureau pour les migrations vers la métropole). Car pour le gouvernement le mal des « D.O.M. » vient de la « surpopulation ». Les Guadeloupéens font trop d'enfants. Et pour les contraindre à en faire moins, on diminuera le taux des allocations familiales. Pour la main-d'œuvre sans travail, eh bien, on « expédiera » les chômeurs vers la métropole. Cela coûte beaucoup moins cher de payer le voyage Guadeloupe-France que de créer de nouveaux emplois. Mais la majeure partie des migrations se fait spontanément. C'est la fuite devant la misère.

Quant à l'assistance médicale gratuite, elle est distribuée au compte-gouttes. Et la plupart du temps, les maires en font un **« bon usage »** pour leur campagne électorale : **« Donne-moi ton vote, je te donnerai la santé » ;** autant dire que les **« mauvaises graines »** (les partisans de l'indépendance, et ceux qui critiquent la politique du gouvernement) en sont exclus.

Jean-Pierre Goulier.

ÇAIS AUX ANTILLES

LA GUADELOUPE

chaine réunion publique de « Lutte re » sera consacrée aux problèmes de ialisme français et de la « décoloni- ».

res français qui combattent au Tchad, nçaise devenue indépendante formel- rent mieux que de longs discours les portée de cette « décolonisation ».

ature des liens que l'Etat français 8 avec ses anciennes colonies afri- ffit pas à montrer la réalité de l'impé- çais.

La « France éternelle » possède et exploite toujours, directement, des colonies. Aux Antilles, à La Réunion, en Guyanne et dans divers autres territoires, le gendarme français porte le casque colonial et des fonctionnaires venus de la métropole apprennent aux enfants autochtones que «nos ancêtres les gaulois...».

Lutte Ouvrière **présente aujourd'hui à ses lecteurs quelques aspects de la situation coloniale à la Guadeloupe.**

Cette île des Antilles « françaises » qui compte un peu plus de 300.000 habitants est une des plus anciennes possessions coloniales de la France. Sa conquête date en effet de 1635 et son sort fut lié à la rivalité franco-britannique. Elle changea plusieurs fois de maître, mais depuis 1815, elle « appartient » à la France. C'est en 1946 qu'elle fut considérée comme un département français, département d'un type spécial puisque baptisé Département d'Outre-Mer et doté d'un statut particulier. Néanmoins, cette « promotion » fut appréciée à l'époque par les ministres staliniens du gouvernement comme une des « conquêtes de la Libération ».
Voici ce qu'il en est réellement.

PARTIS POLITIQUES ET SYNDICATS

FACE à cette situation quelle est l'attitude des organisations politiques et syndicales ?

La C.G.T.

Au sein de la classe ouvrière. la C.G.T. est la seule force. Elle suit fidèlement les directives du P.C.G. Parti Communiste Guadeloupéen. Elle joue en Guadeloupe le même rôle que son homologue français. Lors d'une grève des docers, des exclus du P.C.G. se sont vu traités de provocateurs, parce qu'ils exigeaient la signature de conventions collectives touchant à l'ensemble des conditions de travail, à la place de maigres augmentations de salaires.

En fait, la C.G.T. est pratiquement inexistante dans la plupart des entreprises. Et lorsqu'elle existe, elle ne fait même pas semblant de défendre les travailleurs. C'est elle qui les démoralise, ne résistant jamais aux licenciements, aux injustices, ou aux illégalités les plus flagrantes. La majorité de la classe ouvrière est payée au-dessous du S.M.I.C. et pourtant il n'y a strictement aucune bataille, aucune propagande, rien, pas la moindre tentative de lutte contre cette situation. Les patrons sont rois et tout puissants. Et là où des militants plus combatifs tentent de faire quelque chose, ils sont purement et simplement licenciés. La lutte se termine par l'échec de la section syndicale, puisque l'ensemble du syndicat ne la soutient pas. Donc, depuis plusieurs années, même sur le plan des revendications les plus simples, les travailleurs vont de défaites en défaites.

Le P.C.G.

Le Parti Communiste Guadeloupéen a une politique en tous points semblable à celle que pratiquent les P.C. d'Amérique Latine. Il veut à tout prix une collaboration avec le gouvernement français : en effet, il ne réclame pour la Guadeloupe qu'une « autonomie en union avec la France ». Et l'on comprend que, pour ses dirigeants, le massacre de mai 1968 ne fut que l'œuvre de provocateurs à la solde du gouvernement français. Le P.C. réserva tous ses coups, ses critiques, non pas au colonialisme, mais aux militants du G.O.N.G.

Le P.C., tout en parlant de l'autonomie, ne fait rien pour y accéder. Ce mot d'ordre joue le même rôle à la Guadeloupe que celui de la Démocratie avancée du P.C.F. Le P.C.G., d'élections en élections, attend placidement d'avoir la majorité au Conseil général du département ; à moins qu'il n'attende que les « démocrates », c'est-à-dire le P.C.F. et la gauche, viennent au pouvoir en France.

De jour en jour son influence décline et les travailleurs, en particulier les plus jeunes, n'attendent plus rien de lui.

Les partis bourgeois

Les partis bourgeois classiques, U.D.R., socialistes (à signaler qu'en Guadeloupe, la politique du gouvernement est défendue par l'U.D.R. et le Parti socialiste S.F.I.O.) forment la majorité du Conseil général. Ils sont souvent élus en bénéficiant de la fraude électorale. Ce sont des partis électoralistes. En dehors du P.C.G., il n'existe pas de parti politique ouvrier. Certains membres du P.C.G., exclus en 1965 font paraître le journal « La Vérité ». Mais leur influence est négligeable. Il existe un autre journal autour duquel sont groupés quelques têtes d'affiches, Rodes, Lauriette, qui se veulent partisans de l'indépendance, c'est le « Progrès social ». Leur position politique est des plus confuses, et va jusqu'à flatter la rancœur des Guadeloupéens à l'égard des fonctionnaires métropolitains qui occupent les plus hauts postes dans l'administration locale, pour la transformer en lutte raciste.

Une tentative de formation d'un « grand rassemblement du peuple guadeloupéen » par l'ancien secrétaire général du P.C.G., Rosan Girard a fait long feu. Et, pourtant, cela avait suscité de grands remous. Des milliers de personnes sont venues applaudir le « Garaudy » de la Guadeloupe. Maintenant il ne reste de cette tentative qu'un journal « Le combat guadeloupéen » qui paraît à peu près tous les mois et traite surtout de questions intéressant la petite bourgeoisie aisée (fonctionnaires, médecins, etc.). Car Girard n'a rien proposé d'autre que l'union de tous, les capitalistes compris, pour imposer le « dialogue » au gouvernement français. C'était un air connu, déjà.

Le G.O.N.G.

L'organisation la plus décidée et la plus radicale reste le G.O.N.G. Elle a bénéficié d'une grosse publicité avec le procès qui lui a été fait après les événements de 1967. Et actuellement ses militants tentent de s'implanter dans les masses. Elle réclame l'indépendance, et se situe dans la ligne des organisations révolutionnaires courantes dans les pays du Tiers Monde, à la fois, castriste, maoïste, etc. C'est avant tout une organisation nationaliste, quelles que soient par ailleurs ses références au marxisme. Elle veut unir le peuple guadeloupéen derrière elle et obtenir l'indépendance. Même quand elle s'adresse aux ouvriers, c'est pour les conduire à ce combat avant toute chose. Evidemment l'avenir dira si certains militants du G.O.N.G. veulent dépasser le terrain du nationalisme.

Manifestation à Paris, en février 1968, lors du procès des militants du G.O.N.G. (Ph. L.O.)

En tout cas, actuellement, ils bénéficie d'une certaine sympathie auprès de la population, en particulier auprès des jeunes. Mais cela reste vague, et le G.O.N.G. symbolise plutôt une forme d'opposition, de contestation qu'une organisation étendue et un programme connu des masses. C'est ainsi que toute personne qui se rebelle, revendique ou se plaint, même à voix basse, de la situation est classée comme « gonguiste » ou « G.O.N.G. » tout simplement.

Cela montre que chez beaucoup, il y a une volonté de sortir de la situation coloniale par n'importe quel moyen et c'est avant tout ce moyen, l'organisation, qui fait défaut.

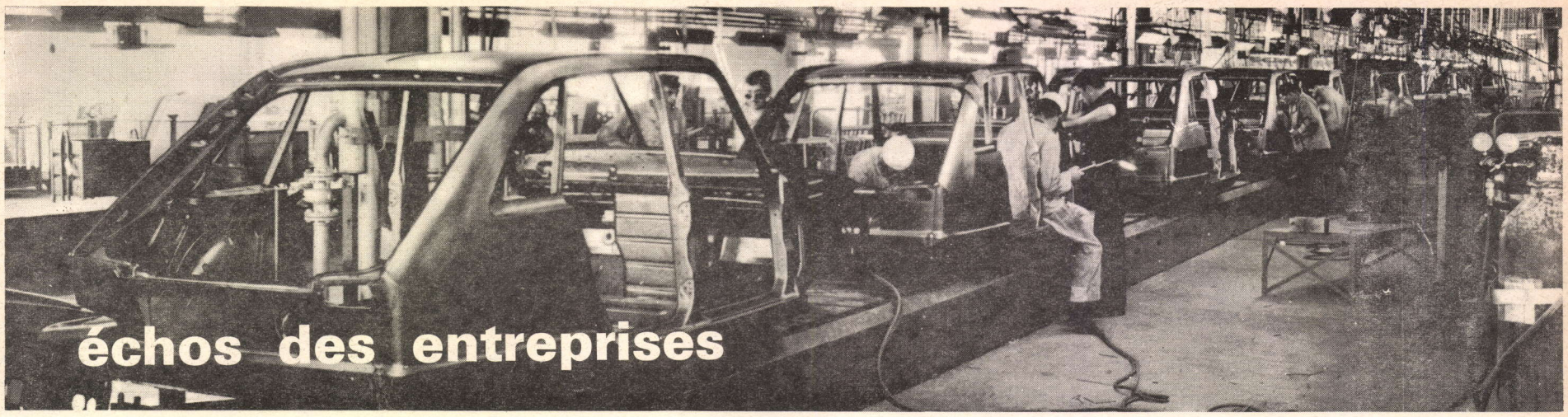
La Ligue antillaise des travailleurs

Quant aux idées révolutionnaires socialistes, elles existent et se font connaître par des militants encore peu nombreux, ceux de la Ligue Antillaise des Travailleurs. Elles rencontrent une sympathie réelle de la part des travailleurs et des jeunes. Mais, le mouvement n'en est qu'à ses débuts et de là à la création d'un véritable parti révolutionnaire fondé sur les principes du socialisme scientifique, il y a un immense pas à franchir.

Nous ne doutons pas que les ouvriers guadeloupéens y parviennent. Car, tout au long de son histoire, le prolétariat de la Guadeloupe s'est farouchement battu contre l'exploitation. Ce ne sont ni le dévouement, ni l'héroïsme qui lui ont manqué, mais bien plutôt une authentique direction révolutionnaire. L'expérience de la départementalisation, et donc du suffrage universel, de la démocratie formelle lui ont permis de voir que rien ne pouvait changer par le bulletin de vote même quand la fraude ne s'exerçait pas.

La seule voie à prendre apparaîtra donc clairement, celle de la lutte révolutionnaire pour faire disparaître les séquelles du colonialisme et mettre fin aux privilèges des classes dominantes.

J.-P.G.



échos des entreprises

LA PAIE, CASSE-TETE ET COMPLICATIONS

Quand Citroën se veut paternaliste

● *CITROEN.* — Depuis la mensualisation, c'est une belle pagaille dans le système de paie qui était pourtant déjà bien compliqué. Mais ce n'est pas fini, car les fiches de paie vont encore changer. Bientôt nous ne serons plus payés qu'une fois par mois. Mais avant d'en arriver à ce système, il y aura toute une période de remaniements avec des acomptes dégressifs. C'est-à-dire que nous aurons, par exemple, le premier mois un acompte de 40 % de la paie le 15, puis le mois suivant un acompte de 30 %, ensuite 20 %, etc... jusqu'à ce qu'il n'y ait plus du tout d'acomptes réguliers le 15.

Ce qui veut dire que pendant au moins 3 ou 4 mois, personne ne comprendra ni ce qu'il touche, ni ce qu'il reste à toucher.

Mais pourquoi ce système compliqué ? Parce que la direction se « soucie » de nous. Elle veut, selon ses dires, nous habituer petit à petit à gérer notre budget avec une seule paie par mois, pour que nous n'ayons pas de « trous » le 15 ou le 20.

Mais des « trous » nous en avons forcément, le 15, le 20, le 30 ou le 7 ! Nous en avons parce que, de toute façon, nos paies sont dérisoires et que le problème n'est pas de nous les distribuer en une ou plusieurs fois, mais de l'augmenter.

Citroën se moque de nous avec ses conseils gratuits sur la façon de gérer notre maigre budget.

Tous banquiers ?

● *RATEAU (LA COURNEUVE).* — La direction a décidé de nous payer par chèque à partir du 1er janvier. Ce nouveau système de paiement va pratiquement nous obliger à ouvrir un compte bancaire ou un compte chèque postal. De toute façon, dans un avenir plus ou moins proche, la direction pourra y virer nos salaires directement.

Ce nouveau mode de paiement avantage indiscutablement la direction pour qui la paie va se réduire à un simple jeu d'écriture et ne nécessitera plus le déplacement de sommes d'argent importantes.

Cela arrange également les banques qui pourront de cette manière utiliser une partie de notre salaire.

Mais pour nous cela va se traduire par des complications et des difficultés supplémentaires.

Les camarades étrangers qui ne comprennent pas bien le français, vont connaître de nouvelles tracasseries pour toucher leur paie.

Et pour nous tous, cela signifie que nous devrons courir. Car la plupart des banques ferment avant 17 heures et bien peu sont ouvertes le samedi matin.

La direction, avant d'imposer ce nouveau système qui gêne la majorité d'entre nous, aurait tout de même pu demander notre accord. Puisqu'elle ne l'a pas fait, qu'elle nous donne la possibilité d'aller toucher notre paie pendant les heures de travail !

LA GRANDE PAGAILLE

Les bouche-trous

● *R.N.U.R. BILLANCOURT (DEPARTEMENT 18).* — Depuis le début des vacances, des travaux ont été effectués pour préparer l'installation des nouveaux fours.

Quand les nouveaux fours sont arrivés, bien entendu, les dimensions ne correspondaient pas, et il a fallu refaire une partie des fosses.

C'est une tradition au 18. Chacun se souvient encore de la grande fosse qui avait été creusée devant les fours à crémaillère. Pendant toute la durée des travaux, nous avions eu la possibilité de respirer les gaz toxiques que dégageait une pelleteuse mécanique... Puis à l'heure H, il avait fallu reboucher le trou, car il y avait eu erreur dans les mesures !

Rien d'étonnant dans ces conditions à ce que la direction réponde à nos délégués quand ils lui demandent de faire refaire le sol en mauvais état : « il faut attendre, il n'y a pas assez de maçons à la Régie ».

Evidemment !

En toute logique

● *HOPITAL NECKER.* — Grancher 1° rouvre après 4 mois de fermeture. La décision a été prise de « toute urgence ». Il a donc fallu, de toute urgence, lessiver murs et parquets. Bien entendu ce sont aides-soignants et infirmiers qui ont dû faire ce travail...

Pourtant la direction savait très bien que la salle ne resterait pas fermée indéfiniment. Il aurait été si simple, pendant la fermeture, de faire lessiver, désinfecter, et donner un coup de peinture.

Non, l'A.P. a sa propre logique. Ce sont dans des salles encore en bon état que les travaux sont effectués. Motif : changement de patron !

LA C.F.T. SE PLACE

L'U.S.A.F. cache-sexe de la C.F.T. à Air France

● *AIR FRANCE.* — La C.F.T. (Confédération Française du Travail) vient de faire son entrée officielle à Blanqui avec l'aide bienveillante de la direction qui lui a accordé immédiatement un panneau syndical.

Bien sûr, cette organisation qui invite à ses congrès l'ambassadeur d'Espagne, qui gonfle ses manifestations de policiers en civil et de députés U.D.R., n'a pas fait son entrée sous son propre sigle.

Elle a trouvé un cache-sexe qui se nomme l'U.S.A.F., mouvement qui a rassemblé dès mai 68 les antigrévistes de tout poil.

Si, à cette époque, quelques travailleurs ont pu se laisser tromper par des déclarations ronflantes sur l'apolitisme, la démocratie, etc..., aujourd'hui, ils découvrent la réalité. Une C.F.T. qui matraque les militants ouvriers, qui joue les flics dans les usines.

Ce sera aussi son visage à Air France, si nous ne la combattons pas.

Cinéma gratuit

● *BRONZAVIA (COURBEVOIE).* — Mercredi 14, la direction recevait les syndicats, venus pour revendiquer une augmentation de salaire.

La C.F.T. a joué là un cinéma à sa façon, qui ne pouvait cependant illusionner que les naïfs :

Dix minutes après le début de la réunion, elle s'en allait en claquant la porte (oh, sans la casser, mais le geste y était) et elle nous l'annonçait par tract ... à peine une heure plus tard !

Elle nous a déclaré qu'elle prétendait protester ainsi contre l'intransigeance de la direction en matière de salaire. Mais si la C.F.T. essaie ainsi de redorer son blason, elle se trompe. Claquer la porte, en l'ayant prévu et annoncé presque à l'avance, elle peut le faire : en quoi cela gêne Bousqard, Lamit et Cie ? Qui sait même si ce ne sont pas eux qui ont conseillé à la C.F.T. de nous faire du cinéma.

Mais le jour où nous verrons la C.F.T. participer activement à une grève sans la torpiller, ce jour-là, peut-être, nous voudrons bien croire qu'elle entend lutter pour nos intérêts contre le patron.

Mais ce jour-là est aussi probable que celui où nous verrons Lamit travailler à la chaîne !...

POUR SOURIRE UN PEU

Suggestions

● *B.N.P. BERGERE (PARIS-9e).* — L'ordinateur tombe en panne, il est réparé une demi-heure après.

L'appareil à café tombe en panne, il est réparé trois semaines après.

Mais alors, pourquoi ne branche-t-on pas l'appareil à boissons sur l'ordinateur ?

Les durillons

● *ROUSSEL-U.C.L.A.F. (ROMAINVILLE).* — Au Conditionnement usine 5, la mise en flacon des gélules se fait par machines, mais le rebouchage, lui, est manuel.

L'ouvrière prend le flacon plein, pose dessus un bouchon plastique muni d'un ressort qui fait pression sur les gélules. Ensuite elle retourne le flacon, fait pression sur le cul de celui-ci avec sa main pour que le bouchon entre dans son logement. La dépense physique est tellement importante que l'on a jugé nécessaire de relayer les ouvrières toutes les heures, ce qui d'ailleurs n'empêche pas celles-ci de souffrir de durillons dans le creux de la main.

Cela est un des aspects du modernisme chez Roussel et il est certain que les chefs de service, eux, ne souffrent pas de durillons ; ou alors, aux fesses, peut-être.

Les cafards

● *RENAULT BILLANCOURT ILE SEGUIN.* — Connaissez-vous les petites bêtes du vestiaire du Bas Meudon ?

Il en sort de partout, des placards, des pommes de douches ; elles grimpent le long des murs comme des rangées de fantassins, lorsque vous faites couler l'eau.

Il paraît même que. si par hasard, vous en emmenez une chez vous et que c'est une femelle, ces bestioles se reproduisent très bien. Mais attention, à la porte, ne les faites pas voir, on serait capable de vous licencier pour vol.

Car elle y tient à ses petites bêtes la direction. La preuve. Depuis qu'elle sait qu'elles sont là, elle n'a pas encore osé aller les déranger.

La retraite ... à 65 000 km ou à 650 000 ?

● *INTERTECHNIQUE (PLAISIR).* — Le grand cirque continue. Il y a quelque temps déjà, le car de la porte d'Orléans tentait par tous les moyens d'asphyxier les travailleurs qui l'utilisaient... Une action commune des organisations syndicales de l'entreprise et du Comité d'usagers des transports de Plaisir avait amené son remplacement.

Eh bien, il semble que cette maladie soit commune aux cars de la maison Hourtoule, puisqu'à nouveau, un car semble pris des mêmes envies assassines de faire respirer à ses utilisateurs l'oxyde de carbone. Ce car est celui de la gare « Rive gauche » et comme d'habitude, les gaz d'échappement s'échappent... à l'intérieur.

Le souci de la vérité nous oblige à dire qu'il s'échappe beaucoup de gaz et de fumées diverses à l'extérieur aussi. Il y en a pour tous.

Alors madame Hourtoule, soyez charitable, n'hésitez pas à offrir, quoi qu'il vous en coûte, une retraite bien méritée à ce vieux car.

dans les entreprises

MOUVEMENTS EN COURS ET TACTIQUE SYNDICALE

LES mineurs de Merlebach n'avaient pas encore repris le travail que des grèves tournantes perturbaient profondément le fonctionnement des PTT. Par leur ampleur et leur caractère, ces deux mouvements marquaient une rentrée sociale qui semblait être placée sous le signe des « Grenelle à froid ».

Ce n'étaient pourtant pas les premiers mouvements de la rentrée. Les grandes centrales syndicales et tout particulièrement la CGT, avaient lancé une série de journées d'action dans plusieurs secteurs aussi différents les uns des autres que l'électronique, les Hôpitaux, la Chimie, les Grands magasins, etc. Partout il s'agissait « d'appuyer » les négociations en cours. Partout aussi, les travailleurs des secteurs concernés avaient débrayé assez massivement. Certains, notamment dans l'Electronique, avaient même manifesté clairement qu'ils étaient prêts à aller plus loin et s'étaient montrés déçus de voir les mouvements finir en « queue de poisson ». Dans les Grands magasins enfin, la mobilisation des employés dépassa toute attente, aussi bien à Paris qu'en Province. Le BHV de Garges se signala par 17 jours de grève et les syndicats eurent du mal à expliquer aux grévistes récalcitrants que l'accord était bon et les avantages valables.

Mais la grève des mineurs de Lorraine eut une résonance nationale. La détermination des grévistes, leur refus de reprendre le travail sur les propositions de la direction et la pression des syndicats et, pour finir, cette rentrée en désordre malgré les votes en faveur de la poursuite de la grève, ont rappelé à tous que le mécontentement ouvrier n'était pas aussi facilement contrôlable que syndicats et gouvernement l'auraient souhaité.

Décriées dans les mines, les directions syndicales ont cependant « réussi » aux PTT. Succédant à des semaines, voire des mois, de petits débrayages catégoriels, rigoureusement limités et souvent peu suivis, la semaine d'action qui a touché tous les secteurs des PTT les uns après les autres, a été un succès.

Pourquoi ? Parce que bien que décidés par les états-majors syndicaux, il n'y a rien d'artificiel dans ces mouvements. Ou plus exactement, si le découpage et l'organisation de ces mouvements restent artificiels, la nécessité même d'agir pour se défendre contre la détérioration constante du niveau de vie et des conditions de travail, est, elle, vivement et profondément ressentie par tous.

Mais pourquoi donc, dans ces conditions, tous ces mouvements différents, ces journées d'action sans lendemain et ces débrayages volontairement limités qui se succèdent sans jamais confluer ? Ce n'est pas de la part des centrales syndicales une tactique nouvelle. C'est même très précisément la tactique traditionnellement utilisée avant mai 68.

Il s'agit pour les appareils syndicaux réformistes de canaliser le mécontentement des travailleurs dans des formes d'action étudiées pour ne jamais dépasser une certaine limite. Celle où il y a danger pour la domination de la bourgeoisie ou même plus simplement gêne pour le gouvernement. En mai 68, la CGT s'est vue contrainte, pour des raisons politiques, de généraliser la grève, et de paralyser sur tout le pays la machine économique. Patrons et gouvernants ne lui ont pas encore pardonné. Et la CGT ne tient pas à revivre pareille expérience.

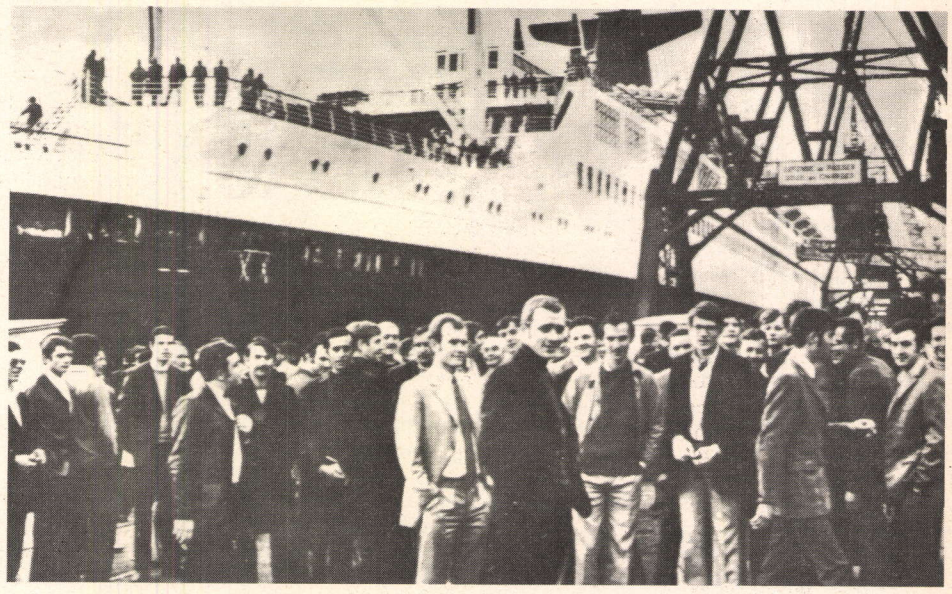
Pourtant les centrales syndicales, pour justifier leur existence et leur rôle, aussi bien auprès des travailleurs qu'auprès de la bourgeoisie, se doivent d'organiser des mouvements qui expriment et contrôlent le mécontentement ouvrier. Cela leur permet d'exercer une pression minimum sur les patrons, suffisante, assez souvent, pour que ceux-ci acceptent la discussion avec les syndicats. Et aux yeux des travailleurs, les syndicats restent ainsi les défenseurs des intérêts ouvriers.

Quand le mécontentement de ces derniers reste diffus, la tâche est aisée. Quand il se fait plus pressant, les directions syndicales doivent prendre des précautions. Une de ces précautions est la division maximum et systématique des mouvements. Leur limitation aussi bien dans l'espace que dans le temps. Tel secteur, tel atelier, pour tant d'heures. Mais malgré toutes les précautions prises, il y a parfois des ratés, et ce sont, comme à Merlebach, des reprises difficiles et des contestations inévitables.

Aujourd'hui, il apparaît que les travailleurs, partout où ils ont été sollicités, se sont montrés prêts à aller de l'avant. C'est sur un fond très réel de mécontentement que les bureaucraties syndicales organisent leur plan d'action. Ce mécontentement se laissera-t-il ainsi limiter ? Ce qui s'est passé dans les mines prouve que rien n'est joué d'avance.

Les militants ouvriers doivent intervenir dans les conflits décidés par les directions syndicales pour tenter de leur donner les dimensions et les formes qui correspondent à la détermination des travailleurs et à leur volonté de vaincre. Pour cela, il leur faut mesurer et connaître cette détermination, car il ne s'agit pas de se prononcer symboliquement pour la généralisation de chaque mouvement partiel. Il faut que de chaque mouvement, les travailleurs tirent une leçon et une expérience qui leur permettent d'aborder les luttes suivantes avec plus de confiance et plus de chances de vaincre.

Colette Bernard



Un groupe de marins en grève devant le paquebot « France » au Havre.
(Photo A.F.P.)

Manifestation des travailleurs de Renault au Mans contre les menaces de chômage.
(Photo U.P.I.)

CHAIX-DÉFOSSÉS :

Huit heures de débrayages pour dix centimes supplémentaires de l'heure

MARDI 27, les délégués reviennent devant les travailleurs avec de nouvelles propositions que la direction leur a faites la veille. Elle accorde : 10 centimes au 1er décembre, 5 centimes au 1er mars, les 10 heures de primes supplémentaires en décembre, 10 autres heures en juin 71, un régime de pré-retraite (en accord avec les A.S.S.E.D.I.C.).

Les délégués qui, jusque là, ont organisé des votes à main levée, demandent des votes à bulletin secret.

A Issy-les-Moulineaux, sur 1 500 votants, 710 voix acceptent les propositions de la direction, 440 votant contre.

A Saint-Ouen, sur 511 votants, 385 votent pour, 102 contre (et 24 nuls).

Le mercredi, le travail reprend. Avec ces débrayages (8 heures pour chacun), la production n'a pas été gravement perturbée. Paris-Match sort tout de même en retard.

Les résultats sont en général considérés comme bien pauvres.

Le patron, lui, peut être satisfait de s'en être tiré à si bon compte.

Vendredi 30, on apprend que l'usine de Rennes, Oberthur, continue les débrayages pour les 35 centimes, les ouvriers arrêtent le travail 3 heures et manifestent dans l'usine. La direction, une fois le travail repris à Paris, leur avait proposé, sans sourciller, 6 centimes. Lille également se serait mise en mouvement et la C.G.T. appelle les ouvriers parisiens à refuser les heures supplémentaires venant de Lille.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que le syndicat du Livre a une curieuse façon de concevoir l'unité... dans l'action. Il a tout fait pour diviser le mouvement. Mais les travailleurs n'ont peut-être pas encore dit leur dernier mot.

Correspondant L.O.

SOURCE PERRIER-VERGÈZE

Les grévistes devant le tribunal !

LES syndicats C.G.T. et C.F.D.T. de la Source Perrier-Vergèse en conflit avec leur direction depuis plus de trois mois, nous communiquent le texte d'un tract qu'ils ont diffusé au personnel le 28 septembre et nous demandent d'en informer nos lecteurs.

Nous le faisons d'autant plus volontiers que c'est une des tâches de ce journal que de rendre publics les scandales grands et petits qui se déroulent dans les entreprises et de dénoncer les manœuvres de la direction.

LES SYNDICATS C.G.T. ET C.F.D.T.
DE LA SOURCE PERRIER-VERGEZE
INFORMATION AU PERSONNEL

La première phase de la tentative de liquidation des organisations syndicales est maintenant passée.

Comme l'on pouvait s'y attendre, la séance de « conciliation » que la direction générale mettait en avant dans son télex du 8 juillet 1970 n'a absolument rien concilié.

L'avocat de la direction n'est pas venu en tout cas avec cette intention, bien au contraire, et nos camarades vont comparaître devant le Tribunal le 30 octobre 1970 ou le 6 novembre 1970.

Quant aux fautes dont on les accuse, nous les livrons à votre appréciation :

— occupation du standard ;
— propos grossiers ;
— empêchement de monter en voiture (un directeur) ;
— manifestation dans les bureaux ;
— mise en route de la sirène ;
— altercation avec un chef de service (verbale) ;
— quelques cris ou bruits...

Voilà les principaux griefs qui sont reprochés à nos camarades :

Nous sommes loin des scènes d'émeute, des crachats, des vestes déchirées, des voitures sabotées ainsi que l'affirmait la direction de Vergèze.

Evidemment, ces « fautes graves » ne manqueront pas d'être montées en flèche, au procès, par la direction ou par certains témoins !

Mais franchement et honnêtement, ne pensez-vous pas que c'est pitoyable de voir une accusation basée sur de telles sottises ? Et combien apparait la duperie de la direction locale qui prétendait ne pas connaitre ces griefs ! Faut-il manquer d'arguments de valeur pour être allé dénicher ces petits faits anodins, qui font partie intégrante de toute grève un peu dure !

Certes, ils auraient préféré avoir, comme ils l'ont d'ailleurs cherché, une charge sauvage de C.R.S., et des grévistes ensanglantés pour justifier leurs arguments ridicules.

Mais soyons sérieux, Messieurs de Perrier ! c'est cela vos fautes graves ! Soyez assurés qu'il vous sera plus facile de faire avaler vos slogans publicitaires que cette salade-là, devant l'opinion publique.

Et aux travailleurs de votre entreprise, qui, eux, ont suivi pas à pas leurs délégués et responsables dans le déroulement de la grève ! vous croyez que vous allez la leur faire avaler aussi ? Mauvais calcul, assurément, car, comme dit le proverbe oriental : « celui qui soulève une pierre pour se la laisser retomber sur le pied est un sot ! ».

Prenez garde qu'il en soit ainsi pour vous, dans cette affaire.

Quant à nous, nous lutterons jusqu'au bout.

Sur le plan juridique, sur le plan de l'information et de la démystification, sur le plan de la popularisation, ainsi que sur le plan de l'action syndicale de masse.

Conscients de la gravité de ce procès, d'autant plus grave de par la faiblesse des accusations, nous donnerons l'exemple à tous ceux qui voudront nous aider.

Déjà, le 18 septembre 1970, le personnel de l'entreprise a fait bloc autour des syndicats C.G.T. et C.F.D.T.

Mais ce bloc se durcira encore par un apport de forces extérieures. Les manifestations de solidarité affluent. Les syndicalistes du pays tout entier ont compris qu'à travers les syndicalistes de Perrier, ce sont eux-mêmes qui sont menacés.

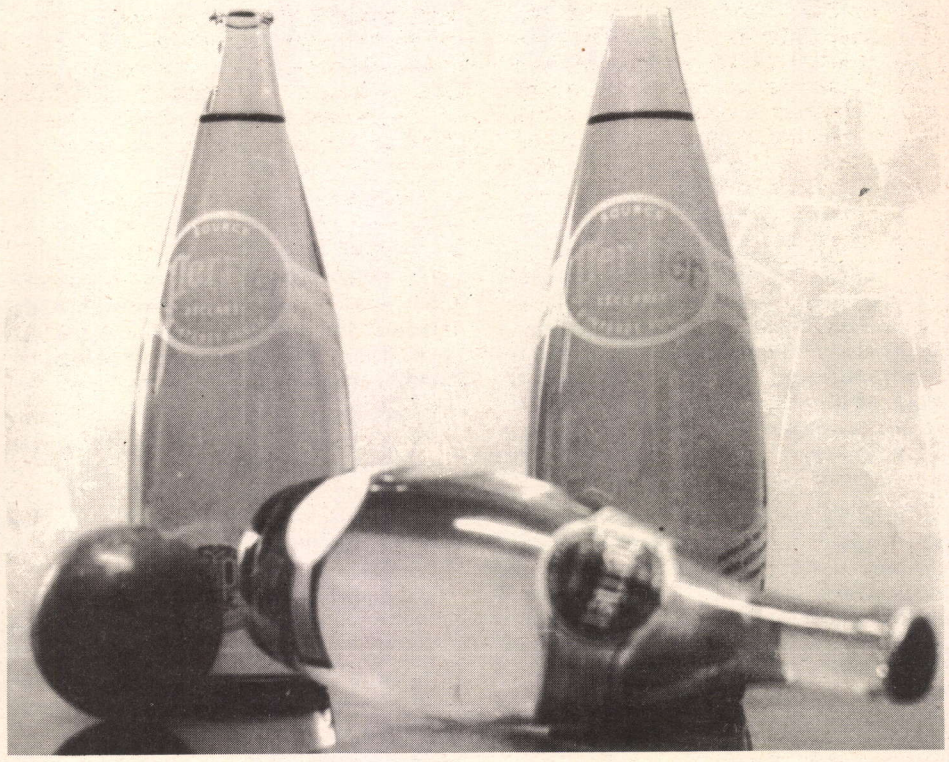
C'est pourquoi nous avons confiance dans l'issue de cette bataille. Même si celle-ci doit être longue, nous la mènerons jusqu'au bout, sans faillir.

C'est sur toute la classe ouvrière que nous comptons pour parvenir victorieusement à ce terme.

Les syndicats C.G.T. et C.F.D.T.

N.B. — Nous avons eu la confirmation de la création d'un « syndicat autonome ». C'est au moment où les organisations qui luttent depuis des années pour sauvegarder les droits du personnel et pour défendre leurs revendications sont le plus menacées par la direction du trust que cette diversion est faite par ce groupe de personnes.

Nous comptons sur le bon sens du personnel pour ne pas cautionner cette initiative qui va à l'encontre de ses intérêts.



(Photo L.O.)

Les problèmes de l'emploi dans la région de Châteauroux

L'exploitation scandaleuse des ouvrières de la S.C.I.F.A.

LA S.C.I.F.A., qui fabriquait primitivement des jouets en plastique s'est reconvertie dans la fabrication des piscines gonflantes, mises, sous l'initiative de M. Comiti, à la disposition de chaque école. Cette reconversion entraîna d'ailleurs des licenciements.

Dans cette usine, 80 ouvrières environ ruinent leur santé dans des conditions de travail scandaleuses, pour un salaire de misère qui n'excède pas le S.M.I.C.

L'usine s'est installée dans les hangars qui servaient d'entrepôts à l'armée américaine. Sous ces toits de tôle, les ouvrières souffrent du froid en hiver, et sont obligées de travailler sur leurs machines avec des gants. L'été la chaleur devient insupportable. Lorsqu'il pleut, le toit laisse passer l'eau, qui tombe sur les machines.

Les ouvrières emportent leur repas qu'elles prennent à l'usine, sur l'herbe lorsqu'il fait beau, ou sous un préau. La nourriture laissée dans les « vestiaires », c'est-à-dire dans une cave, y attire les rats.

Dans les ateliers, où il n'y a pas même de fenêtres, les ouvrières respirent continuellement les émanations de peinture. Les maladies sont fréquentes. Plusieurs femmes enceintes ont accouché prématurément.

Le directeur de l'usine étant un parent de M. Comiti, l'Inspection du Travail se montre discrète.

Les ouvrières qui arrivent à la S.C.I.F.A., sont pour la plupart, envoyées par le Bureau de la Main-d'œuvre, et le chômage, qui sévit dans la région les contraint à accepter ces conditions de travail dignes du siècle dernier.

Rien ne va plus à Covepa !

Covepa, c'est une cartonnerie dans laquelle il ne fait pas bon travailler en ce moment car, aux conditions de travail déplorables, il s'est ajouté une angoisse insoutenable... celle du chômage !

En effet, les carnets de commande sont presque vides et chacun sait ce que cela signifie : des diminutions d'horaires (et de salaires bien entendu !) et même des licenciements...

Cette entreprise employait l'an dernier 140 personnes, en majorité des femmes. Depuis, 30 ont été licenciées. Et, maintenant, bien malin celui qui pourra dire à combien se chiffre le personnel, puisque chaque jour des employés quittent l'usine !

Ainsi, d'après la direction, l'entreprise n'est plus rentable (c'est tout juste si le patron n'est pas au bord de la famine !)

Ce n'est pourtant pas faute d'avoir tenté d'économiser... et cela sur le dos du personnel : la majorité des ouvrières étant payées au S.M.I.C.

Ce n'est pas faute non plus de ne pas avoir utilisé le personnel à temps plein : l'horaire moyen étant de 57 h par semaine (une semaine, 9 h par jour, une autre, 10 h).

Pour pallier ces difficultés, le patron avait d'abord fermé l'usine pendant 8 jours, mais depuis, les conditions de travail se sont encore détériorées...

Avec la compression du personnel, les cadences sont devenues infernales : à l'atelier du pliage, là où il fallait 3 ouvrières sur une machine, une maintenant suffit !

Il faut ajouter à cela que la vie syndicale est pratiquement inexistante, car s'il existe bien un syndicat, les employés aiment à dire que les délégués sont hélas plus prompts à quérir des augmentations pour eux-mêmes plutôt que de défendre leurs camarades...

Voici donc brossé le tableau d'une petite usine de la région de Châteauroux dans laquelle chaque ouvrier, chaque ouvrière sont animés de la même préoccupation : celle de trouver du travail ailleurs. Mais cela s'avère bien difficile quand on sait qu'à Châteauroux, nombre d'usines ont les mêmes problèmes de « rentabilité » que COVEPA.

Correspondant L.O.

A BABCOCK-ATLANTIQUE (La Courneuve)

UNE SÉRIE DE DÉBRAYAGES SANS LENDEMAIN

A la B.A. (1.450 ouvriers et employés), où les salaires pratiqués comptent parmi les plus bas des grandes entreprises de la métallurgie parisienne, les travailleurs attendaient avec impatience sinon espoir les résultats de la réunion des délégués avec la direction du 7 octobre où celle-ci devait communiquer ses propositions en matière de salaires et de réduction du temps de travail.

A cette occasion, des débrayages furent lancés atelier par atelier par la C.G.T. (largement majoritaire dans l'usine), d'une heure le plus souvent. Pour justifier une telle tactique, la C.G.T. expliqua aux travailleurs d'un atelier (P.C.C.) que l'on ne pouvait lutter tous ensemble car ceux de la Tuyauterie n'étaient pas chauds, alors qu'ils n'avaient même pas été consultés ! Finalement, à la réunion du 7 octobre, la direction annonça ce qu'elle lâchait : 2,4 % d'augmentation au 1-11 et 1 heure de réduction d'horaire compensée à 80 % au 1-1-71. On était loin de 0,50 F minimum pour tous revendiqués par les trois syndicats (C.G.T., C.F.D.T., F.O.) et de nombreux travailleurs prirent ces propositions comme un véritable affront de la part de la direction.

Les réunions du personnel organisées à partir du 13 octobre le midi dans les différents vestiaires connurent une grosse affluence. Tout le monde s'accordait à dire que cela ne faisait pas le compte. Ce que proposèrent les délégués fut de faire une série de débrayages d'une heure, proposition qui correspondait aux souhaits de la majorité des travailleurs présents. Seul de tous les syndicats, le représentant de F.O. (connu pour ses opinions révolutionnaires) intervint pour expliquer que s'il était possible de commencer par une heure (et c'est pourquoi son syndicat s'associait à cette décision des travailleurs), il fallait être conscient qu'il faudrait peut-être et même sûrement plus pour faire peur à la direction et la faire céder. Il n'en fallu pas plus pour que les délégués C.G.T. et les staliniens de son atelier déclenchent un chahut pour tenter de l'empêcher de parler.

Finalement une demi-douzaine de débrayages eurent lieu entre le 13 et le 24 octobre, d'une heure à chaque fois, mais la direction ne céda rien, refusant même de recevoir les délégués. Il faut dire, que la direction, sachant que le travail reprendrait de toute façon l'heure suivante, n'était pas effrayée par ce genre de mouvements, et elle était d'autant moins prête à lâcher quelque chose de substantiel que le carnet de commandes de l'usine est peu rempli et que dans bien des ateliers il n'y a presque pas de travail en ce moment. En fait, il fallait ou bien s'engager dans une lutte plus sérieuse que ces mini-débrayages, ou bien attendre une période plus favorable pour engager celle-ci. Mais cela, la C.G.T. se garda bien de le dire. Tout ce que fit Trochaud, le secrétaire C.G.T. du C.E., lors des assemblées du personnel en bas des bureaux de la direction, fut de passer son temps à parler, non des salaires, mais... des gauchistes et de la section F.O. (jusqu'au moment où des protestations de travailleurs le firent taire). La C.G.T., bien que parlant de la nécessité « d'élargir » le mouvement, (on entendit même un délégué C.G.T. annoncer « nous ferons flotter le drapeau rouge sur l'usine », ce à quoi « l'écho » lui répondit : « si la direction veut bien ! »), ne proposa rien concrètement.

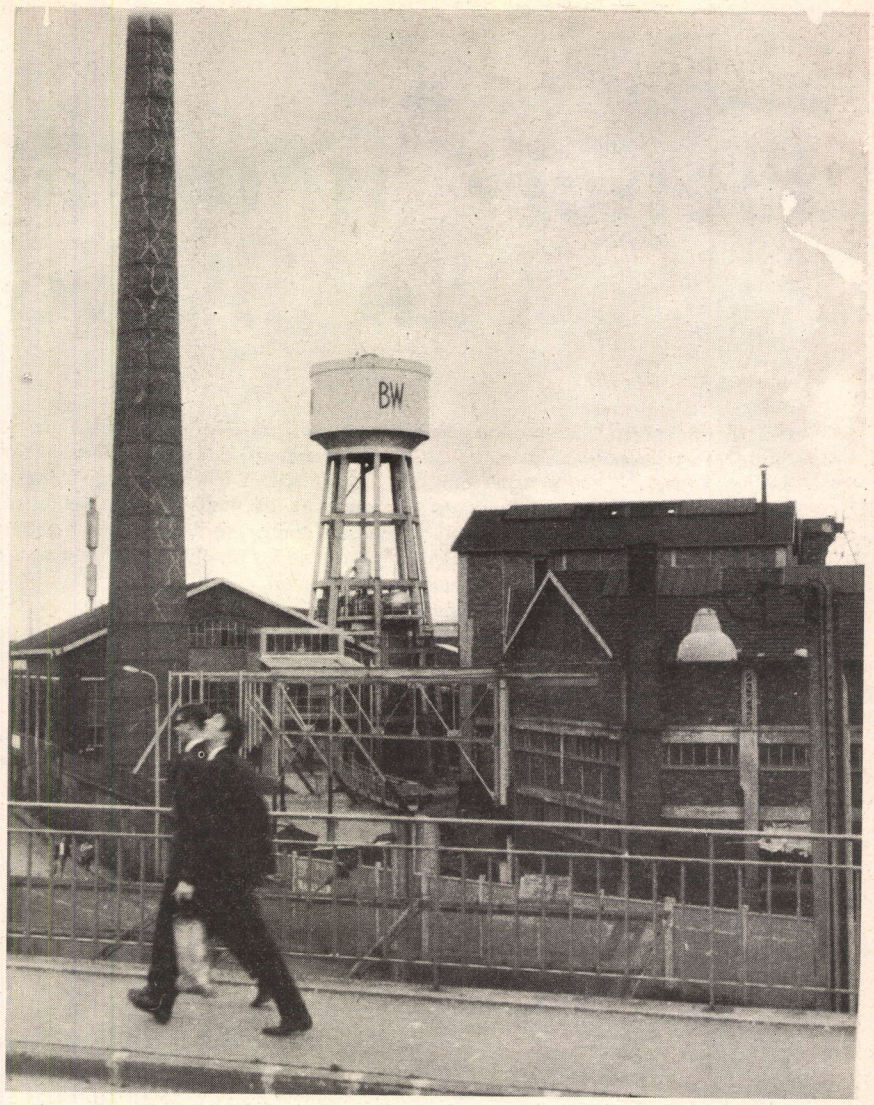
Les débrayages, qui avaient rassemblé beaucoup de monde au début, allèrent déclinant. Lors des dernières réunions de vestiaires, le lundi 25 octobre, où de nouveaux débrayages d'une heure furent proposés et acceptés, il y avait environ deux fois moins de monde qu'au début.

Constatant l'impasse dans laquelle elles avaient fourvoyé le mouvement, la C.G.T. et la C.F.D.T. décidèrent d'annuler les mouvements prévus dès le 26 octobre, et publiaient un tract dans lequel elles disaient en gros aux travailleurs de se débrouiller.

C'est ainsi que ces syndicats envisagent la démocratie. D'ailleurs de nombreux militants cégétistes se sentirent gênés par la position de leur syndicat et une fois n'est pas coutume, tout le monde put s'exprimer facilement aux réunions de vestiaires qu'ils avaient organisé pour tenter de justifier leur position devant les travailleurs les plus combatifs, mécontents d'une telle décision.

Voilà aujourd'hui où en est le mouvement à Babcock. Les ouvriers viennent de recevoir leur paye où figurent les 2,4 %, et ils peuvent se rendre compte que si les débrayages d'une heure ne « mangent pas de pain », ils en mangent quand même autant que les 2,4 %, et surtout, ils n'en apportent pas du tout et c'est cette leçon qui devra être retenue pour les luttes futures.

Correspondant L.O.



(Photo L.O.)

E.G.F. :

Un an après la convention salariale

LA convention salariale, signée en décembre 1969 par F.O., U.N.C.M., C.F.T.C. et C.F.D.T., avait soi-disant pour but de faire progresser les salaires en fonction du coût de la vie. Les pourcentages d'augmentation (6 à 8 % environ) accordés aux travailleurs de l'E.G.F., au cours de l'année 1970, sont pourtant loin d'améliorer leur pouvoir d'achat. La convention n'a vraiment rien changé sur ce plan.

Il faut rappeler que cette progression des salaires des électriciens et gaziers devait tenir compte à la fois :

— de la productivité de l'entreprise ;
— de l'effectif de l'E.D.F./G.D.F. ;
— du temps de travail du personnel.

En clair, cela revenait à dire que les salaires des agents de l'E.G.F. avaient des chances de croître plus vite si les effectifs étaient diminués, le temps de travail réduit le moins possible ou pas du tout (il est de 43 heures par semaine actuellement), et si tout le monde travaillait plus.

On se souvient d'autre part que ces dispositions étaient en plus complétées par une clause qui aliène pratiquement le droit de grève.

Voilà ce que les syndicats de l'E.G.F. ont signé, mis à part la C.G.T. qui n'a pas pour autant remis en cause le principe même de cette convention.

Aujourd'hui, près d'un an après, la direction met au point des réformes de structures ainsi que le mixage des centres E.D.F./G.D.F. Cette dernière mesure, prévue depuis longtemps déjà, entrainera inévitablement une compression massive du personnel des deux centres. Pour prendre un exemple, dans le service de l'Exploitation, il est envisagé une suppression de 74 postes.

Il n'est donc pas étonnant que face à tous ces problèmes, le personnel devienne de plus en plus inquiet quant à son avenir.

Le mécontentement grandit d'autant plus que, d'après les nouvelles structures de déroulement de carrière, la progression normale d'un agent sera bloquée dans la pratique.

En effet, la nouvelle hiérarchie doit être établie ainsi :

— une filière en catégories 6-8-10-12-14 ;

— une filière en catégories 7-9-11-13.

Or, il n'est pas possible à un agent pour avancer de « sauter » deux catégories (par exemple de 6 à 8).

De ce fait, un agent en catégorie 6 ne pourra obtenir un poste en catégorie 7 qu'en changeant de travail, de service et peut-être de centre.

Malgré ces mesures qui ne tarderont pas à prendre effet, la réaction des syndicats est en partie inexistante.

Pour les signataires de la convention, cela n'étonnera personne car en signant celle-ci, ils ont accepté dans les faits le principe du mixage et ses conséquences. En effet, selon la logique de la convention salariale à laquelle ils ont apposé leurs signatures, la compression de personnel doit permettre de majorer quelque peu l'augmentation des salaires pour ceux qui resteront à l'E.G.F. après le mixage.

En outre, il leur est difficile, à moins de renier leurs propres signatures, d'appeler le personnel à lutter contre les éventuelles compressions de personnel puisqu'ils ont accepté pratiquement la suppression du droit de grève.

Quant à la C.G.T., sa position relativement plus confortable vis-à-vis de la direction ne la conduit pas pour autant à mobiliser beaucoup plus les travailleurs de l'entreprise. A Paris, son action s'est limitée jusqu'à présent à quelques déclarations de principe, une information au personnel par voie de tracts, un meeting en commun avec la C.F.D.T. le 7 octobre, et un rassemblement devant la Direction Générale le 20 octobre. D'ailleurs, dans ces meetings les dirigeants syndicaux s'arrangèrent par dessus le marché pour noyer les revendications propres à l'E.G.F. dans un flot de revendications contre la fiscalité, les conditions de transport et de logement, etc...

Seule la C.G.T. avait refusé la convention salariale proposée par le gouvernement l'année dernière. Elle avait même organisé un référendum (photo ci-dessus) pour prouver sa représentativité. Mais ce n'était pas pour mobiliser les travailleurs.

(A.F.P.)

Au meeting du 7 octobre organisé par la C.G.T. et la C.F.D.T., la seule action qui fut proposée au quart présent du personnel se réduisit au vote d'une motion (une de plus !) qui fut remise au directeur régional.

Le rassemblement du 20 octobre de la C.G.T., se termina à nouveau par le vote d'une résolution comportant entre autres choses l'exigence d'une « réforme démocratique de la fiscalité » et qui alla, elle aussi, rejoindre la « corbeille des vœux pieux » de la direction.

Et à chaque fois, tout le monde s'est retrouvé aussi avancé qu'avant. A aucun moment, il n'a été question d'empêcher la réduction des effectifs en répartissant le travail entre tous et en réduisant ainsi notablement la durée du temps de travail, seule perspective pourtant pour répondre aux menaces que fait peser sur les travailleurs la réorganisation de l'E.D.F./G.D.F.

Car en réalité, il aurait fallu pour cela dénoncer et refuser au minimum toute convention comme celle qui fût signée en décembre 1969.

Correspondant L.O.

dans les entreprises

A L'UNION (Paris VIIIe)

Licencié pour n'avoir pas eu l'heur de plaire à son chef

L'UNION fait partie du groupe de l'Union des Assurances Parisiennes (U.A.P.). Environ 2.000 à 3.000 employés y travaillent, parmi lesquels se trouvent de nombreux jeunes. Beaucoup de ceux-ci ne restent d'ailleurs que quelques mois car, en plus de salaires qui sont parmi les plus bas de ceux versés dans les compagnies d'assurances, la direction et l'encadrement se signalent par le mépris particulier dans lequel ils tiennent les jeunes employés.

Le licenciement d'un stagiaire de dix-huit ans a récemment été un nouvel exemple de cette attitude de la direction.

Cet employé devant partir en congé de maladie afin de subir une intervention chirurgicale, en avertit son chef de service. Ce Monsieur, qui s'est déjà plusieurs fois signalé par l'acharnement qu'il met à faire renvoyer les stagiaires qui ne lui plaisent pas, s'empresse de rédiger un rapport défavorable à l'employé, qui se voit signifier son renvoi.

Sur l'intervention de deux délégués du personnel, le chef du personnel s'engage à revenir sur sa décision et promet de reprendre l'employé à son retour, sous réserve d'un changement de service. Mais le lendemain, le ton de la direction change. L'employé, à nouveau convoqué, se voit dicter par le chef du personnel une lettre où il reconnaît avoir pu fournir un travail insuffisant. Impressionné, celui-ci écrit mais ne signe pas.

Informés de cette manœuvre scandaleuse, les délégués retournent à la direction du personnel et présentent une pétition rédigée par des collègues de l'employé stagiaire. Ceux-ci font notamment remarquer le caractère indigne d'un tel licenciement et rappellent que l'employé licencié avait eu, quelque temps auparavant, son coefficient augmenté et que, par conséquent, le prétexte invoqué d'un travail insuffisant ne tient pas.

Le chef du personnel se met en colère, tempête contre la pétition qu'il qualifie d'anonyme ! (elle a été signée par environ vingt-cinq personnes...) et met les délégués à la porte en menaçant l'un d'eux d'un rapport. Les syndicats, loin d'informer le personnel sur cette affaire scandaleuse, feront le silence sur ces faits.

Notre camarade a donc été licencié, et ce avec des méthodes particulièrement répugnantes, après dix mois de présence à l'Union, simplement pour n'avoir pas eu la chance de plaire à son chef de service, et sans doute aussi parce que la direction a trouvé plus simple de le renvoyer définitivement plutôt que d'être obligée de le remplacer pendant ses trois ou quatre mois de congé-maladie...

Correspondant L.O.

DANZAS (Paris XIIe)

Le revers de la médaille

TOUT le monde a vu les camions, les camionnettes, les wagons de chez « Danzas », une des plus grandes entreprises de transport d'Europe, sillonner la France entière... Mais le patron de « Danzas » n'est pas seulement maître en « rapidité » et en « sécurité » dans le transport, derrière la façade pimpante de la publicité, se cache aussi sa maestria en exploitation. L'entreprise « Danzas » du douzième arrondissement est un « bel exemple » du savoir-faire de notre patron.

Près de 200 travailleurs, pour la plupart immigrés d'Afrique du Nord : 110 d'équipes de jour et 80 d'équipes de nuit y chargent et déchargent des camions. Ils sont embauchés comme manutentionnaires, avec un salaire tournant aux alentours de 1.000 F, sans compter les primes distribuées « à la tête du client ». Et ce ne sont pas celles-ci qui font passer la pilule : en effet, ce salaire de misère correspond à un horaire de 52 heures 30 de travail par semaine. Soit, pour l'équipe de nuit, 5 jours de 10 heures 30 de travail. Il arrive, dans les périodes où le carnet de commande du patron est bien rempli, que la semaine de travail passe, arbitrairement, à plus de 60 heures et quelquefois au-delà encore ! Sans compter les heures supplémentaires que font beaucoup d'entre nous pour arrondir leurs fins de mois, au détriment de leur santé et de leurs loisirs.

Photo L.O

Mais le bagne n'est pas qu'une question d'horaires ; pour la plupart racistes, anciens d'Algérie ou d'ailleurs, les chefs n'ont pas beaucoup changé de méthodes : ils font « marcher la machine » à coups de gueule, de sanctions... quand ce n'est pas à coups de poings, comme ce fut le cas d'un camarade qui, battu par un de ses chefs, ayant porté plainte, fut licencié sans autre forme de procès. Il faut bien cela pour faire travailler pendant des heures nos camarades dans des conditions qui sont à la hauteur du reste.

Sur les quais, le chargement a lieu par tous les temps en plein air, hiver comme été, de jour comme de nuit. Probablement le patron ne s'inquiète pas du froid la nuit en hiver, et compte sur la maîtrise pour nous... « réchauffer » les oreilles. Les accidents, eux, sont continuels : la fatigue, les cadences, le manque de mesures de sécurité se traduisent par des accidents graves, sans parler des blessures, des foulures et des « maladies professionnelles » innombrables. Récemment encore, un travailleur a été atteint d'une hernie, et un autre s'est ouvert la tête en glissant sur les quais de chargement.

On comprend que personne n'aime rester longtemps dans l'entreprise, et que bier des travailleurs immigrés préfèrent aller se faire exploiter ailleurs. Mais on comprend aussi la volonté des ouvriers de se défendre et d'imposer leurs droits devant un patron qui, sur ce plan aussi, n'a rien à envier à celui de Citroën. Après des tentatives de création d'une C.G.T. brisées par le patron, après être restés en marge du mouvement de 68, les travailleurs de chez « Danzas » ont su imposer des syndicats dans l'usine : une section C.F.D.T. et récemment une C.G.T.

Les ouvriers ont récemment obtenu le samedi chômé à la suite d'un mouvement de grève.

Il reste bien des choses à gagner à « Danzas », mais on a vu au moins que le patron n'était pas Dieu le père tout-puissant, et qu'en refusant de se laisser marcher sur les pieds on pouvait être gagnants. A l'occasion, on saura se rappeler de cette leçon.

Correspondant L.O.

A PARIS CHEZ BORDIER FRERES (Porte de Vanves)

L'exploitation dans une petite entreprise de menuiserie

UNE maison, près de la Porte de Vanves, toute petite, couverte de tôles, complètement délabrée, où les rats ont depuis longtemps élu domicile. A première vue il ne peut s'agir que d'une maison vide en instance d'être détruite, ou de tomber toute seule.

Mais en fait, il s'agit de Bordier Frères, un atelier de menuiserie, où 15 ouvriers travaillent, là où 10 seraient déjà à l'étroit.

Les conditions de travail sont toutes à la mesure de la maison : elles datent du siècle dernier. Comme seul moyen de chauffage, un vieux poêle. Pour le prochain hiver, on pourra toujours se réchauffer avec la promesse du patron d'accorder un poêle à mazout, ou avec le souvenir de ces journées d'été, où, vu que le toit est en tôle, la température était insupportable. Pour se laver, il n'y qu'un seul lavabo de zinc et de bois, mais il est dehors ; ce qui fait qu'en hiver le tuyau est gelé. Solution, on se lave à l'eau minérale.

Mieux vaut passer sous silence l'état des W.C. et le nombre de rats crevés (quand ils ne vous passent pas entre les jambes pendant le travail).

Les machines sont dépourvues d'aspirateurs et de protecteurs. Sans aspirateurs cela signifie que nous travaillons constamment dans un nuage de poussière et de sciure de bois. Sans protecteurs cela signifie sans aucune sécurité. Il faut préciser que certaines de ces machines datent de 1902.

Et ce ne sont pas les salaires qui nous inviteraient à rester : de 4,80 F pour un jeune qui a pourtant son C.A.P. à 6,30 F pour le mieux payé d'entre nous qui a 10 ans d'ancienneté.

Non content d'ignorer nos revendications, le patron sans demander l'avis de qui que ce soit, vient de porter l'horaire quotidien de travail à 9 h 30.

Un jour, il y a longtemps, la C.G.T. locale est venue voir. Elle avait dit qu'elle allait s'occuper de nous. Il y a 2 ans de cela. Nous attendons toujours. Et à un si petit nombre, sans aide extérieure, s'organiser semble bien difficile.

Correspondant L.O.

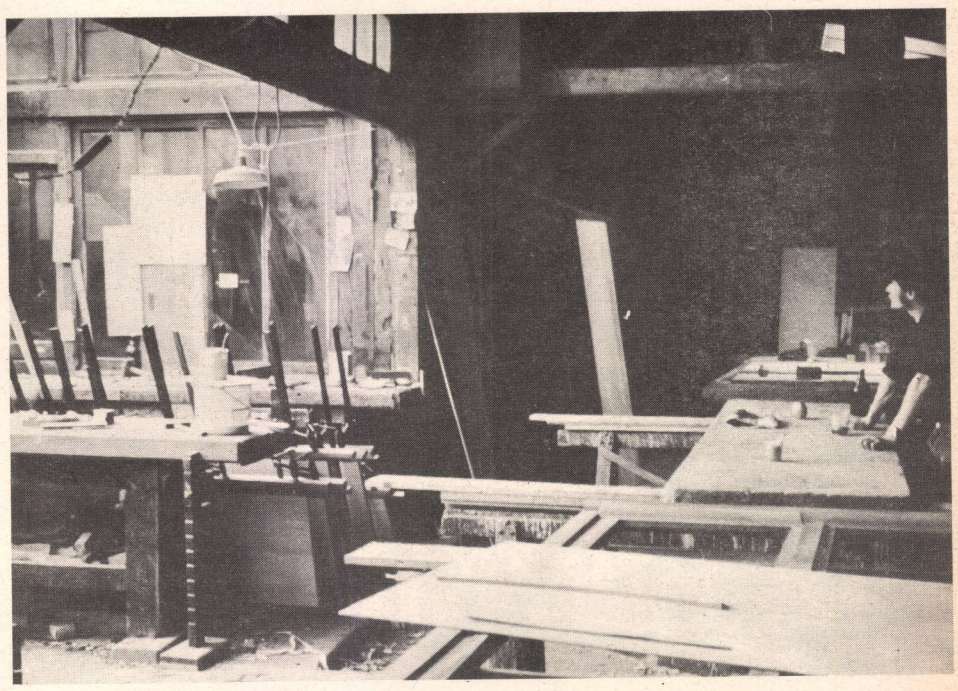
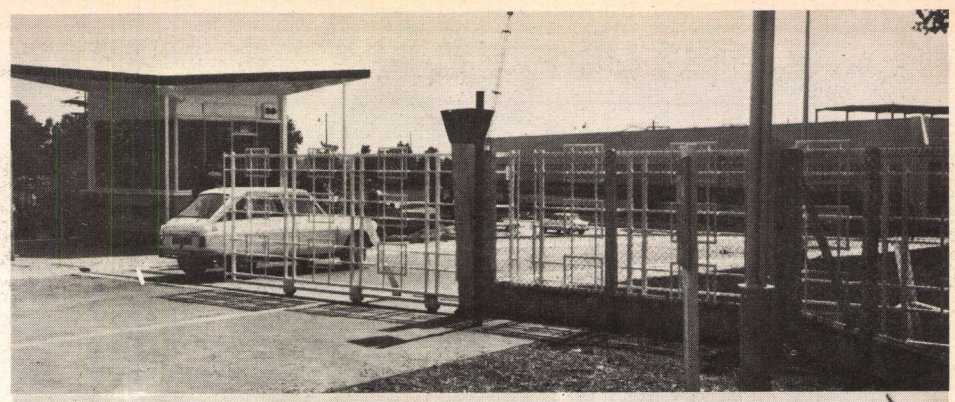
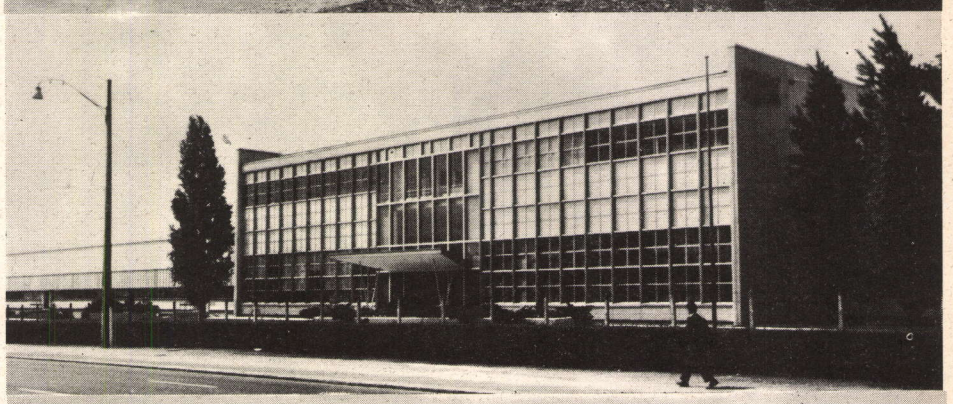


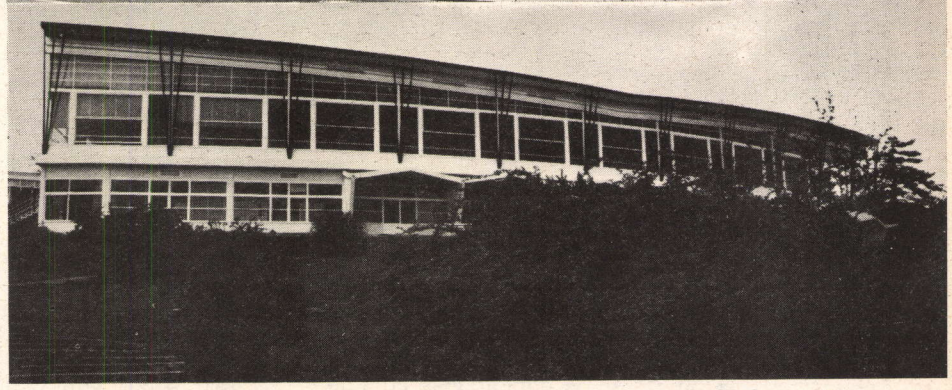
Photo L.O.

I.B.M.

Les dessous d'un grand trust







(Photo L.O.)

I.B.M., pour le grand public, c'est le trust des ordinateurs, des machines électroniques, des calculateurs.

Dans le monde, I.B.M. emploie 258.000 personnes dont 158.000 aux U.S.A. et au Canada. En Europe, il existe dix usines de production. En France, il y a trois usines : Corbeil-Essonnes, 3.500 employés, plus de 500 intermédiaires environ ; Montpellier, avec 1.800 personnes ; La Gaude (près de Nice), 1.000 chercheurs.

Une des plus grosses affaires en France, la neuvième d'après « Entreprise », I.B.M. France est aussi une des filiales la plus importante de l'I.B.M. mondiale.

Corbeil-Essonnes est une usine de production de circuits intégrés, tandis qu'à Montpellier on assemble et on monte certains ordinateurs. Le centre de La Gaude est surtout un laboratoire de recherches. Il faut ajouter à ces centres de productions, 10.000 personnes environ dans les agences, les services administratifs, à l'informatique et à l'inspection. Depuis peu, une usine est en cours d'implantation près de Bordeaux.

I.B.M. est une entreprise réputée « dure » quant aux conditions de travail. Aussi, lorsque l'on cherche du travail et que l'on se présente à l'I.B.M...

L'EMBAUCHE

Tous les candidats à l'emploi passent des tests psychotechniques et répondent à un questionnaire de trois cents questions, dont voici un faible échantillon :

— Pensez-vous qu'il est injuste que la fortune soit attribuée à certains dès la naissance ?

— Défendez-vous vos idées ?

— Lorsque vous êtes à une réunion, prenez-vous facilement la parole ?

— Etes-vous meneur d'hommes ?

— Avez-vous peur du contact d'une araignée ?

Après tout cela, on repasse avec le psychologue pour discuter des conditions concrètes d'embauche. La politique d'IBM en matière de salaire est simple : les salaires I.B.M. sont supérieurs à ceux couramment pratiqués dans l'industrie électronique, alors I.B.M. embauche à des qualifications inférieures. On a ensuite droit au couplet social et à l'énumération de tous les avantages maison : la participation, le 13e mois, la 5e semaine de congés payés au bout de dix ans d'ancienneté, les installations sportives, les différents clubs, le prêt habitat, et enfin l'assurance sur la vie gratuite et obligatoire...

SUR LE TAS

Lorsque les nouveaux embauchés furent présentés au directeur, celui-ci leur brossa un tableau optimiste et brillant de la société capitaliste en général, et de l'I.B.M. en particulier. Ce fut l'occasion d'un long discours entrecoupé d'allusions à la vie politique et syndicale en France et dans l'entreprise. Référence fut faite aux bons syndicats qui discutent (S.N.A. et C.F.T.), la C.F.D.T. est présentée comme aventuriste, destructrice, ne sachant pas où aller. La C.G.T. n'a pas trop retenu l'attention de la direction.

Pour défendre la « paix sociale », un argument très cher à la direction et qui revient souvent : « Croyez-vous que les Américains investiraient dans un pays agité par des troubles, où les ouvriers font grève ? » Il est à noter qu'en mai 68 la direction a préféré fermer l'usine plutôt que voir un conflit éclater.

CONDITIONS GENERALES DE TRAVAIL

Entre le salaire de l'O.S. et de l'ingénieur commercial touchant une commission sur la vente ou la location d'une machine, il y a une différence difficilement chiffrable. Toutefois, le salaire minimum est d'environ 1.100 F au bout d'un an de présence. Un professionnel débute à 1.250 F environ, tandis qu'un agent technique possédant le B.T.S. débute à 1.800 F. L'horaire officiel est de 40 heures depuis début octobre. Mais l'horaire réel est tout autre, en production, nous en avons vu dernièrement l'institution des 2 × 12. Toutes ces pratiques ne passent pas aussi facilement que le voudrait la direction, il lui est de plus en plus difficile d'imposer les horaires qui l'arrangent.

Les ateliers sont propres et salubres, car les impératifs technologiques exigent une température constante, un taux de poussière très bas, sinon nul.

Depuis juin 70, les révolutionnaires animent un bulletin dénonçant les conditions de travail et d'exploitation. Ils ont rencontré une certaine sympathie de la part des travailleurs peu habitués à voir la direction dénoncée de la sorte.

La direction a réagi en faisant intervenir la police à maintes reprises contre les diffuseurs. Malgré ces atteintes aux libertés fondamentales d'expression et de presse, le bulletin est diffusé régulièrement. Les idées révolutionnaires feront leur chemin à I.B.M. aussi...

Correspondant L.O.

L'art de la récupération

SUITE à une panne d'électricité, les travailleurs d'IBM ont été renvoyés chez eux avec récupération le samedi. C'est la troisième fois que cela se produit en un mois.

Devant le mécontentement général, la direction ne put manquer de réagir.

Le texte de la note qu'elle a fait parvenir au personnel est un petit chef-d'œuvre d'humour involontaire.

Il a été apprécié comme il se doit...

A plusieurs reprises, l'alimentation en courant électrique de l'usine d'Essonnes a été interrompue, ce qui a eu pour conséquence d'entraîner l'arrêt quasi total de nos activités.

. . . . . .

En plus des problèmes techniques dont je viens de faire état ci-dessus, ces coupures de courant intempestives posent un problème de récupération des heures perdues et par voie de conséquence, de modification de l'horaire habituel de travail.

Je suis bien conscient qu'un changement imprévu de l'horaire de travail est susceptible de provoquer, pour la plupart d'entre nous, une gêne certaine et que, même si ce n'était pas le cas, une diminution de la durée du repos hebdomadaire n'est jamais souhaitable.

Mais je suis persuadé également que tous les membres du personnel sans exception, reconnaissent la nécessité d'une récupération, compte tenu de la charge actuelle de l'usine et qu'aucun d'entre eux ne demanderait à être payé pour un travail qui n'aurait pas été effectué.

C'est pourquoi, tout en respectant le principe énoncé ci-dessus, j'ai pris la décision, après en avoir informé le Comité d'établissement, de réduire dans chaque cas, l'horaire de récupération de deux heures afin de compenser dans toute la mesure du possible, la gêne subie par le personnel.

Je suis convaincu que vous admettrez le caractère à la fois raisonnable et réaliste des dispositions prises pour pallier les conséquences de ces incidents et que vous ferez tout votre possible pour qu'ils ne compromettent en aucune façon la réalisation de nos programmes de production qui conditionnent la livraison, en temps voulu, de nos matériels chez les clients.

Je sais que je peux compter sur vous et je vous en remercie.

ARGENTEUIL :

Main-basse sur le Mini-club

UN groupe de jeunes, travailleurs pour la grande majorité, d'une grande cité de la Z.U.P. d'Argenteuil réclamait en juillet dernier à la mairie (PCF), la possibilité de transformer et d'aménager le Mini-Club du Coudray en un lieu de détente et de rencontre pour tous les jeunes de la cité.

En effet, pour les habitants de la Z.U.P., rien n'a été prévu pour les loisirs et comme le dernier bus part du centre d'Argenteuil, à 2 km de là, à 21 h 30, la population se trouve bloquée à la Z.U.P., cité dortoir.

La municipalité refusait aux jeunes le local inoccupé. Mais comme les vacances approchaient, ces jeunes n'eurent aucun mal à s'en emparer. Depuis, les activités se sont organisées, les jeunes s'occupant personnellement de la gestion pratique et financière de ce qui allait devenir leur club. Un ciné-club allait être mis sur pied lorsque la municipalité, prétextant des bagarres et du bruit qui gênerait les « adultes » (des policiers habitant en majorité le quartier du Mini-Club) prit la décision de fermer le local. En même temps, la municipalité sortit un tract tentant de déconsidérer le Comité de gestion du club qu'elle ne contrôle pas mais qui n'en est pas moins l'expression des jeunes qui fréquentent le local.

La municipalité promet donc une fermeture provisoire mais aussi une reprise en main définitive « sur d'autres bases » comme elle dit.

Les jeunes du Mini-Club ne l'ont pas entendu de cette oreille. En signe de protestation ils ont aussitôt lancé une pétition qui ne tarda pas à rencontrer une grande sympathie de la part des habitants de la cité. Les jeunes du Mini-Club estiment que ce club est leur création et ils entendent qu'il le reste. Jusqu'à ce qu'ils le mettent sur pied, la municipalité qui se dit aujourd'hui soucieuse des intérêts de la jeunesse, avait su faire la sourde oreille aux revendications de cette dernière. Elle n'intervient que pour être agréable à une certaine catégorie de la population de la Z.U.P. qui ne peut voir que d'un mauvais œil les jeunes s'organiser, même s'il s'agit de leurs loisirs, et aussi pour donner d'elle une image, une garantie de « bonne moralité » de « responsabilité ».

Depuis, le Mini-Club a été « repris en main sur d'autres bases ». En bref, il ferme dorénavant à 22 h et pendant les heures de repas, et les jeunes qui y venaient nombreux ont déserté les lieux. La municipalité est arrivée à ses fins.

(Correspondant L.O.)

FEUILLETON

La paix

de

Ernst GLAESER

(Editions Rieder — Presses Universitaires de France)

(7)

RESUME

L'action de ce roman se déroule en novembre 1918, dans une petite ville d'Allemagne. L'empereur Guillaume II vient d'abdiquer et de s'enfuir. Le héros, jeune étudiant issu d'un milieu bourgeois discute avec les soldats en faction à la gare. Ils viennent d'apprendre la nouvelle, alors que la ville entière l'ignore encore. Pour les soldats, c'est la fin de la boucherie, c'est la paix tant souhaitée, c'est-à-dire le retour prochain dans leur foyer. Pour le jeune lycéen, influencé par les idées socialistes de son précepteur, Adalbert König, c'est le début d'une période exaltante dont il ne comprend pas bien le sens.

Le lendemain, en ville, les esprits sont en effervescence. La foule se rassemble devant la mairie, en attente. Les discours commencent. Tout d'abord intervient l'avocat Hoffmann, vieux politicien social-démocrate qui, durant toute la guerre, a été partisan de l'union sacrée autour de l'empereur, et qui aujourd'hui annonce, avec un soupçon d'inquiétude, l'avènement de la République allemande ; la République des ouvriers, des bourgeois et des paysans, tient-il à préciser. A sa suite, Adalbert König, militant socialiste révolutionnaire s'adresse à l'assistance. Passionnément il explique que la fin de la guerre, ce n'est pas la fin de la misère, car ce n'est pas la fin de l'exploitation capitaliste. Il conclue son intervention par un vibrant appel au prolétariat pour qu'il s'empare du pouvoir, en instaurant sa dictature.

Immédiatement, un Conseil d'ouvriers et de soldats se constitue. Dans la ville, une lutte sourde s'engage entre les éléments bourgeois et petits-bourgeois de la population d'une part et les ouvriers de l'autre.

Devant la façade de l'Hôtel de ville, les groupes de petits-bourgeois passaient et s'en allaient comme les mailles d'un bas qu'on aurait défait. Ils avaient l'air satisfait, beaucoup interpellaient une personne de connaissance d'un trottoir à l'autre. On pouvait même voir déjà une fleur rouge à la boutonnière de quelques confectionneurs juifs ; ceux-ci offraient des cigarettes aux ouvriers. Ils étaient gais comme des écoliers à qui on a donné un jour de congé et leur façon de saluer participait de la dévotion et de l'enthousiasme. Un d'eux alla jusqu'à crier à une femme d'un certain âge qui passait : « Eh bien ! la mère... » mais il se fit aussitôt tout petit quand un matelot survint, qui lui enjoignit de faire place d'un ton impérieux. Il sauta aussitôt du trottoir sur la chaussée et considéra le matelot de ce même regard de chien fouetté qu'il avait eu autrefois en faisant la révérence à un officier.

Toutes les auberges avaient déjà ouvert leurs portes. Sur les bancs au-dessous des fenêtres ouvertes, en colonnes désordonnées, on voyait une multitude de verres de bière à l'écume mate, desquels émergeaient des bouteilles d'eau-de-vie de grain dont les soldats emplissaient leurs quarts en passant. M. Silberstein, qui se tenait à proximité, les invitait tous, les uns après les autres.

A ma droite, sur une borne kilométrique, était assis un sergent-major. Il avait ôté sa tunique et l'avait étendue sur ses genoux. Il était occupé à détacher avec son canif les liserés d'argent du col ; avec précaution, pour ne pas entamer l'étoffe, il enleva les pattes d'épaulettes, puis, d'une pression des doigts, il fit sauter la cocarde de son képi. Quand il eut fini et qu'il eut remis sa tunique, un ouvrier, portant un petit panier, s'avança vers lui et lui épingla sur la poitrine, entre le troisième et le quatrième bouton, une rose de papier rouge. Le sergent-major, que je connaissais, était un étudiant en histoire de l'art, qui, à cause du mauvais état de ses nerfs, avait été affecté au service de la défense aérienne de notre ville.

Il embrassa l'ouvrier ébahi en l'appelant « mon frère ». Quand il se mit à réciter des vers, le prolétaire prit la fuite.

Dans les rues régnait une atmosphère de grande fête, surtout parmi les petits-bourgeois qui s'étaient groupés aux carrefours. Ce mot paix, ils le prononçaient maintenant avec la même ferveur qu'ils avaient prononcé le mot guerre quatre années auparavant. Aux discours qu'ils tenaient, je m'aperçus qu'aujourd'hui comme autrefois ils s'en remettaient aux autres pour le travail et les décisions. Quand ils disaient, il y a quatre ans : notre armée... n'était-ce pas la même chose qu'aujourd'hui quand ils disent : notre classe ouvrière consciente de sa responsabilité ?... Ils étaient commerçants ; car dès qu'il arrivait quelque chose ils n'avaient qu'une pensée : nos affaires iront-elles mieux ?

Kloth, le marchand de meubles, n'avait-il pas dit que la paix entraînerait la suppression de la contrainte imposée à la vie économique... ? M. Silberstein n'avait-il pas expliqué que la paix, c'était tout le commerce libéré de ses entraves ? Engelmann, le droguiste, ne soutenait-il pas que la pire des choses pendant la guerre c'était la surveillance exercée par les autorités ? Sur quoi il se répandit en invectives contre la municipalité et partit d'un élan révolutionnaire si beau en apparence qu'il entraîna tout le monde. Sans aucun doute, il en était parmi ces gens qui avaient perdu leurs fils, leurs neveux devant Verdun, sur la Somme ou en Galicie — mais ils avaient supporté ces pertes virilement : des pleurs et un profond ébranlement de leur poids spécifique... Ce ne fut qu'à partir du jour où la guerre paralysa leurs affaires et supprima leur marge de bénéfice, allant même jusqu'à mettre obstacle à leur vente, qu'ils commencèrent à s'insurger contre cette folie meurtrière. Un d'eux ne disait-il pas tout près de moi : « La Révolution est la messagère de la paix » et n'entendis-je pas cette réponse : « Oui, et nous allons enfin avoir du repos ». Trois ans durant, ces gens avaient cru à la haute destinée du peuple allemand, mais ce fut seulement à partir du jour où leurs affaires se mirent à péricliter, qu'ils se déclarèrent pour une entente avec ces ennemis qu'hier encore ils parlaient d'écraser ; pour la cession de l'Alsace et de la Lorraine... uniquement afin de pouvoir conserver leur petite boutique ; et finalement, pour la révolution, parce qu'ils étaient contre la municipalité.

J'abandonnai le trottoir pour me diriger vers la cour de l'Hôtel de ville. Les battants de ses portes étaient grands ouverts, et à l'intérieur de la cour, sur les marches rouges de l'escalier et sur les timons des charrettes, étaient assis des soldats sans armes et des ouvriers armés. Ils se jetaient des raves tombées d'une des charrettes. Les soldats surtout manifestaient une joie très vive à se balancer sur les timons et à lancer leurs képis en l'air. Sans doute ces jeux leur avaient-ils été longtemps défendus.

A droite du fond, dans un coin et tout près d'une petite fontaine, un groupe très dense de jeunes recrues de dix-huit ans appartenant au bataillon de réserve jouaient au « Schinkenklopfen », mais au lieu de se frapper mutuellement les cuisses et le derrière avec les mains, ils employaient à cet effet leurs ceinturons.

Ils riaient et ne portaient pas de cocardes.

Tout à coup quelqu'un cria :

— Place !

De la rue arrivaient, roulant avec fracas pardessus le seuil, tirées par les ouvriers, trois grandes charrettes pleines de conserves. Parmi les convoyeurs se trouvaient plusieurs femmes. Leurs mains maigres saisissaient les rayons des roues couverts d'immondices et pendant que tous ensemble, au bruit cadencé de leurs cris, faisaient rouler les charrettes dans la cour, les autres ouvriers et les soldats hurlaient :

— Enlevez tout ! Enlevez tout !

Les charrettes furent poussées devant une grande table de l'étal où on les fit basculer pour les vider. Avec un bruit mat de fer blanc les boîtes de conserves roulèrent sur le bois ; quelques-unes bondirent en l'air et tombèrent en s'entrechoquant sur le sol.

Aussitôt, trois des ouvriers armés qui se tenaient prêts à toute éventualité se mirent en faction pour empêcher les femmes qui procédaient au triage des boîtes d'en escamoter une. Ils prétendaient que ces chargements de vivres appartenaient au peuple... que la distribution devait en être organisée et qu'à cet effet on allait instituer une commission.

Les femmes baissèrent la tête et les surveillants leur ordonnèrent de placer les boîtes en pyramide sur la table comme si on y préparait une exposition. En dépit de la faim qui les torturait, les malheureuses se soumirent à l'ordre de la Révolution et se mirent à construire la pyramide. Après quoi, elles s'essuyèrent les mains, rajustèrent leurs fichus sur leur tête et considérèrent les conserves.

Elles lisaient les étiquettes à voix basse, en jetant un coup d'œil timide autour d'elles.

— Poulet au riz, chuchota l'une.

Deux des surveillants firent le dénombrement des boîtes et en dressèrent aussitôt la liste. Lentement les femmes battirent en retraite jusqu'à la muraille du côté est de la cour où elles restèrent debout en un groupe silencieux, considérant ces pyramides de vivres comme si elles en avaient été séparées par la vitre épaisse d'un magasin d'épicerie.

J'étais appuyé à la gauche de la porte, quand je me sentis tout à coup tiré de côté par une main invisible. Au-dessus de moi tonna la voix menaçante d'un soldat :

— Attention, sacré nom !

Je chancelai contre la porte, je m'aplatis contre le bois badigeonné de vert, le cou tendu, la tête haute... au même instant passait à quelques centimètres de moi, avec un formidable bruit de roues, un lourd chariot qui entrait dans la cour. Il était traîné par deux alezans qui portaient à leur frontal l'œillet rouge de papier.

Ce chariot n'était pas un chariot ordinaire, mais un de ces véhicules qu'on emploie pour le transport du bétail destiné à l'abattoir. Il était haut et ajouré de tous les côtés.

Par les ouvertures on apercevait des os, des os auxquels adhérait de la chair. Des moitiés de bœuf qu'on avait scié et dont les sabots étaient encore couverts d'un poil brun, des moitiés de têtes de porc, dont l'œil unique avait l'air de porter un monocle. Sur les parois pendaient, telles des lambeaux de tapis, des oreilles de lièvres. Elégantes et fines pointaient vers le ciel les pattes d'un chevreuil, tandis que la garniture des poils blond clair de l'anus de la bête pendait un filet de sang.

Sur la paroi extérieure se balançait, comme les pensées d'un rêve inachevé, une rangée de perdrix, tandis qu'au-dessus du siège du cocher se dodelinait le bloc bonasse d'une tête de vache... Toute l'atmosphère était saturée d'une écœurante et fade odeur de mort.

D'un vigoureux coup de poignet le cocher avait arrêté ses chevaux. Il se dressa sur son siège, étendit les bras, fit signe de son calot, puis, avec un geste détaché, sauta à terre en riant.

— Camarades ! s'écrièrent les ouvriers, et les soldats se mirent à se battre les cuisses en cadence.

— Y a du bon, hein ? répétait le cocher avec un gros rire en empoignant par sa manche un des surveillants armés.

— Fiche-moi ça de côté... ajouta-t-il-en secouant l'homme par la courroie de son fusil... on n'a plus besoin de c't engin... Maintenant on va se caler les joues...

— De la viande, répondirent les femmes qui s'étaient approchées en hésitant.

Le cocher fit comme s'il portait quelque chose à sa bouche, claqua de la langue et, d'une voix attendrie, comme s'il eût chanté, il ajouta :

— Et ça n'est pas encore tout...

Il jouit avec une satisfaction non dissimulée du silence qui s'était fait autour de lui, puis, étant remonté sur le siège, il saisit l'arrière-train du veau abattu et, avec une rapidité et une force qu'on ne lui eût pas soupçonnées, il le chargea sur son épaule droite.

C'était lui, l'homme simple, debout sur son chariot, le vrai porte-drapeau de la Révolution.

La mince graisse du veau luisait, blême et gluante à la clarté du matin ; la chair devenue mate par son long séjour dans le frigorifique, s'était ratatinée comme le visage d'une femme vieillie avant l'âge.

Comme un voyageur qui, après une longue marche à travers les champs stériles et une forêt d'arbres morts, se trouverait tout à coup dans un vallon couvert d'une végétation luxuriante, où les méandres argentés d'un ruisseau s'uniraient agréablement aux rubans de fumée des habitations humaines et où l'odeur du lard se mélangerait lentement aux suaves émanations d'un bosquet de pins aux teintes d'azur, tandis que les grands disques des tournesols vireraient invisiblement comme la terre dans le riche jardin paysan et que de l'écluse d'un ciel vespéral s'échapperait le lumineux torrent d'une volée de

pigeons..., ainsi rayonnait le visage du cocher quand, son demi-veau sur l'épaule, à la manière d'un drapeau, il cria à la foule incrédule :

— Mais oui, aujourd'hui même je vais encore vous amener du dépôt de vivres cinq fourgons comme celui-ci et huit charretées de pain...

On eût dit, à voir les têtes se grouper, qu'un éclair frappant horizontalement tous ces êtres humains venait de les river les uns aux autres.

— Six wagons de pommes de terre attendent à l'heure qu'il est à la gare des marchandises.

— Quatre-vingts sacs de riz sont à l'entrepôt.

— Et de la margarine, du miel artificiel, vous en aurez tant que vous en voudrez...

Dans la foule, silence.

Le cocher fit chavirer l'arrière-train de son veau sur le monceau de viande sauta à terre et donna de la paille à ses chevaux.

Les surveillants furent les premiers à se remettre. Sous la conduite d'un sergent-major ils marchèrent vers le fourgon, se postèrent entre la viande et les yeux de ceux qui la considéraient. Leurs visages étaient aussi creux que le canon de leurs fusils.

— Place ! ordonna le sergent-major, et il fit repousser les femmes par les surveillants. Ensuite, se tournant du côté du cocher, il sortit un carnet de sa poche et du ton d'un homme qui a qualité pour dresser procès-verbal il s'adressa au charretier occupé à rajuster les œillets de papier rouge de ses chevaux : « Combien de quintaux de viande ? »

— Hm ! de la viande, répondit le cocher qui se mit à rire dans sa barbe.

— Oui, mais combien de quintaux ? — Le sergent-major tirait déjà des lignes sur son papier.

— Je ne l'ai point pesée... Je me suis contenté de l'enlever pour que vous ayez quelque chose à bouffer...

— Au nom du Conseil des Ouvriers et des Soldats, s'écria-t-il, je saisis le chargement. Je vous rends responsable de chaque morceau de viande, de chaque livre qui manqueront.

Le cocher, bouche bée, était resté patiemment devant lui, tenant d'une main une botte de paille à laquelle mordait un des chevaux, tandis que de l'autre il faisait pencher son calot.

— Mais je croyais que maintenant on en avait fini de toutes ces...

Le sergent-major lui ordonna de dételer les chevaux. Le cocher haussa les épaules et prit un air renfrogné.

— Eh bien ! si c'est comme ca, je vas ramener toute c'te bidoche d'où qu'elle vient...

Un cheval lui lécha la main.

— Dételez les chevaux.

Le sergent-major criait comme s'il eût commandé à sa section un exercice d'assouplissement. Son visage était devenu cramoisi.

Serait-ce peut-être la couleur des temps nouveaux ? me dis-je.

Deux ouvriers en armes s'avancèrent vers le cocher qui, de sa botte droite, dispersait le tas de crottin que sa bête, en dépit de tous les ordres, venait de laisser choir, et le prirent par les épaules en l'appelant camarade.

— Ecoute, camarade, c'est seulement à cause de l'ordre, tu comprends ?

— Faites ce que vous voudrez, répondit le cocher, qui mit son calot sur l'autre oreille, donna une tape sur le col amaigri d'un des alezans, puis, ayant fait deux ou trois mètres en traînant la jambe, se campa, les épaules rentrées, devant le mur à clair badigeonnage de la mairie et y lâcha son eau.

Le sergent-major fit néanmoins compter les morceaux de viande par les ouvriers, nota les chiffres dans son carnet, et, après avoir posté un factionnaire auprès du fourgon, se dirigea vers l'Hôtel de Ville de l'air d'un homme conscient de sa lourde responsabilité, pour mettre les vivres confisqués à la disposition des autorités nouvelles.

Ayant terminé sa « petite commission », le cocher était allé du côté des femmes. Elles l'entourèrent aussitôt et le cachèrent aux yeux des surveillants. Quelques-unes lui tâtaient les bras comme s'il se fût agi d'un rable de chevreuil. Une jeune femme, qui portait un fichu rouge, vint se frotter à son épaule en lui demandant, la bouche entr'ouverte, si « tout cela était de la bonne viande ? »

— J'pense bien, et même qu'elle vient du dépôt réservé au mess des officiers, répondit tranquillement le cocher en se dirigeant, suivi par les femmes, vers son attelage.

Il souleva la jeune femme et la déposa sur le siège pour qu'elle pût se convaincre en tâtant elle-même les morceaux. « Eh bien ? fit-il ».

— De première, répliqua-t-elle, et bien découpée.

Mais les ouvriers-factionnaires leur dirent que quiconque essaierait d'en emporter serait arrêté ; que cette viande était la propriété de tous. Et ils se postèrent l'arme au pied, devant la charrette comme s'ils avaient eu à veiller sur un transport d'or de la Banque d'Empire.

A petits pas le cocher et les femmes se retirèrent dans l'encoignure gauche de la cour et d'une voix forte l'homme s'écria : « Si cette viande et tout ce que j'amènerai encore ici ne vous est pas distribué dans une heure, il n'y a pas de révolution, mais seulement un autre nom pour la cochonnerie d'autrefois ».

—Est-ce que tu as aussi de la graisse ? demanda une vieille femme.

— Parbleu ! et de la graisse pour les rôtis encore.

Le cocher sourit malignement en clignant des yeux.

Puis il ajouta : « Et du schnaps pour quand ça devient trop gras ». Ce disant il sortit un flacon de fer blanc et en appuya le goulot contre la bouche de la jeune ouvrière dont il se mit à peloter les seins comme si on eût été à la kermesse.

— Ah ! mon vieux ! dit la femme en avalant plusieurs gorgées et en s'abandonnant au creux de son bras à demi replié. Bientôt le flacon passa de mains en mains et quand, après de longs efforts, le cocher eut extrait de sa poche un morceau de lard qu'il se mit à découper sur la pierre en petits cubes, les femmes eurent un rire enroué et leurs yeux se portèrent sur la charrette qui faisait l'objet d'une garde spéciale. Pendant ce temps le cocher faisait disparaître la plupart des petits cubes dans la bouche de la jeune ouvrière.

— T'en es un type, toi, dit-elle, et sa poitrine se dressa, pointue. Encore une fois les femmes s'avancèrent timidement, par saccades, vers le fourgon. « Allons ! soyez donc raisonnables », leur disaient les surveillants en les nommant « camarades ». Mais les femmes n'avaient point envie d'être raisonnables : elles continuaient, silencieuses, à braquer leurs yeux sur le tas de viande.

Et pendant que leurs regards avides voyaient déjà taillée en morceaux cette avalanche de chair si jalousement gardée, et que leur imagination leur représentait chaque ration fendant l'air sous la forme d'une grasse hirondelle, comme s'il fallait s'attendre à un rassasiement aussi substantiel que la terre après une abondante pluie d'été, — un lourd camion-automobile entra dans la cour d'un formidable élan qui l'emporta d'un coup presque par-dessus le caniveau.

Il vacilla et grinça sur ses ressorts. Il avait le dos voûté comme par une grosse bosse. Et par-dessus cette bosse une grande bâche grisâtre.

— Ah, ah ! voilà mon copain ! s'écria le cocher qui, s'évadant du flot houleux des femmes, se précipita vers l'auto ; et avec une rapidité et une sûreté de main que son enthousiasme seul pouvait lui donner, il défit la grande toile grise.

Une pyramide de pairs se détacha dans cette clarté matutinale. Les femmes demeurèrent en place, figées.

— Halte ! lança un des gardes en courant vers l'auto au sommet de laquelle, juché sur les pains, le cocher se démenait comme un diable.

Au même instant arrivèrent de la rue un sifflement éperdu, des cris et les appels énervés d'un klaxon d'auto. On percevait distinctement le bruit sourd d'une foule automatiquement poussée en avant, le mouvement giratoire des groupes tourbillonnants, des signaux donnés au sifflet et des commandements brefs lancés par de sombres voix d'homme.

A ces rumeurs se mêlaient un piétinement sourd et, de temps à autre, des éclats de voix, des ordres, le coup de trompe d'une auto. On eût dit que la foule glissait dans la direction du nord vers un point où convergeaient les coups de sifflets et les voix irritées, comme au paroxysme de la fièvre.

Une seconde les surveillants s'immobilisèrent comme des formes de verre qu'on vient de souffler. Le soldat, sur sa pyramide de pain, ne bougea plus. Seul le moteur de l'auto-camion arrêtée continuait de vrombir.

Sur l'escalier de l'Hôtel de ville cinq matelots se précipitèrent en avant, carabines armées, et lancèrent un ordre qui tomba lourdement :

— Dégagez la rue !

Ils percèrent un étroit sillon dans la foule en s'aidant de leurs crosses. Derrière eux venaient des ouvriers en armes.

Et parmi eux Adalbert König.

— Dégagez la rue !

Cet ordre s'enfonça entre les maisons, déchira la foule qui eut l'air de voltiger contre les façades comme un essaim de chauves-souris effarouchées et qui, dans l'aphonie de sa frayeur, se mit à pousser des cris semblables à de l'émail qui volerait en éclats. Parti comme une éjaculation d'énergie virile, le commandement avait traversé les groupes des petits-bourgeois qui fuyaient avec les autres, et s'était élargi, devant la courbe que formait le haut de la rue, en une sorte de digue bleuâtre qui arrêta sur place le flot tumultueux de la foule.

Là, formant cordon, se dressait un mur d'hommes en uniformes gris-verts.

Je m'étais installé sur le poteau droit du portail, dont le sommet était aplati et qui, grâce à l'angle saillant formé par le coin de l'Hôtel de ville, présentait un abri sans intercepter la vue. Au-dessous de moi les surveillants en armes se précipitaient hors de la cour, suivis de quelques soldats ; et le crémier Volk, agitant les bras comme des ailes de pingouin, criait : « Attention ! Attention ! on va tirer ! » Sous mes pieds sautillaient des figures ballottées en tous sens autant par la peur que par la curiosité.

C'est ainsi que doit bouillonner le verre en fusion, comme cette foule dont les différents groupes ondulaient en se confondant. Chaque mouvement se voyait distinctement, mais il était impossible de savoir quel aspect il prendrait l'instant d'après.

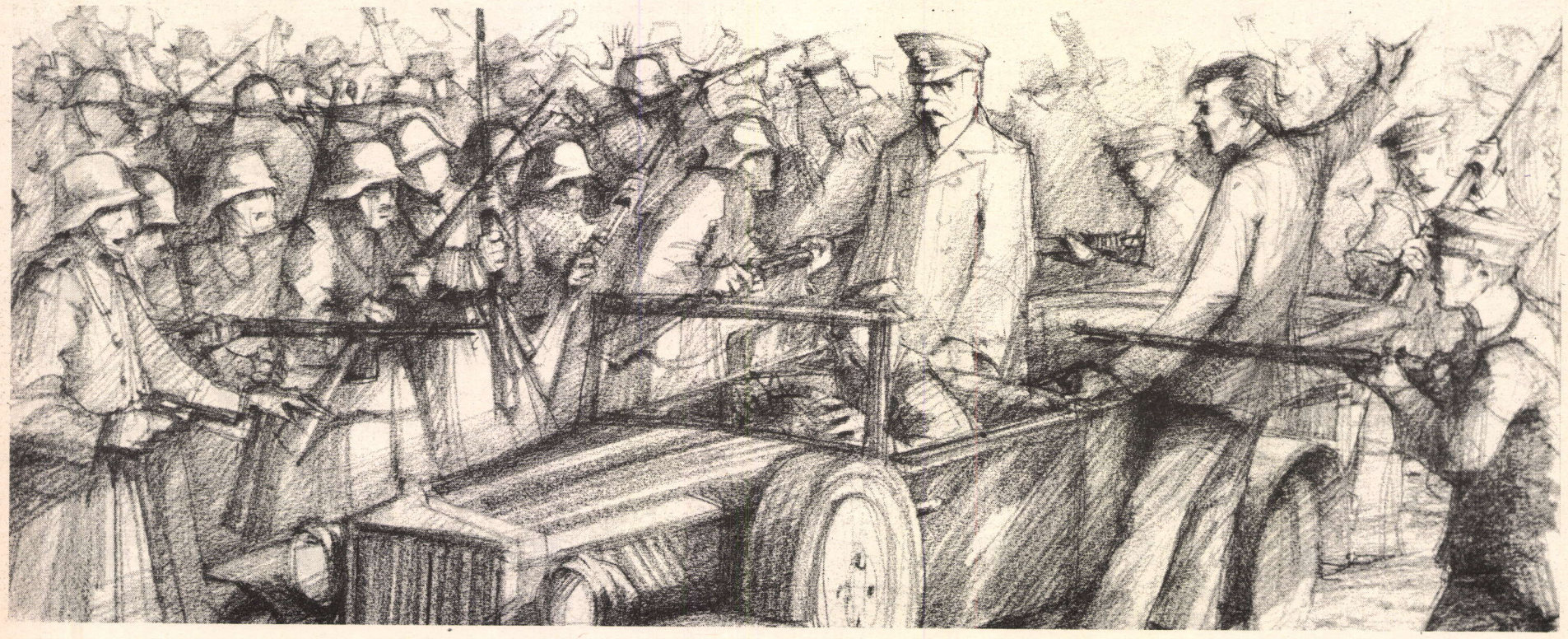
Le cocher était toujours juché sur sa pyramide de pains et derrière lui, muraille muette, les femmes.

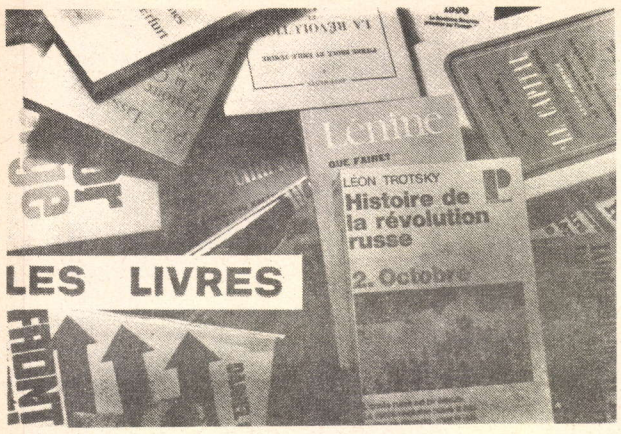
Et voilà que tout à coup le beuglement d'une auto, un beuglement sourd et continu, passa au-dessus de tous ces corps qui se pressaient et se bousculaient. Il tournoya au-dessus de la foule aux mille pieds comme le sévère avertissement d'une loi qu'on aurait oubliée. De même qu'une tour avant de s'écrouler doit sans doute tourner dans le vide, ainsi ce cri formidable plana au-dessus de ces masses agitées. Il se fraya un passage à travers l'air mat du matin, roula au-dessus des têtes des hommes qui marchaient là en bas, se fracassa contre les façades des maisons bourgeoises et s'enfonça dans la lourde humidité automnale des jardins environnants.

Je vis une auto dans laquelle se trouvait un officier debout.

Son manteau gris-argent au col intérieurement doublé de rouge tranchait sur l'indigence des autres uniformes comme une bonne tradition sur une mauvaise éducation. Et l'immuable moustache blanche de l'homme contrastait avec la grisaille de ces petits bourgeois gonflés d'enthousiasme révolutionnaire, comme une bonne et franche erreur avec une vérité à demi comprise.

à suivre..





LE CIMENT

de Fedor GLADKOV

C'EST en 1925 que fut publié la première fois, en URSS, ce roman, le premier, dit-on, consacré à l'édification de l'économie socialiste.

Le titre, « le Ciment », montre en effet quel personnage principal l'auteur a voulu décrire : une usine, dans une ville de province.

Mais le roman nous montre bien plus que cette usine.

En 1921, Glieb Tchoumalov, combattant de l'Armée Rouge, rentre chez lui : c'est pour y trouver l'usine, centre économique de la ville, en ruine — et sa femme, Dacha, transformée par la vie militante, étrangère.

Après les difficultés de la guerre civile, ce sont d'autres difficultés : pour remettre en marche l'usine, il faut passer outre le découragement, les décisions des organismes économiques du Parti, il faut mettre les ouvriers au travail. La révolution n'a pas changé tous les hommes, elle n'a trempé que ceux qui ont combattu pour elle.

Les difficultés personnelles non plus ne manquent pas. Les rapports entre les hommes, ceux entre les hommes et les femmes surtout, ont changé — au moins pour certaines. Si l'amour n'a pas disparu, les anciens liens de subordination de la femme à son mari n'ont plus, entre militants, de raison d'être ; et il est difficile, douloureux, d'établir de nouveaux rapports.

De toute façon, il y a bien peu de temps à consacrer à la vie personnelle. Les problèmes politiques également déchirent. La NEP doit permettre de reconstruire l'économie, mais n'avantage-t-elle pas d'abord les profiteurs, les bourgeois ? Il faut construire, mais pourquoi le Parti est-il obligé de combattre les ouvriers ? L'épuration est nécessaire, le camarade Lénine l'a dit, mais ne touche-t-elle pas, à tort, certains camarades parmi les plus dévoués ?

Faire la révolution, se battre sur les barricades ou sur le front, était plus simple. C'est le mérite de ce roman de nous montrer, sans fard, les difficultés des premières années de la révolution, de nous montrer aussi des militants en proie au doute, au découragement, pétris de qualités et de défauts. Bien sûr, les deux héros principaux, Tchoumalov et sa femme se ressaisissent toujours, eux. Mais certains militants fort capables sont personnellement antipathiques et sans scrupules, tandis qu'un des personnages, Polia, exclue pour romantisme petit-bourgeois — elle regrette la période révolutionnaire, n'arrive pas à s'adapter à la vie de comité, à la NEP, à Cronstadt — attire au contraire la sympathie, la compréhension.

Roman écrit à la gloire des militants, de la lutte pour la production, le « Ciment » est révélateur sur bien d'autres plans.

La main-mise de la bureaucratie sur l'Etat, sur le Parti, est tout aussi évidente que l'émergement, pendant la période révolutionnaire, de cadres, issus de la classe ouvrière ; en 1921, le Parti semble se ressaisir ; c'est ce que laisse supposer la fin du roman, où les bureaucrates les plus marquants sont déplacés ou exclus, tandis que sont réintégrés certains ouvriers.

Révélateur, ce roman l'est aussi d'une certaine mentalité, parmi les militants.

La seule chose qui compte, pour eux, c'est ce qui se passe dans leur ville. L'avenir de la révolution, pour eux, se réduit à l'avenir de la production.

Intéressant, plein de chaleur humaine, contrastant avec les personnages tout d'une pièce, des romans du « réalisme soviétique », ce roman est à lire et à faire lire.

Il faut cependant dire que le roman est quelquefois difficile à suivre pour ceux qui connaissent mal l'histoire des années 1917-1921 en Russie, l'épuisement de la classe ouvrière, « l'opposition ouvrière » au sein du parti bolchévik, les problèmes de la démocratie à l'intérieur du Parti, Cronstadt, la N.E.P. — en bref, l'ensemble des problèmes posés par la guerre civile et l'isolement de la révolution russe.

S. Friedmann.

DANS LES LIBRAIRIES

Yves Bénot :
Diderot, de l'athéisme à l'anticolonialisme. *Maspéro, 18 F.*

Maurice Dommanget :
Sur Babeuf et la conjuration des Egaux. *Maspéro, 24 F.*

Maurice Dommanget :
Blanqui. *EDI, 9,50 F.*

Christian Castéran :
Guerre civile en Irlande. *Mercure de France, 15 F.*

Samir Amin :
L'accumulation à l'échelle mondiale. *Anthropos, 40 F.*

Samir Amin :
Le Maghreb moderne, *Editions de Minuit, 18 F.*

Mahmoud Hussein :
La lutte de classes en Egypte de 1945 à 1968. *Maspéro, 20 F.*

Jean Robinet :
Les paysans parlent. *Flammarion, 18 F.*

Jean Bron :
Histoire du mouvement ouvrier Français (t. 2, 1884-1950). *Editions ouvrières, 24 F.*

Le doigt sur la gazette

Les C.D.R. de Dijon et le péril jaune

Les Dépêches **de Dijon publiaient le 16 octobre le communiqué suivant du C.D.R. local :**

Le C.D.R. de Dijon communique :
Sous le masque d'un « cercle d'étude lycéen », l'Alliance des jeunes pour le socialisme organise une série de conférences à l'hôtel des sociétés. La première est donnée cet après-midi. Des tracts ont abondamment été distribués hier matin à la sortie des principaux établissements scolaires de la ville. Le C.D.R. s'étonne une fois de plus que la loi, qui interdit la diffusion de tracts aux portes de ces établissements, soit ainsi bafouée sans qu'interviennent les services de police.

Ces conférences sont avant tout un moyen de recruter des adhérents pour l'A.J.S. Cette organisation révolutionnaire pro-chinoise regroupe, sous un sigle nouveau, tous les anciens militants des mouvements extrémistes dissous. Tour de passe-passe enfantin, mais qui permet à ces enragés de revendiquer — en toute légalité — une salle de l'hôtel municipal des sociétés.

Les dirigeants de l'A.J.S. suivent des stages périodiques de formation, aux frais de Pékin. Tel l'un des responsables dijonnais, dont le C.D.R. s'étonne de le voir prendre une part active à la gestion d'une maison de jeunes et de la culture. Démonstration supplémentaire du noyautage de celles-ci.

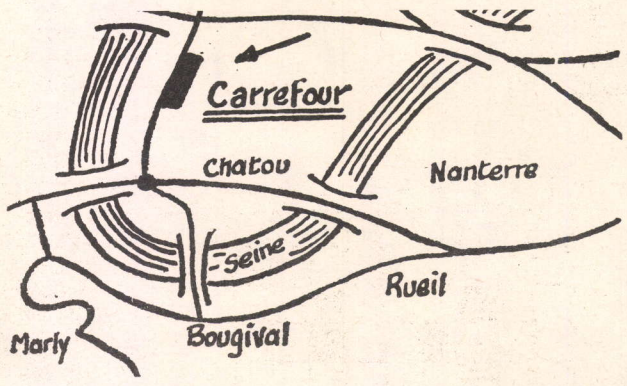
Le C.D.R. de Dijon en appelle à la vigilance des parents. L'endoctrinement sournois des enfants se poursuit hors des lycées ou facultés. Il faut faire échec à toutes ces tentatives de démoralisation de notre jeunesse.

Le C.D.R. de Dijon, conscient d'exprimer une fois de plus la voix de la « majorité silencieuse » demande aux pouvoirs publics jusqu'à quand ils tolèreront, de la part de révolutionnaires qui se déclarent eux-mêmes hors la loi, une aggression permanente contre la République.

Ils sont vraiment c... à ce point-là, ou ils font semblant ?

La presse du P.C.F. et les traditions révolutionnaires

carrefour Montesson à 15 minutes de chez vous



1500 places de PARKING ● ESSENCE et SUPER 6 centimes Moins Cher ● LAVAGE minutes 3 F la voiture ●

La Révolution d'Octobre se passe cette année à carrefour - Montesson

Publicité parue dans « La Renaissance du Val-d'Oise », hebdomadaire de la Fédération du Parti communiste français, du samedi 17 octobre 1970

Cinéma

CROMWELL

de K. HUGUES

1640, il y a un peu plus de trois siècles. Cette année-là commence en Angleterre la première révolution démocratique bourgeoise de l'histoire.

Afin de faire face aux Ecossais révoltés qui envahissent le pays, le roi Charles I^er^ doit lever une armée, et pour cela obtenir d'abord les fonds nécessaires. Le souverain hésite : va-t-il se procurer l'argent par la manière forte, comme il est parvenu à le faire jusqu'à présent ? Mais ne risque-t-il pas alors la révolte d'un peuple et d'une bourgeoisie exaspérés ? Ou bien se résoudra-t-il, comme le veut la loi, à réunir le Parlement pour que celui-ci vote les nouveaux impôts indispensables ?

Charles I^er^ ne peut éviter cette dernière solution, et ce qu'il craignait se produit : le Parlement, dont le roi se passait depuis de longues années, exige, avant de renflouer les finances royales, de voir son pouvoir garanti. Charles I^er^ refuse de limiter l'absolutisme du roi, et finit par dissoudre cette Chambre insoumise. Mais la majorité des parlementaires, bourgeois ou gentilhommes campagnards, comme l'obscur député Olivier Cromwell, refusent de se séparer. C'est la guerre civile qui commence.

Malheureusement, l'armée du Parlement, mal commandée, composée de gens du peuple inexpérimentés et peu disciplinés, se fait battre par les troupes royales.

Devant cette situation catastrophique, Cromwell rentre sur ses terres et lève une petite armée populaire qu'il entraîne et discipline soigneusement. Bien que supérieures en nombre, les troupes royales sont vaincues de façon décisive par les « côtes de fer » cromwelliennes. Et voilà Cromwell, qui vole de succès en succès, qui devient le chef suprême de l'armée du Parlement.

Après sept années de guerre, Charles I^er^ est enfin fait prisonnier. Mais la haute bourgeoisie ne veut pas lui faire de mal et le Parlement n'en finit pas de négocier avec lui de laborieux compromis. Ni Cromwell, ni les autres parlementaires ne conçoivent de régime sans roi. Cromwell lui-même y va de sa proposition de compromis.

Mais alors, dans le peuple on s'agite : pourquoi s'être battu si c'est pour conserver un souverain détesté ? L'armée conteste dangereusement la politique de l'état-major et du Parlement. Cromwell doit alors rétablir l'ordre dans l'armée, mais aussi puisque Charles I^er^ refuse décidément toute proposition raisonnable, faire juger, condamner, et exécuter le roi. L'Angleterre — nous sommes en 1649 — est devenue une République.

Cependant, le peuple ne va pas tarder à déchanter : la haute bourgeoisie ne gouverne guère mieux que ne le faisait le roi. Le Parlement est devenu le lieu de toutes les corruptions et de tous les privilèges. Devant le renouveau d'agitation populaire et l'incurie parlementaire, une délégation de députés propose à Cromwell de reprendre la couronne. Celui-ci refuse avec indignation. Pourtant, lorsque le Parlement qui siège depuis treize ans tente de se redonner un nouveau bail de trois ans, Cromwell intervient. Il reproche au Parlement de n'avoir pas été vraiment élu par le peuple, et au lieu de faire de nouvelles élections et d'accorder le suffrage universel, Cromwell, par un coup d'Etat militaire, dissout le Parlement et gouverne seul. Il est devenu Lord Protecteur de la République.

Mais trois ans après sa mort, la République, apparemment mal protégée, disparaît et le fils de Charles I^er^ monte sur le trône. La Révolution aura servi à introduire véritablement le régime de la monarchie parlementaire britannique, ni plus ni moins, et à asseoir la puissance politique de la bourgeoisie anglaise.

Tout ceci, le film le montre assez clairement. « Cromwell » mérite d'être vu parce qu'en dépit de certaines faiblesses, c'est une remarquable leçon de politique dont bien des aspects sont encore actuels, et qu'il est fort bien joué et fort bien mis en scène.

Ceci dit, il n'en demeure pas moins que le film veut faire la part trop belle à... Charles I^er^ (la monarchie existe toujours en Grande-Bretagne, ne l'oublions pas !), et surtout à Cromwell. On ne dit nulle part que celui-ci était — comme la quasi-totalité des bourgeois de son temps d'ailleurs — un adversaire farouche du suffrage universel, on présente la répression par Cromwell de l'agitation dans l'armée comme une tragique méprise due à la duplicité du roi, et on excuse bien facilement la dictature personnelle du héros : il fallait, n'est-ce pas, que l'Angleterre soit gouvernée par une main énergique.

Pour finir, signalons tout de même un « oubli » de taille : c'est Cromwell qui écrasa et massacra les Irlandais et qui les déposséda de leurs terres pour les donner aux colons anglais, ce qui leur permit par la même occasion de distribuer des terres aux soldats trop remuants et de détourner ainsi la colère de son armée.

Mais peut-être le film n'est-il pas destiné à être projeté en Irlande ?

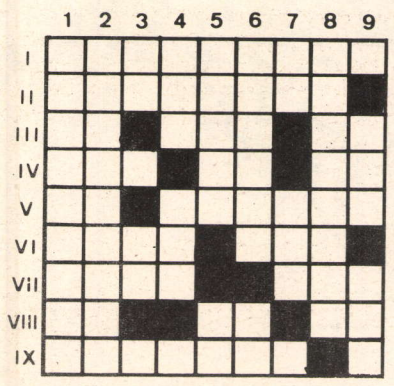
A. VICTOR.

ENCORE UN FILM INTERDIT EN FRANCE

APRES « Elise ou la vraie vie », bloqué par les distributeurs, après les difficultés rencontrées par « Un condé », après le refus de protection pour la projection de « La bataille d'Alger », un nouveau film vient de subir les effets de la censure française.

Le film « Eldridge Cleaver » réalisé à Alger par William Klein et qui retrace la vie du leader des « panthères noires » vient à son tour d'être interdit par la commission de contrôle cinématographique.

Il est savoureux de savoir que ce film, qui traite avant tout du problème des Noirs américains a pu être projeté à New York. Mais la censure française plus royaliste que le roi, n'en est pas gênée pour autant. Elle a justifié sa décision en déclarant que ce film contenait **« des injures inacceptables et des appels au meurtre »**. Tiens, tiens ! voilà un vocabulaire qui rappelle singulièrement celui de la Préfecture de police. Question : ou émargent ces honorables messieurs qui composent cette commission ?



HORIZONTALEMENT. — I. La seule façon dont il ne sache pas écrire « merde ! », c'est en cinq lettres. — II. Parfois plus rapide que convaincre. — III. Quand Rodrigue l'a dit à Chimène, ça voulait dire le contraire - Par les temps qui courent, n'est synonyme de pureté que pour les diamants - Ministère (initiales). — IV. Souvent avancé chez les politiciens - Mesure itinéraire chinoise. - Moitié. — V. Largeur d'un chemin de halage - Défend parfois une enceinte. — VI. On n'a pas fini de discuter de sa nature - Lettres d'enveloppe. — VII. Opposée à l'Ulster - Positif ou négatif. — VIII. Ile à forçats - On risque de se les casser en tombant dessus - Conjonction. — IX. Ruses.

VERTICALEMENT. — 1. Pompidou le fera-t-il encore ?. — 2. Pas toutes d'Epinal. — 3. Un fleuve qui va chercher la mer de plus en plus loin - Limitent un secteur. — 4. Pas forcément approuvée - Endort si on le répète. — 5. En forme d'œuf - Vieille affirmation méridionale. — 6. Panade - Personnel. — 7. Paresseux - Syndicat d'enseignants. — 8. L'ABC de la déclamation. — 9. Révolutionnaire espagnol tué par le Guépéou - Un mot qui revient souvent dans les procès-verbaux d'interrogatoires.

SOLUTION DU PROBLEME PRECEDENT

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I	B	O	M	B	A	R	D	E	R
II	A	M	I	■	N	O	I	R	E
III	K	I	R	O	V	■	M	A	T
IV	O	S	■	V	E	R	I	T	E
V	U	■	T	I	R	■	N	O	N
VI	N	U	■	E	S	A	U	■	U
VII	I	S	■	D	O	P	E	■	E
VIII	N	E	■	O	I	■	R	U	■
IX	E	S	T	■	S	L	A	V	E

U.S.A.

Grève chez General Motors

DEPUIS le 15 septembre, l'activité de General Motors, le plus grand trust de l'automobile des USA, est paralysée par la décision des syndicats UAW d'appeler les travailleurs à cesser toute activité dans les entreprises du trust, afin d'obtenir un nouveau contrat de travail, et d'en négocier les avantages.

La direction de General Motors a annoncé que chaque jour d'inactivité lui coûtait 90 millions de dollars, soit plus de 50 milliards d'anciens francs. Il faut croire que ses bénéfices habituels étaient suffisamment importants pour qu'elle puisse ainsi se permettre de provoquer ceux qui font sa prospérité.

La lutte revendicative des ouvriers américains est marquée par la signature périodique de tels contrats de travail. Signés par branche d'industrie et applicables pour une période donnée, en général de deux ou trois ans, leur renouvellement correspond souvent à une période d'affrontements plus ou moins violents entre patrons et syndicats.

Cette année encore, les syndicats de l'automobile UAW ont décidé d'appliquer une tactique qui leur est habituelle : afin d'obtenir un contrat amélioré pour les travailleurs de toutes les entreprises de l'automobile, ils ont donné l'ordre de grève dans une seule compagnie, les autres continuant à produire normalement.

En 1967, Ford avait ainsi été paralysé pendant huit semaines. Cette année, c'est contre le géant de l'automobile, General Motors, qui emploie 400.000 ouvriers, que les syndicats concentrent leurs coups, les ouvriers de Chrysler et Ford continuant à travailler normalement, et même à faire des heures supplémentaires.

Pour justifier cette tactique, l'argument avancé est que les caisses de grève ne permettent pas d'envisager une lutte de longue haleine sur l'ensemble des trois trusts. Les syndicats disent en outre qu'une telle tactique peut faire craindre à General Motors de perdre une partie de sa clientèle habituelle au profit de ses concurrents.

La tactique élaborée par les syndicats est peut-être la tactique la plus appropriée aux marchandages actuellement en cours autour du tapis vert, mais elle est surtout révélatrice du fait que les syndicats veulent limiter leur lutte à un marchandage avec les capitalistes américains, et ne se préoccupent en aucun cas de changer le rapport de forces entre le travail et le capital, de permettre aux travailleurs de changer la société, et d'envisager de supprimer, ou même simplement de diminuer leur exploitation.

A l'heure où les USA connaissent une période d'inflation importante, la classe ouvrière américaine a besoin, outre une augmentation substantielle des salaires, de garantir ceux-ci contre les augmentations de prix, et les fluctuations des horaires de travail.

Des ouvriers de General Motors en grève. (Ph. U.P.I.)

En ce qui concerne « l'augmentation du salaire garanti », qui est le premier point de la plateforme, aucun objectif précis n'est proposé. Le 15 septembre, les syndicats ont refusé, à juste titre, l'offre de 7,5% proposée par les compagnies. Ces 7,5 % ne représentaient en effet, pour la majorité des travailleurs, pas un centime d'augmentation réelle par rapport aux accords de 1967, compte tenu de la diminution du pouvoir d'achat liée à l'inflation, et aux restrictions apportées à l'application de l'échelle mobile des salaires lors du dernier contrat.

Avant que l'inflation ne se fasse ouvertement sentir aux USA, les patrons ne craignaient pas d'accorder une échelle mobile des salaires par rapport aux prix relativement valable. Mais dès que les prix ont commencé à grimper plus vite, on a vu apparaître un plafonnement de l'indexation de l'échelle mobile qui la rendait inopérante.

Telle que la lutte est engagée, l'augmentation de salaire que pourront obtenir les travailleurs de General Motors ne sera pas très différente des miettes accordées habituellement tous les trois ans, et surtout, elle ne sera pas garantie contre l'inflation et le chômage, plaies de l'économie capitaliste.

En fait, les syndicats américains, bien qu'incomparablement plus puissants que leurs homologues européens, se comportent exactement de la même façon. Ils ne sont pas capables de passer à l'attaque du pouvoir économique, de modifier la répartition du revenu national, d'imposer le contrôle de la production. Ils ne peuvent concevoir de luttes qu'en jouant le jeu de la concurrence, avec les dés pipés de la bourgeoisie. Ils recherchent dans ces limites la ruse « efficace », et la grève visant à paralyser General Motors au profit de ses concurrents n'est que la version à l'américaine des grèves partielles, des grèves bouchons et des grèves tournantes que nous connaissons ici.

Les travailleurs américains connaissent, plus ou moins consciemment, les limites de leurs syndicats, car ils ont très souvent recours aux « grèves sauvages » pour se défendre contre l'exploitation à l'usine, les cadences, le manque de sécurité et l'injustice.

La tactique des UAW permettra peut-être aux travailleurs de l'automobile d'avoir un bon contrat pour trois ans. Mais que deviendront ces hausses de salaire l'année prochaine ?

Et les ouvriers américains devront bien demander un jour ou l'autre à leur syndicat : « Que proposez-vous contre l'inflation qui ampute chaque mois les salaires des travailleurs ? Que proposez-vous pour empêcher le capitalisme américain de réduire au chômage permanent près de quatre millions d'entre nous ! »

La classe ouvrière américaine n'est-elle pas la plus forte du monde ?

F.M.

ANGLETERRE

Heath s'attaque à la Sécurité Sociale

Heath au congrès du Parti Conservateur (2e à partir de la droite). L'austérité, une fois de plus, recouvre une politique anti-ouvrière. (Ph. U.P.I.)

JUSQU'A présent, l'Angleterre bénéficiait d'un système de sécurité sociale particulièrement avantageux pour les travailleurs par rapport à ceux en vigueur dans d'autres pays. Jusqu'à ces derniers temps, les soins médicaux étaient pratiquement gratuits, les soins dentaires, les lunettes étaient remboursés quasi en totalité. Jusqu'à ces derniers temps... car il est question de remettre tout ce système en cause... C'est en effet ce qu'a déclaré le gouvernement de M. Heath en présentant aux Communes un projet visant à faire payer davantage les soins médicaux et autres services apparentés.

Cette mesure serait prise pour tenter de sortir l'économie anglaise des difficultés permanentes dans lesquelles elle se trouve. Après les lois anti-grève et le blocage des salaires, les dirigeants britanniques essaient là encore à faire éponger aux travailleurs les fuites du système.

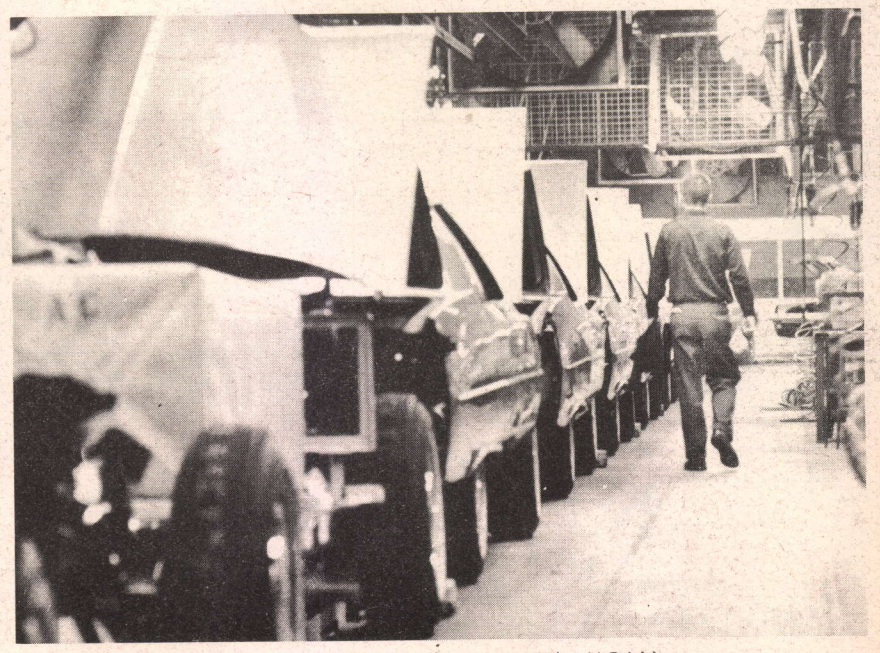
D'après le projet, les travailleurs anglais auront donc plus à débourser pour leur santé. C'est une atteinte directe à leur niveau de vie.

Pour mieux faire passer la chose, le projet de Heath annonce que ces mesures s'accompagneront d'une diminution d'impôts, ce qui est présenté comme une sorte de compensation. Mais les seuls qui n'y perdront pas, seront ceux qui n'auront pas à se soigner... ou ceux qui hésiteront à aller chez le médecin. Ces mesures se traduiront donc en réalité par une augmentation du coût de la vie pour les travailleurs, et une aggravation de leurs conditions d'existence.

Quant aux grosses sociétés, elles gagneront dans tous les domaines. Car si quelques pour cent d'impôts en moins sur un salaire d'ouvrier ne font pas grand chose, sur les bénéfices des grandes entreprises, cela se chiffre par milliards.

Voilà donc le plan d'austérité de Heath, et l'on voit bien que d'un côté de la Manche comme de l'autre, ce sont bien les mêmes moyens qu'utilisent les gouvernements bourgeois pour pallier leurs difficultés économiques : ils s'attaquent au niveau de vie des travailleurs pour assurer aux grosses sociétés des super-profits. C'est ce que le gouvernement Heath, sans doute comme celui des Giscard d'Estaing et de Chaban-Delmas appelle : prendre sa part des sacrifices nécessaires.

C. Loraine.



Les « cadillacs » à l'arrêt. (Ph. U.P.I.)